

Peurs et rigueurs allemandes

Décidément, depuis qu'ils ont fait court à l'Europe le plus grand danger de son histoire, les Allemands ont bien changé. Ils ont désormais horreur du risque, et les voici saisis d'une sorte de spleen que l'on croirait, comme le mot, plutôt britannique. Même si les Verts n'ont pas fait un triomphe aux élections de Basse-Saxe, la peur des centrales à atomes-fugueurs tourmente nos voisins. Il est assez surprenant que dans cette grande puissance industrielle moderne l'opinion soit presque unanime dans son désir de « sortir du nucléaire » après un accident qui, si grave soit-il, n'a pas été une véritable catastrophe et ne devrait pas amener à jeter le bébé avec l'eau du bain.

Dans le domaine de la politique « pollicienne » et donc, en matière électorale, à l'appareil du renouvellement du Bundestag en janvier 1987, — le gouvernement de Bonn est visiblement intimidé par des « verts » d'une espèce plus traditionnelle : les électeurs paysans. Réduits, comme dans toutes les sociétés industrielles avancées, à une proportion très faible de la population active (moins de 5 %), ils proclament à cor et à cri que Tchernobyl a amené les consommateurs allemands à honorer leur production et que les pays agricoles européens en balaient les conditions à la besace. Le gouvernement a cédé devant leur grogne — au demeurant fondée en ce qui concerne la mévente due à la politique des subventions de saufs. Il est fort probable que sans ces largesses le chancelier démocrate Ernst Albrecht aurait mordu la poussière à Hanovre, dimanche dernier.

Hélas ! la peur est parfois mauvaise conseillère. Mécontent d'avoir vu son chancelier céder devant les fureurs, le ministre des finances en fait l'expérience. M. Gerhard Stoltenberg, fidèle à sa réputation de « père la rigueur » d'outre-Rhin, a invité l'ordre à chaque ministère de réduire ses dépenses de 2 %. La plupart des subventions de l'État seront diminuées de 8 %. Mauvaises nouvelles pour les Allemands, qui actuellement oublieraient volontiers leurs promesses dans la lutte contre l'inflation — réduite à néant en 1986 — et sont surtout sensibles à l'ampleur du chômage. Ce dernier frappe en effet deux millions cinq cent mille travailleurs, soit plus de 8 % de la population active. Et, en dépit de toutes les promesses du chancelier, ces chiffres sont depuis deux ans désespérément stables.

Gens sérieux, les Allemands appellent un ministre des finances qui — les sondages le montrent — est populaire parce qu'il tient serrés les cordons de la bourse. Mais cette gestion de bon père de famille protestant peut aussi avoir, à long terme, ses inconvénients pour la coopération européenne, et d'abord pour cette idylle franco-allemande que MM. Mitterrand et Kohl tiennent, une fois de plus, de célébrer à Rambouillet. Le climat est bon et les résultats miocres : entre leurs peurs et leurs rigueurs, les Allemands imposent à leur budget des à-coups qui épouvantent leurs voisins, et surtout leur principal partenaire.

(Lire nos informations page 28.)

DEUX SONDAGES SUR LE GOUVERNEMENT

La cohabitation profite plus à M. Mitterrand qu'à M. Chirac

M. Jacques Chirac a réuni, le jeudi 19 juin à l'hôtel Matignon, les ministres dirigeant les formations de l'UDF — MM. François Létoury (PR), Pierre Méhaignerie (CDS) et André Rossinot (Parti radical) — pour discuter avec eux, comme il l'avait fait le 12 juin avec les principaux ministres RPR, des problèmes que rencontre le gouvernement dans la présentation et l'explication de sa politique. Les derniers sondages justifient amplement cette préoccupation.

(Lire page 6 l'article de PATRICK JARREAU.)



LA MANNE PÉTROLIÈRE ET LA RELANCE ÉCONOMIQUE

Vivement 1987 !

Par ALAIN VERNHOLES

Cette année aurait pu être l'année du redémarrage de la croissance économique, celle d'un fort courant d'activité et d'investissement. Elle ne sera pas cela. Malgré la manne pétrolière (75 milliards de francs d'économies probables en 1986, soit 1,7 % de la production nationale), malgré la réduction des prélèvements de l'État (6 milliards de francs) et le remboursement de l'emprunt obligataire (18 milliards de francs).

En premier trimestre de cette année, l'activité n'a pas été bonne. Elle s'est nettement améliorée au deuxième trimestre, mais ce redressement n'a rien de durable. Pour deux raisons essentielles : la consommation des ménages, qui a progressé depuis le début de 1985 au rythme de 4 % l'an, et a littéralement explosé à cause du mondial — en cette fin de printemps, va se ralentir ; les investissements ne vont pas s'accroître, les chefs d'entreprise n'étant pas disposés à dépenser en biens d'équipement les économies réalisées sur le

ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La nouvelle loi sur la presse autorise les concentrations

L'Assemblée nationale a adopté, dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 juin, par 324 voix (RPR, UDF et Front national) contre 251 (PS et PC), la proposition de loi sénatoriale modifiant le régime juridique de la presse écrite. Ce texte abroge la loi de 1984 et l'ordonnance de 1944 ; il régularise ainsi la situation du groupe Hersant et autorise les concentrations. Il les limite toutefois à 30 % de la diffusion des quotidiens. Les députés ayant modifié le texte déjà voté par les sénateurs, le Sénat aura à nouveau à se prononcer.

Gauche contre droite : l'adoption en première lecture par l'Assemblée nationale, le mercredi 18 juin, de la proposition de loi sénatoriale modifiant le régime juridique de la presse écrite, a respecté la coupure politique. Rien d'étonnant, tant deux conceptions différentes de l'entreprise de presse, et donc du rôle des journaux, se sont opposées tout au long de la discussion.

Les débats du dernier jour ont confirmé cette tendance, déjà apparue il y a dix mois, lors de la discussion de la loi Fillard.

Sur la nécessité ou non d'une commission de type « haute autorité », chargée de contrôler l'évo-

lution économique d'un secteur qui réunit des entreprises, comme les autres pour la droite, spécifiques, pour la gauche, sur le rôle des journalistes qui doit se traduire, ou non, par la reconnaissance de la nation d'« équipe rédactionnelle », qui exigerait la transparence et limitait la concentration, sur le caractère exorbitant, ou non, de la législation de 1944, sur tous les points, les positions des deux camps sont incommensurables.

Th. B.

(Lire la suite page 7 ainsi que l'article d'YVES AGNÈS « L'argent ».)

Le congrès du Parti destourien en Tunisie

M. Mzali entre l'héritage et la disgrâce... PAGE 3

Veille de scrutin en Espagne

Le bilan paradoxal d'une législature socialiste... PAGE 4

Un test national en Italie

Les tensions politiques mobilisées par les élections régionales en Sicile. PAGE 5

Les patrons et l'emploi

Les députés chefs d'entreprise veulent montrer l'exemple. PAGES 6 et 27

Le Monde

DES LIVRES

- Essais : les « Sillages » de François George.
- Lettres étrangères : l'édition des « Cantos » d'Ezra Pound.
- Le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech : « Le Rêve de Saxe » de Michel Chailou.

Pages 15 à 21

- Étranger (2 à 5) : Politique (6 à 8) ; Sociétés (9 et 11) ; Sports (12) ; Culture (22 et 23) ; Économie (27 à 31)

Programmes des spectacles (24) • Radio-télévision (25) • Informations services : Météorologie, Mots croisés (26) • Littérature nationale, Loto (26) • Carnet (26) • Annuaire classés (14)

LES TRÉSORS DES FOUILLES DU LOUVRE

Le four de Bernard Palissy

Depuis deux ans, profitant des travaux entrepris pour construire la pyramide de Poi, les archéologues fouillent sans relâche les entrailles du Louvre.

Deux équipes s'affrontent. L'une exhume les sous-sollements de la vieille forteresse de Philippe-Auguste, dans la cour Carrée. L'autre traque avec minutie cinq siècles de vie quoti-

diennne parisienne dans la cour Napoléon et à la fin de l'ancien palais des Tuileries. C'est là que les archéologues ont fait une découverte de taille : un noyau four utilisé avec certitude par Bernard Palissy. A l'intérieur, des centaines de pièces de poterie et, surtout, une faïence érite de moules à partir desquels l'artiste façonnait ses œuvres.

Le premier ne s'intéressait qu'aux vestiges ruraux, les seconds comptabilisent les fonds de latrines. L'un utilisait des moyens mécaniques inadaptes — tapis roulant, détecteurs de métaux — pour fouiller à la grosse. Les autres perdent leur temps et l'argent des contribuables à collecter des objets parfaitement connus. Mais les vraies raisons de la querelle sont sans doute à des problèmes de personnes : Yves de Kisch avait succédé à Michel Fleury — évincé — par le fait du prince — à la

direction des Antiquités de l'Ile-de-France.

Aujourd'hui, les blessures occasionnées par cet échange de coups plus ou moins bien ajustés ne sont pas toutes cicatrisées. Mais les passions se sont apaisées. C'est avec un peu plus de sérénité que l'on peut parler des chantiers du Louvre.

Le projet de Michel Fleury était très précis. On connaît depuis toujours l'emplacement de la forteresse construite par Philippe Auguste et progressivement rasée au cours des siècles et six-septième siècles pour faire place aux bâtiments que nous voyons aujourd'hui. Sans le Senned Empire, un sondage superficiel avait permis de matérialiser, par une ligne de pavés, les contours de la muraille romaine. Dès 1977, Michel Fleury avait proposé de reprendre les fouilles, de dégager les sous-sollements de l'ancien château pour créer sous la cour Carrée une crypte archéologique.

EMMANUEL DE ROUX.

(Lire la suite page 23.)

JEAN DANIEL

Plus qu'une analyse unique des événements, une synthèse comme il en est peu. C'est sublime.

Jules Roy

Vraiment une suite de textes extraordinaires de sensibilité intelligente et de pénétration prophétique.

Henri Guillemin

Coll. L'Histoire immédiate 95 F

SEUIL

étranger

PROCHE-ORIENT

Koweït

Les incendies d'installations pétrolières sont imputés à un « sabotage »

Les explosions, qui ont décollé de gigantesques incendies dans un des principaux complexes pétroliers du Koweït, à Mina al-Ahmed, à 30 kilomètres au sud de la capitale, sont dues « à un acte de sabotage », a reconnu, mercredi 18 juin, le prince héritier et premier ministre koweïtien, cheikh Saïd al-Abdallah al-Sabah, pour qui l'objectif visé était peut-être « de faire pression sur le Koweït pour l'empêcher de poursuivre sa politique pétrolière ». Il a assuré que « ces actes criminels ne s'effectueront pas la politique » de son pays qui, avec une moyenne d'un million et demi de barils-jour, est un des principaux producteurs de pétrole de la région.

Le premier ministre n'a pas indiqué quel pays, ou quel groupe, pourrait avoir intérêt à inciter son pays à modifier sa politique pétrolière. A plusieurs reprises, l'Irak s'en est pris dans le passé à l'Arabie saoudite et au Koweït, leur reprochant de faire écouler les cours en produisant trop de pétrole. Par ailleurs, le Koweït et l'Arabie saoudite soutiennent l'Irak dans le conflit du Golfe, alors que le baïssé du brut affecte directement les capacités de l'Irak à financer son effort de guerre.

Les explosions se sont produites au même endroit, mardi 17 juin en fin d'après-midi (le Monde du 19 juin). Elles ont déclenché trois incendies géants dans la raffinerie de Mina al-Ahmed (située sur la Gholfa) et à proximité. Seul un réservoir s'écroula et fut détruit. Selon les autorités, l'incident n'affectera ni la production ni les exportations.

Le Koweït a déjà été le théâtre de nombreux attentats. Il avait implétement accusé un mouvement d'opposition irakien et pro-iranien, al-Dawia, d'être impliqué dans une série d'attentats à la bombe commises en décembre 1983 contre l'aéroport de la capitale et les ambassades de France et des Etats-Unis. Dix-sept personnes ont alors été emprisonnées et leur libération avait été exigée par les ravisseurs de citoyens américains au Liban. D'autre part, l'émir du Koweït, cheikh Jaber al-Ahmed al-Sabah, avait échappé de justesse à un attentat à la voiture piégée en mai 1985. Enfin, la semaine dernière, la Cour suprême du pays a condamné quatre Libanais - dont trois par contumace - à de lourdes peines de prison pour tentative d'at-

tentat contre une centrale électrique et une usine de dessalement d'eau.

A Bagdad, on impute à l'Irak les incendies de pétrole. Pour comme s'il s'agissait d'une riposte, l'état-major irakien a annoncé que son aviation avait bombardé, mercredi, sept installations pétrolières, dans le sud-ouest de l'Irak.

De son côté, l'Irak n'a indiqué que ses troupes avaient lancé, dans la nuit de mardi à mercredi, une « opération limitée » contre l'Irak, dans la zone des îles Majnoon, tuant cent cinquante soldats ennemis. (AFP, Reuters).

M. Reagan autorise la vente de cinq AWACS à l'Arabie saoudite

Washington (AFP, AP, UPI). - Le président Reagan a annoncé, mercredi 18 juin, dans une lettre au Congrès, que l'Arabie saoudite remplissait les conditions requises pour la vente de cinq avions-radar AWACS et que leur livraison serait en cours. Cette lettre avait été envoyée par le Congrès pour approuver la fourniture de ces cinq appareils, d'un montant de 3,5 milliards de dollars, dans le cadre d'une vente d'armes de 8,5 milliards de dollars à Riyad.

Si les adversaires de cette vente veulent maintenant y faire opposition, ils doivent faire voter par le Congrès une résolution refusant la certification prédictive. Le premier avio AWACS, fabriqué par Boeing, sera livré le 30 juin. La fourniture des quatre autres s'échelonnait jusqu'au 31 mars 1987.

Dans sa lettre, M. Reagan affirme que la livraison des AWACS « contribuera directement à la stabilité et à la sécurité de la région ». Washington a fait accepter son droit à concéder aux places les appareils. Enfin, les avions-radar à usage exclusivement défensif opérationnel uniquement à des fins de renseignement, sans accord préalable des deux gouvernements.

M. Reagan a fait valoir que l'Arabie saoudite avait « publiquement condamné le terrorisme et les actes de terreur » et « pris des mesures concrètes pour s'opposer au terrorisme quelle que soit son origine ».

Le patriarche maronite de Liban, Mgr Nasrallah Sfeir, a remercié, mercredi 18 juin, à Beyrouth-Ouest, le chef spirituel des sunnites libanais, le mufti Hassan Khalid. Le patriarche, accompagné de plusieurs membres de son clergé, a traversé sans escorte policière la « ligne verte », qui sépare les secteurs chiites et sunnites de Beyrouth pour venir rendre visite à cheikh Khalid.

Après avoir visité le quartier de la « ligne verte », le patriarche a été reçu par le mufti Hassan Khalid. Les deux chefs religieux ont eu une conversation de plusieurs heures.

Pour des raisons de sécurité, cette rencontre n'avait pas été annoncée. Elle aurait dû avoir lieu le 22 mai dernier, mais l'entretien avait alors été reporté du fait d'une intolérance fondée des combats le long de la « ligne ». Cette reprise des affrontements semblait bien une tentative délibérée des milices d'extrême droite de rompre le dialogue et le mufti. (Reuters).

Le 13^e congrès de l'Internationale socialiste des femmes (ISF), qui a pris fin mardi 17 juin à Lima, a lancé un appel à la communauté internationale pour isoler le régime de l'apartheid et cesser les fournitures d'armes à l'Afrique du Sud.

On redoute en effet que les mouvements terroristes, Sender Luit ou Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, ne tentent des actions spectaculaires. Pour le président américain, M. Alan Garcia, il s'agit non seulement d'assurer la sécurité des quelque quatre cents personnes présentes, mais aussi d'éviter toute exploitation de cet événement par les organisations révolutionnaires armées qui ont multiplié ces dernières semaines les attentats visant des dirigeants politiques et militaires.

C'est la première fois qu'un congrès de l'Internationale socialiste a lieu dans un pays d'Amérique latine et du tiers-monde. Les prises de position du jeune président péruvien qui fait face aux exigences du Fonds monétaire international expliquent, selon les organisateurs, le choix de Lima. Trois chefs de gouvernement, M. Bettino Craxi (Italie), M. Kiki Soria (Ecuador) et M. Gro Harlem Brundtland (Norvège), sont attendus. En revanche, l'ancien Shimon Peres et le Sud-ouest Ingvar Carlsson ont renoncé à faire le voyage « pour des raisons

AMÉRIQUES

A Lima

Mesures exceptionnelles de sécurité pour le XXVII^e congrès de l'Internationale socialiste

Lima (AFP). - Des mesures exceptionnelles de sécurité ont été prises à Lima depuis le début de la semaine à l'occasion du vingt-septième congrès de l'Internationale socialiste qui doit avoir lieu dans la capitale péruvienne du 20 au 23 juin. Le centre de Lima est quadrillé par quatre mille policiers en civil et en uniforme, et l'ordre doit être strict. Les délégués doivent se déplacer en convoi, les journalistes sont soumis à des contrôles stricts. Les services de sécurité ont été renforcés, les organisations, en tant qu'« invités d'honneur ».

On redoute en effet que les mouvements terroristes, Sender Luit ou Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, ne tentent des actions spectaculaires. Pour le président américain, M. Alan Garcia, il s'agit non seulement d'assurer la sécurité des quelque quatre cents personnes présentes, mais aussi d'éviter toute exploitation de cet événement par les organisations révolutionnaires armées qui ont multiplié ces dernières semaines les attentats visant des dirigeants politiques et militaires.

C'est la première fois qu'un congrès de l'Internationale socialiste a lieu dans un pays d'Amérique latine et du tiers-monde. Les prises de position du jeune président péruvien qui fait face aux exigences du Fonds monétaire international expliquent, selon les organisateurs, le choix de Lima. Trois chefs de gouvernement, M. Bettino Craxi (Italie), M. Kiki Soria (Ecuador) et M. Gro Harlem Brundtland (Norvège), sont attendus. En revanche, l'ancien Shimon Peres et le Sud-ouest Ingvar Carlsson ont renoncé à faire le voyage « pour des raisons

de sécurité ». Le 13^e congrès de l'Internationale socialiste des femmes (ISF), qui a pris fin mardi 17 juin à Lima, a lancé un appel à la communauté internationale pour isoler le régime de l'apartheid et cesser les fournitures d'armes à l'Afrique du Sud.

On redoute en effet que les mouvements terroristes, Sender Luit ou Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, ne tentent des actions spectaculaires. Pour le président américain, M. Alan Garcia, il s'agit non seulement d'assurer la sécurité des quelque quatre cents personnes présentes, mais aussi d'éviter toute exploitation de cet événement par les organisations révolutionnaires armées qui ont multiplié ces dernières semaines les attentats visant des dirigeants politiques et militaires.

C'est la première fois qu'un congrès de l'Internationale socialiste a lieu dans un pays d'Amérique latine et du tiers-monde. Les prises de position du jeune président péruvien qui fait face aux exigences du Fonds monétaire international expliquent, selon les organisateurs, le choix de Lima. Trois chefs de gouvernement, M. Bettino Craxi (Italie), M. Kiki Soria (Ecuador) et M. Gro Harlem Brundtland (Norvège), sont attendus. En revanche, l'ancien Shimon Peres et le Sud-ouest Ingvar Carlsson ont renoncé à faire le voyage « pour des raisons

de sécurité ». Le 13^e congrès de l'Internationale socialiste des femmes (ISF), qui a pris fin mardi 17 juin à Lima, a lancé un appel à la communauté internationale pour isoler le régime de l'apartheid et cesser les fournitures d'armes à l'Afrique du Sud.

On redoute en effet que les mouvements terroristes, Sender Luit ou Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, ne tentent des actions spectaculaires. Pour le président américain, M. Alan Garcia, il s'agit non seulement d'assurer la sécurité des quelque quatre cents personnes présentes, mais aussi d'éviter toute exploitation de cet événement par les organisations révolutionnaires armées qui ont multiplié ces dernières semaines les attentats visant des dirigeants politiques et militaires.

C'est la première fois qu'un congrès de l'Internationale socialiste a lieu dans un pays d'Amérique latine et du tiers-monde. Les prises de position du jeune président péruvien qui fait face aux exigences du Fonds monétaire international expliquent, selon les organisateurs, le choix de Lima. Trois chefs de gouvernement, M. Bettino Craxi (Italie), M. Kiki Soria (Ecuador) et M. Gro Harlem Brundtland (Norvège), sont attendus. En revanche, l'ancien Shimon Peres et le Sud-ouest Ingvar Carlsson ont renoncé à faire le voyage « pour des raisons

Liban

LE PATRIARCHE MARONITE A RENCONTRE CHEF SPIRITUEL DES SUNNITES

Le patriarche maronite de Liban, Mgr Nasrallah Sfeir, a remercié, mercredi 18 juin, à Beyrouth-Ouest, le chef spirituel des sunnites libanais, le mufti Hassan Khalid. Le patriarche, accompagné de plusieurs membres de son clergé, a traversé sans escorte policière la « ligne verte », qui sépare les secteurs chiites et sunnites de Beyrouth pour venir rendre visite à cheikh Khalid.

Après avoir visité le quartier de la « ligne verte », le patriarche a été reçu par le mufti Hassan Khalid. Les deux chefs religieux ont eu une conversation de plusieurs heures.

Pour des raisons de sécurité, cette rencontre n'avait pas été annoncée. Elle aurait dû avoir lieu le 22 mai dernier, mais l'entretien avait alors été reporté du fait d'une intolérance fondée des combats le long de la « ligne ». Cette reprise des affrontements semblait bien une tentative délibérée des milices d'extrême droite de rompre le dialogue et le mufti. (Reuters).

Le 13^e congrès de l'Internationale socialiste des femmes (ISF), qui a pris fin mardi 17 juin à Lima, a lancé un appel à la communauté internationale pour isoler le régime de l'apartheid et cesser les fournitures d'armes à l'Afrique du Sud.

On redoute en effet que les mouvements terroristes, Sender Luit ou Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, ne tentent des actions spectaculaires. Pour le président américain, M. Alan Garcia, il s'agit non seulement d'assurer la sécurité des quelque quatre cents personnes présentes, mais aussi d'éviter toute exploitation de cet événement par les organisations révolutionnaires armées qui ont multiplié ces dernières semaines les attentats visant des dirigeants politiques et militaires.

C'est la première fois qu'un congrès de l'Internationale socialiste a lieu dans un pays d'Amérique latine et du tiers-monde. Les prises de position du jeune président péruvien qui fait face aux exigences du Fonds monétaire international expliquent, selon les organisateurs, le choix de Lima. Trois chefs de gouvernement, M. Bettino Craxi (Italie), M. Kiki Soria (Ecuador) et M. Gro Harlem Brundtland (Norvège), sont attendus. En revanche, l'ancien Shimon Peres et le Sud-ouest Ingvar Carlsson ont renoncé à faire le voyage « pour des raisons

de sécurité ». Le 13^e congrès de l'Internationale socialiste des femmes (ISF), qui a pris fin mardi 17 juin à Lima, a lancé un appel à la communauté internationale pour isoler le régime de l'apartheid et cesser les fournitures d'armes à l'Afrique du Sud.

On redoute en effet que les mouvements terroristes, Sender Luit ou Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, ne tentent des actions spectaculaires. Pour le président américain, M. Alan Garcia, il s'agit non seulement d'assurer la sécurité des quelque quatre cents personnes présentes, mais aussi d'éviter toute exploitation de cet événement par les organisations révolutionnaires armées qui ont multiplié ces dernières semaines les attentats visant des dirigeants politiques et militaires.

C'est la première fois qu'un congrès de l'Internationale socialiste a lieu dans un pays d'Amérique latine et du tiers-monde. Les prises de position du jeune président péruvien qui fait face aux exigences du Fonds monétaire international expliquent, selon les organisateurs, le choix de Lima. Trois chefs de gouvernement, M. Bettino Craxi (Italie), M. Kiki Soria (Ecuador) et M. Gro Harlem Brundtland (Norvège), sont attendus. En revanche, l'ancien Shimon Peres et le Sud-ouest Ingvar Carlsson ont renoncé à faire le voyage « pour des raisons

DIPLOMATIE

Plusieurs ambassadeurs ont présenté leurs lettres de créance

Plusieurs ambassadeurs ont présenté leurs lettres de créance à la vice-présidence du conseil régional du Haut-Egypte, en 1981. Il s'agit des représentants du Bangladesh, de Bolivie, d'Espagne, d'Italie, de Mauritanie, du Niger et du Venezuela.

Bangladesh :

M. Mojaed Khan. Né en 1929 à Faridpur, M. Mojaed Khan a fait ses études en Inde, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, où il a obtenu différents diplômes. A son retour au Pakistan, il est entré à la faculté nationale comme spécialiste de sociologie rurale et d'anthropologie. Il a enseigné en Europe, puis est entré au Ministère des Affaires étrangères du Bangladesh en 1965, puis en 1970, puis en 1971, puis en 1972, puis en 1973, puis en 1974, puis en 1975, puis en 1976, puis en 1977, puis en 1978, puis en 1979, puis en 1980, puis en 1981, puis en 1982, puis en 1983, puis en 1984, puis en 1985, puis en 1986, puis en 1987, puis en 1988, puis en 1989, puis en 1990, puis en 1991, puis en 1992, puis en 1993, puis en 1994, puis en 1995, puis en 1996, puis en 1997, puis en 1998, puis en 1999, puis en 2000, puis en 2001, puis en 2002, puis en 2003, puis en 2004, puis en 2005, puis en 2006, puis en 2007, puis en 2008, puis en 2009, puis en 2010, puis en 2011, puis en 2012, puis en 2013, puis en 2014, puis en 2015, puis en 2016, puis en 2017, puis en 2018, puis en 2019, puis en 2020, puis en 2021, puis en 2022, puis en 2023, puis en 2024, puis en 2025, puis en 2026, puis en 2027, puis en 2028, puis en 2029, puis en 2030, puis en 2031, puis en 2032, puis en 2033, puis en 2034, puis en 2035, puis en 2036, puis en 2037, puis en 2038, puis en 2039, puis en 2040, puis en 2041, puis en 2042, puis en 2043, puis en 2044, puis en 2045, puis en 2046, puis en 2047, puis en 2048, puis en 2049, puis en 2050, puis en 2051, puis en 2052, puis en 2053, puis en 2054, puis en 2055, puis en 2056, puis en 2057, puis en 2058, puis en 2059, puis en 2060, puis en 2061, puis en 2062, puis en 2063, puis en 2064, puis en 2065, puis en 2066, puis en 2067, puis en 2068, puis en 2069, puis en 2070, puis en 2071, puis en 2072, puis en 2073, puis en 2074, puis en 2075, puis en 2076, puis en 2077, puis en 2078, puis en 2079, puis en 2080, puis en 2081, puis en 2082, puis en 2083, puis en 2084, puis en 2085, puis en 2086, puis en 2087, puis en 2088, puis en 2089, puis en 2090, puis en 2091, puis en 2092, puis en 2093, puis en 2094, puis en 2095, puis en 2096, puis en 2097, puis en 2098, puis en 2099, puis en 2100, puis en 2101, puis en 2102, puis en 2103, puis en 2104, puis en 2105, puis en 2106, puis en 2107, puis en 2108, puis en 2109, puis en 2110, puis en 2111, puis en 2112, puis en 2113, puis en 2114, puis en 2115, puis en 2116, puis en 2117, puis en 2118, puis en 2119, puis en 2120, puis en 2121, puis en 2122, puis en 2123, puis en 2124, puis en 2125, puis en 2126, puis en 2127, puis en 2128, puis en 2129, puis en 2130, puis en 2131, puis en 2132, puis en 2133, puis en 2134, puis en 2135, puis en 2136, puis en 2137, puis en 2138, puis en 2139, puis en 2140, puis en 2141, puis en 2142, puis en 2143, puis en 2144, puis en 2145, puis en 2146, puis en 2147, puis en 2148, puis en 2149, puis en 2150, puis en 2151, puis en 2152, puis en 2153, puis en 2154, puis en 2155, puis en 2156, puis en 2157, puis en 2158, puis en 2159, puis en 2160, puis en 2161, puis en 2162, puis en 2163, puis en 2164, puis en 2165, puis en 2166, puis en 2167, puis en 2168, puis en 2169, puis en 2170, puis en 2171, puis en 2172, puis en 2173, puis en 2174, puis en 2175, puis en 2176, puis en 2177, puis en 2178, puis en 2179, puis en 2180, puis en 2181, puis en 2182, puis en 2183, puis en 2184, puis en 2185, puis en 2186, puis en 2187, puis en 2188, puis en 2189, puis en 2190, puis en 2191, puis en 2192, puis en 2193, puis en 2194, puis en 2195, puis en 2196, puis en 2197, puis en 2198, puis en 2199, puis en 2200, puis en 2201, puis en 2202, puis en 2203, puis en 2204, puis en 2205, puis en 2206, puis en 2207, puis en 2208, puis en 2209, puis en 2210, puis en 2211, puis en 2212, puis en 2213, puis en 2214, puis en 2215, puis en 2216, puis en 2217, puis en 2218, puis en 2219, puis en 2220, puis en 2221, puis en 2222, puis en 2223, puis en 2224, puis en 2225, puis en 2226, puis en 2227, puis en 2228, puis en 2229, puis en 2230, puis en 2231, puis en 2232, puis en 2233, puis en 2234, puis en 2235, puis en 2236, puis en 2237, puis en 2238, puis en 2239, puis en 2240, puis en 2241, puis en 2242, puis en 2243, puis en 2244, puis en 2245, puis en 2246, puis en 2247, puis en 2248, puis en 2249, puis en 2250, puis en 2251, puis en 2252, puis en 2253, puis en 2254, puis en 2255, puis en 2256, puis en 2257, puis en 2258, puis en 2259, puis en 2260, puis en 2261, puis en 2262, puis en 2263, puis en 2264, puis en 2265, puis en 2266, puis en 2267, puis en 2268, puis en 2269, puis en 2270, puis en 2271, puis en 2272, puis en 2273, puis en 2274, puis en 2275, puis en 2276, puis en 2277, puis en 2278, puis en 2279, puis en 2280, puis en 2281, puis en 2282, puis en 2283, puis en 2284, puis en 2285, puis en 2286, puis en 2287, puis en 2288, puis en 2289, puis en 2290, puis en 2291, puis en 2292, puis en 2293, puis en 2294, puis en 2295, puis en 2296, puis en 2297, puis en 2298, puis en 2299, puis en 2300, puis en 2301, puis en 2302, puis en 2303, puis en 2304, puis en 2305, puis en 2306, puis en 2307, puis en 2308, puis en 2309, puis en 2310, puis en 2311, puis en 2312, puis en 2313, puis en 2314, puis en 2315, puis en 2316, puis en 2317, puis en 2318, puis en 2319, puis en 2320, puis en 2321, puis en 2322, puis en 2323, puis en 2324, puis en 2325, puis en 2326, puis en 2327, puis en 2328, puis en 2329, puis en 2330, puis en 2331, puis en 2332, puis en 2333, puis en 2334, puis en 2335, puis en 2336, puis en 2337, puis en 2338, puis en 2339, puis en 2340, puis en 2341, puis en 2342, puis en 2343, puis en 2344, puis en 2345, puis en 2346, puis en 2347, puis en 2348, puis en 2349, puis en 2350, puis en 2351, puis en 2352, puis en 2353, puis en 2354, puis en 2355, puis en 2356, puis en 2357, puis en 2358, puis en 2359, puis en 2360, puis en 2361, puis en 2362, puis en 2363, puis en 2364, puis en 2365, puis en 2366, puis en 2367, puis en 2368, puis en 2369, puis en 2370, puis en 2371, puis en 2372, puis en 2373, puis en 2374, puis en 2375, puis en 2376, puis en 2377, puis en 2378, puis en 2379, puis en 2380, puis en 2381, puis en 2382, puis en 2383, puis en 2384, puis en 2385, puis en 2386, puis en 2387, puis en 2388, puis en 2389, puis en 2390, puis en 2391, puis en 2392, puis en 2393, puis en 2394, puis en 2395, puis en 2396, puis en 2397, puis en 2398, puis en 2399, puis en 2400, puis en 2401, puis en 2402, puis en 2403, puis en 2404, puis en 2405, puis en 2406, puis en 2407, puis en 2408, puis en 2409, puis en 2410, puis en 2411, puis en 2412, puis en 2413, puis en 2414, puis en 2415, puis en 2416, puis en 2417, puis en 2418, puis en 2419, puis en 2420, puis en 2421, puis en 2422, puis en 2423, puis en 2424, puis en 2425, puis en 2426, puis en 2427, puis en 2428, puis en 2429, puis en 2430, puis en 2431, puis en 2432, puis en 2433, puis en 2434, puis en 2435, puis en 2436, puis en 2437, puis en 2438, puis en 2439, puis en 2440, puis en 2441, puis en 2442, puis en 2443, puis en 2444, puis en 2445, puis en 2446, puis en 2447, puis en 2448, puis en 2449, puis en 2450, puis en 2451, puis en 2452, puis en 2453, puis en 2454, puis en 2455, puis en 2456, puis en 2457, puis en 2458, puis en 2459, puis en 2460, puis en 2461, puis en 2462, puis en 2463, puis en 2464, puis en 2465, puis en 2466, puis en 2467, puis en 2468, puis en 2469, puis en 2470, puis en 2471, puis en 2472, puis en 2473, puis en 2474, puis en 2475, puis en 2476, puis en 2477, puis en 2478, puis en 2479, puis en 2480, puis en 2481, puis en 2482, puis en 2483, puis en 2484, puis en 2485, puis en 2486, puis en 2487, puis en 2488, puis en 2489, puis en 2490, puis en 2491, puis en 2492, puis en 2493, puis en 2494, puis en 2495, puis en 2496, puis en 2497, puis en 2498, puis en 2499, puis en 2500, puis en 2501, puis en 2502, puis en 2503, puis en 2504, puis en 2505, puis en 2506, puis en 2507, puis en 2508, puis en 2509, puis en 2510, puis en 2511, puis en 2512, puis en 2513, puis en 2514, puis en 2515, puis en 2516, puis en 2517, puis en 2518, puis en 2519, puis en 2520, puis en 2521, puis en 2522, puis en 2523, puis en 2524, puis en 2525, puis en 2526, puis en 2527, puis en 2528, puis en 2529, puis en 2530, puis en 2531, puis en 2532, puis en 2533, puis en 2534, puis en 2535, puis en 2536, puis en 2537, puis en 2538, puis en 2539, puis en 2540, puis en 2541, puis en 2542, puis en 2543, puis en 2544, puis en 2545, puis en 2546, puis en 2547, puis en 2548, puis en 2549, puis en 2550, puis en 2551, puis en 2552, puis en 2553, puis en 2554, puis en 2555, puis en 2556, puis en 2557, puis en 2558, puis en 2559, puis en 2560, puis en 2561, puis en 2562, puis en 2563, puis en 2564, puis en 2565, puis en 2566, puis en 2567, puis en 2568, puis en 2569, puis en 2570, puis en 2571, puis en 2572, puis en 2573, puis en 2574, puis en 2575, puis en 2576, puis en 2577, puis en 2578, puis en 2579, puis en 2580, puis en 2581, puis en 2582, puis en 2583, puis en 2584, puis en 2585, puis en 2586, puis en 2587, puis en 2588, puis en 2589, puis en 2590, puis en 2591, puis en 2592, puis en 2593, puis en 2594, puis en 2595, puis en 2596, puis en 2597, puis en 2598, puis en 2599, puis en 2600, puis en 2601, puis en 2602, puis en 2603, puis en 2604, puis en 2605, puis en 2606, puis en 2607, puis en 2608, puis en 2609, puis en 2610, puis en 2611, puis en 2612, puis en 2613, puis en 2614, puis en 2615, puis en 2616, puis en 2617, puis en 2618, puis en 2619, puis en 2620, puis en 2621, puis en 2622, puis en 2623, puis en 2624, puis en 2625, puis en 2626, puis en 2627, puis en 2628, puis en 2629, puis en 2630, puis en 2631, puis en 2632, puis en 2633, puis en 2634, puis en 2635, puis en 2636, puis en 2637, puis en 2638, puis en 2639, puis en 2640, puis en 2641, puis en 2642, puis en 2643, puis en 2644, puis en 2645, puis en 2646, puis en 2647, puis en 2648, puis en 2649, puis en 2650, puis en 2651, puis en 2652, puis en 2653, puis en 2654, puis en 2655, puis en 2656, puis en 2657, puis en 2658, puis en 2659, puis en 2660, puis en 2661, puis en 2662, puis en 2663, puis en 2664, puis en 2665, puis en 2666, puis en 2667, puis en 2668, puis en 2669, puis en 2670, puis en 2671, puis en 2672, puis en 2673, puis en 2674, puis en 2675, puis en 2676, puis en 2677, puis en 2678, puis en 2679, puis en 2680, puis en 2681, puis en 2682, puis en 2683, puis en 2684, puis en 2685, puis en 2686, puis en 2687, puis en 2688, puis en 2689, puis en 2690, puis en 2691, puis en 2692, puis en 2693, puis en 2694, puis en 2695, puis en 2696, puis en 2697, puis en 2698, puis en 2699, puis en 2700, puis en 2701, puis en 2702, puis en 2703, puis en 2704, puis en 2705, puis en 2706, puis en 2707, puis en 2708, puis en 2709, puis en 2710, puis en 2711, puis en 2712, puis en 2713, puis en 2714, puis en 2715, puis en 2716, puis en 2717, puis en 2718, puis en 2719, puis en 2720, puis en 2721, puis en 2722, puis en 2723, puis en 2724, puis en 2725, puis en 2726, puis en 2727, puis en 2728, puis en 2729, puis en 2730, puis en 2731, puis en 2732, puis en 2733, puis en 2734, puis en 2735, puis en 2736, puis en 2737, puis en 2738, puis en 2739, puis en 2740, puis en 2741, puis en 2742, puis en 2743, puis en 2744, puis en 2745, puis en 2746, puis en 2747, puis en 2748, puis en 2749, puis en 2750, puis en 2751, puis en 2752, puis en 2753, puis en 2754, puis en 2755, puis en 2756, puis en 2757, puis en 2758, puis en 2759, puis en 2760, puis en 2761, puis en 2762, puis en 2763, puis en 2764, puis en 2765, puis en 2766, puis en 2767, puis en 2768, puis en 2769, puis en 2770, puis en 2771, puis en 2772, puis en 2773, puis en 2774, puis en 2775, puis en 2776, puis en 2777, puis en 2778, puis en 2779, puis en 2780, puis en 2781, puis en 2782, puis en 2783, puis en 2784, puis en 2785, puis en 2786, puis en 2787, puis en 2788, puis en 2789, puis en 2790, puis en 2791, puis en 2792, puis en 2793, puis en 2794, puis en 2795, puis en 2796, puis en 2797, puis en 2798, puis en 2799, puis en 2800, puis en 2801, puis en 2802, puis en 2803, puis en 2804, puis en 2805, puis en 2806, puis en 2807, puis en 2808, puis en 2809, puis en 2810, puis en 281

AFRIQUE

Tunisie

L'OUVREMENT DU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE DESTOURNIER

M. Mzali entre l'héritage et la disgrâce...

De nos envoyés spéciaux

Tunis. — Que réserve, pour M. Mohamed Mzali, le douzième congrès du Parti socialiste destourien (PSD), qui s'est ouvert jeudi matin 19 juin au Palais des congrès de Tunis ? C'est la question que se posent tous les observateurs et bon nombre de Tunisiens, à la veille de la réunion qui regroupe mille cent vingt congressistes désignés par les deux mille six cents cellules de parti fondées par Habib Bourguiba, il y a un demi-siècle.

Le premier élément de réponse devait être fourni par le président lui-même, jeudi matin, au cours de son discours d'ouverture. M. Bourguiba, allié, qui on nous désigne comme son dauphin constitutionnel ? La question n'est pas que théorique, puisque M. Mzali vient de connaître depuis quelques semaines nombre de déconvenues : il est vainement retenu à l'Assemblée nationale, il est privé de la plupart de ses collaborateurs et amis de toujours, il s'est aussi vu retirer la responsabilité de l'ancien ministre de l'Intérieur,

pour la succession qui épaisse le pays, déjà confronté à une situation économique et financière particulièrement déficiente : chute des prix du pétrole, baisse du cours du dollar, importante diminution des recettes touristiques et des transferts des Tunisiens travaillant à l'étranger, mauvais récolte céréalière, vont entraîner un déficit supplémentaire de la balance des paiements d'environ 230 millions de dinars et un déficit budgétaire de 174 millions de dinars (1).

Le processus démocratique

est-il un avenir ?

Autre bon « indicateur » pour juger de la santé politique de M. Mzali : M. Bourguiba, va-t-il, comme lors du congrès de 1981, avoir le multipartisme et le droit à l'autonomie syndicale ? Là, les pronostics sont plus faciles et la réponse est non, d'abord, parce qu'il est toujours lui-même qui se dit « le garant de la stabilité et de la paix » et la stabilité en Afrique arabe, c'est la stabilité de la « dictature ».

Le président Bourguiba va-t-il confirmer son premier ministre comme son successeur ? Dans ce cas, les déconvenues qu'il lui inflige ne seraient qu'une dernière mise à l'épreuve...

confié au général Zineddine Ben Ali, un homme qui aura sans nul doute son mot à dire lorsque s'ouvrira le processus de succession. Déjà, il ne se passe pas un jour sans que le général ne rencontre le président de la République.

Les choses en étaient à un tel point il y a quinze jours pour M. Mzali que fut répandue la rumeur d'un projet de démission entre les fonctions de premier ministre et celles de secrétaire général du parti. Le bruit a été démenti par la presse officielle, mais il faudra attendre la fin du congrès, samedi soir, pour connaître la vérité. Le rôle de M. Mzali est de veiller à ce que les membres du comité central, et c'est dimanche soir au plus tard que les vingt membres du comité central, seront élus. Ce n'est qu'à la fin de cet exercice qu'il aura une idée exacte du rapport de forces entre le premier ministre et ceux qui ont convenu de le considérer comme son successeur, même si M. Mzali se fait un devoir d'écarter qu'il n'y a « que des amis ».

Quelques éléments de jugement : M. Mzali arrivera-t-il en premier de la liste des élus au comité central ? Si femme, ministre de la promotion de la femme, conservant-elle son siège au bureau politique, alors qu'elle a déjà été obligée de quitter le gouvernement l'occasion d'une élection renouvelée qu'il a finalement pu en lieu ? Quels nouveaux membres va compter le bureau politique, étant d'ores et déjà entamé que le général Ben Ali va y faire son entrée ?

« Il faut de la propriété »

Une seule chose est sûre : les choix finaux seront plus ceux du président Bourguiba et de ses proches que ceux des congressistes qui, de toute façon, vont globalement dans le sens où soufflé le vent. Récemment, samedi dernier les membres de l'actuel comité central du parti, le Combatant suprême ne leur a pas caché qu'il va faire « de nos mieux » pour que l'ensemble du prochain comité central que « des gens sérieux et honnêtes ». Représentant l'ancienne du moment, le président, quatre-vingt-dix ans, a ajouté : « Il faut de la propriété, je ne croyais pas que c'était si difficile. Mais c'est très sérieux. Il faut que ce soit très sérieux. Je suis assez solide pour vivre encore plusieurs années et désinfecter la Tunisie une fois pour toutes ».

Cette campagne contre la corruption et ce qu'on appelle la mauvaise gestion a été menée au début de l'année. Si elle s'imposait, force est de reconnaître qu'elle a déjà fait plusieurs victimes expiatoires — comme par exemple Tarik Jorjman, président de l'Union internationale des banques, condamné à dix-huit ans de détention, mais surtout de M. Bourguiba, qui a quitté le pays depuis deux mois. La campagne prend parfois des allures de règlement de compte qui se situent dans le cadre d'une lutte

Les proches du président

Tous ces indices ne sont pas de bon augure pour M. Mzali, qui avait bien son image sur une volonté réformatrice et démocratique.

Reste à savoir si le congrès va seulement être l'occasion pour le président Bourguiba qui le colporte de réaffirmer sa position de chef de la nation et de la Tunisie, ou s'il sera l'occasion d'une véritable mise à l'épreuve.

Les paris sont ouverts. Les pessimistes attendent l'attention sur un projet de résolution selon lequel « la constitution du processus démocratique ne saurait s'achever, tant que la communauté nationale n'aura pas assumé le sens primordial de l'accomplissement de son devoir, inhérent à la conscience nationale de ses droits ».

Ces pessimistes font aussi remarquer, à l'appui de leurs diatribes, que les nouveaux promus de Carthage, c'est-à-dire les proches du président Bourguiba qui le colloquent quotidiennement, ne sont pas des fanatiques de la démocratisation. Ils sont, depuis la retraite en forme de M. Bourguiba, au nombre de trois : M. Maoussour Skhiri, directeur du cabinet présidentiel et ministre de la fonction publique et de la réforme administrative ; M. Salah Sassi, ancien président et ordonnanceur de la vie quotidienne au palais de Carthage, et M. Mahmoud Bel Hassine, chargé de mission. Faut-il ajouter que ces trois personnages, perpétuellement en quête d'ailles, ne manquent ni de « garrures » en puissance, ni de complications conjoncturelles, et d'ailleurs détestés ? Ce n'est pas la Tunisie devant surmonter.

JACQUES AMALRIC
et MICHEL DEURÉ.

(1) d'après le quotidien 11 F.

LE DÉBAT SUR LES MESURES ÉCONOMIQUES CONTRE L'AFRIQUE DU SUD

Les pays occidentaux en accusation

« Ah ! ça, pour être compliqué, il est compliqué ! », s'est exclamé l'évêque anglican Desmond Tutu, à propos du président Reagan, mercredi 18 juin, au cours d'une interview accordée à la chaîne de télévision américaine ABC. Complète de l'apartheid, le président américain l'un, selon le pape Nobel de la paix, pour s'opposer à la Conférence économique contre l'apartheid. S'agissant de M. Thatcher, l'évêque de Johannesburg est tout aussi catégorique : le premier ministre britannique, « s'il estime, en faisant sa sortie que la Chambre des communes repousse la motion du groupe travailliste en faveur de sanctions, « a échoué de se placer du côté des droits ».

La position des États-Unis et de la Grande-Bretagne reste en effet inchangée. Mercredi, deux pays ont, une nouvelle fois, fait usage de leur droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies pour s'opposer à un projet de résolution des pays non alignés prévoyant différentes sanctions « pour lutter contre le système d'apartheid et instaurer la paix et la stabilité en Afrique australe ».

À Washington, comme à Londres, on continue à défendre la politique dite d'« engagement constructif » à l'égard de l'apartheid. C'est la majorité noire and-africaine qui plaiderait en premier lieu des sanctions économiques. Faut-il rappeler le président Nelson Mandela ? « Je ne puis pas faire reculer l'apartheid », a-t-il affirmé mercredi à Genève, que les Noirs acceptent de se servir la cuisine et d'être pour faire reculer l'apartheid.

« La vraie raison », souligne le président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), est

qu'on ne veut pas prendre de sanctions économiques parce qu'on a des intérêts. » Et M. Dint d'ajouter : les États africains ne sont « pas tous irréprochables » dans ce domaine.

Ce langage, peu de représentants de pays africains qui s'expriment à la Conférence des Nations unies sur les sanctions contre l'Afrique du Sud, dont les travaux se poursuivent à Paris, au siège de l'UNESCO, le dimanche, préfèrent mettre en accusation les pays occidentaux. Depuis mercredi matin, cette conférence dans le débat instigant, les uns après les autres, le « régime raciste de l'apartheid ».

La France n'est pas épargnée dans ces critiques. Le président de l'ANC (Congrès national africain) a ainsi estimé que Paris, en dépit des propos « ouverts » de M. Mitterrand, n'a pas suffisamment soutenu les pays non alignés prévoyant différentes sanctions « pour lutter contre le système d'apartheid et instaurer la paix et la stabilité en Afrique australe ».

De son côté, le président Mitterrand s'est dit « très favorable » à un sommet occidental sur l'Afrique du Sud. C'est en tout cas ce qu'a affirmé le président Jacques M. Raimond à la présidence américaine, qui a été reçu mercredi par le chef de l'État.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Réapparition du groupe d'amitié France-Afrique du Sud

L'apartheid est une chose affreuse, c'est entendu. A droite comme à gauche, on ne s'est jamais privé de le condamner. Mais cela ne doit pas empêcher de se parler. Un groupe parlementaire d'amitié France-Afrique du Sud existait avant 1981. L'ancien président, présidé par M. Louis Mermaz, lui avait refusé son agrément en 1981, au profit d'un groupe d'étude sur les problèmes de l'apartheid. L'actuel bureau de l'Assemblée a décidé d'accorder de nouveaux sergent à ce groupe, présidé par M. Albert Brocard (UDF, Deux-Sèvres).

« Nous, nous défendons du droit, pas de la politique », justifie M. Charles Millon (UDF, Ain), responsable des députés au sein du bureau de l'Assemblée. Et d'expliquer que l'existence de ce groupe d'amitié est subordonnée à trois conditions : la présence au Parlement dans le pays concerné, la reconnaissance par l'ONU et l'existence de relations diplomatiques avec la France. Pour M. Millon, « l'Afrique du Sud répond à ces conditions, c'est tout ».

C'est tout ? Un certain embarras est tout de même perceptible parmi les députés UDF. « M. Brocard a demandé de créer ce groupe, il est très difficile de la dissoudre quand il veut faire quelque chose », explique M. Jean Claude Gaudin, président du groupe UDF. C'est vrai, il n'y avait pas beaucoup de demandes. Mais chez nous, ça change.

parlementaire est libre d'agir à sa guise. D'ailleurs, cela ne nous empêchera pas de dire ce qu'on pense de l'apartheid, que nous nous sommes toujours dit. Mais à partir du moment où un a des liens avec tous les pays, y compris ceux qui soutiennent le régime de l'apartheid, on ne peut pas se désolidariser de l'Afrique du Sud ?

Encore plus embarrassé, M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), s'efforce de faire à « une déclaration de neutralité » à l'égard de l'apartheid. Mais il ne faut pas oublier que M. Barrot est aussi des groupes avec des pays comme l'URSS et la Pologne.

Et qu'en pense le principal intéressé ? M. Albert Brocard n'a pas de temps à perdre avec le Monde, qui n'est pas son journal de chevet. Vous êtes allé l'interroger ? Non, mais j'ai pu constater que les médias font de la désinformation sur le pays. Est-ce que vous savez qu'Olivier Toussaint, le président de l'ANC, est un colonel du RGB ? L'Afrique du Sud a fait des progrès considérables depuis quinze ans. Paris ne s'est pas fait en un jour. Aujourd'hui, les Noirs ont le droit de monter dans les mêmes bus que les Blancs, ils ont même le droit de se marier. Cela dit, M. Brocard n'est tout de même à préciser qu'il est « opposé à l'apartheid ». On avait compris.

D. S.

Togo

La torture est une pratique « courante » affirme Amnesty International

Dans un rapport, publié lundi 16 juin, à Londres, Amnesty International dénonce les arrestations, les « procès de poche » et les déclarations sans jugement d'opposants politiques au Togo, et affirme que la torture y est une pratique « courante ». Selon l'organisation humanitaire, « les détenus risquent d'être victimes de mauvais traitements et de tortures », mais les procédures judiciaires sont, en règle générale, plus expéditives que les procédures de droit commun, aux « passages à tabac ».

Les tortionnaires, selon Amnesty, sont des policiers, des militaires ou des membres du corps de la gendarmerie nationale plus souvent que des civils. L'organisation s'inquiète du sort de plusieurs détenus que les autorités de Lomé refusent d'avoir. « Nous avons écrit au moins trois fois à ce sujet », dit le rapport.

Pour sa part, le ministre togolais de la justice, M. Mawugbe Amari, a estimé, mardi 17 juin, que le rapport d'Amnesty International était « un tissu de contre-vérité ».

Vote surprise de la Chambre des représentants américains en faveur de sanctions

De notre correspondant

Washington. — Dans un spectacle gâté de contamination de l'insurrection de l'État d'urgence par le régime de Pretoria, la Chambre des représentants a soudainement adopté mercredi 18 juin un projet de loi qui instaurerait un arrêt quasi total des relations économiques entre les États-Unis et l'Afrique du Sud.

Ce texte n'a pratiquement aucune chance d'être adopté par le Sénat — qui est, lui, dominé par les républicains — et même dans l'hypothèse où il le serait, M. Reagan y opposerait alors son veto.

L'importance de ce projet tient donc beaucoup moins à ses dispositions qu'à sa signification et à ses possibles conséquences politiques. Le vote du mercredi marque, en effet, une nouvelle et évidente radicalisation du Congrès tant à l'égard du système d'apartheid que de la politique d'« engagement constructif » à laquelle la Maison Blanche entend rester fidèle.

Consternation à la Maison Blanche

Plus ou moins acceptée, dans les faits, par les deux chambres du Congrès, cette ligne de conduite du gouvernement américain consistant à ne pas rompre avec le régime de Pretoria dans l'espoir de pouvoir jouer un rôle d'intermédiaire et de promouvoir un règlement global dans la région, passant par un retrait des troupes coloniales d'Angola, pourrait bien constituer une source de consternation pour la direction des affaires africaines du département d'État, cette politique n'est cependant pas la seule à être en jeu. La situation à laquelle on assiste aujourd'hui n'est pas sans susciter de vives inquiétudes.


Sous la pression d'un mouvement d'opinion qui, bien qu'encore limité

au monde universitaire et à la minorité noire, croît régulièrement, les parlementaires manifestent donc une volonté de plus en plus évidente de prendre conscience de ce dossier en main. En septembre dernier déjà, M. Reagan avait en conséquence été obligé d'édicter de lui-même des sanctions économiques limitées contre l'Afrique du Sud, afin d'éviter l'adoption de mesures plus dures par les deux chambres.

Le problème pour la Maison Blanche est, en effet, qu'un certain nombre de jeunes républicains, pour les plus conservateurs, entendent se démarquer nettement du régime de l'apartheid pour ne pas laisser l'usage de l'autorisation aux démocrates, attirer les voix de la classe moyenne noire et celles des jeunes élites blanches, et moderniser ainsi l'image du Parti républicain. L'approche des élections présidentielles de novembre prochain rend la situation encore plus difficile pour M. Reagan, car des élus souhaitent parer, de près ou de loin, au maintien du gouvernement sud-africain.

C'est dans ce climat que les représentants élus ont appelé mercredi à se prononcer sur un projet prévoyant notamment l'arrêt des investissements en Afrique du Sud et le blocage de tout prêt bancaire. Ce texte avait suscité une vive opposition de la Maison Blanche, mais, si les représentants s'en sont finalement défaits, c'est pour lui préférer un second projet prévoyant le retrait, sous dix mois, de tous les investissements américains en Afrique du Sud et l'instauration d'un embargo commercial s'appliquant que les ministres américains aux affaires de la défense. Préféré pour la forme par M. Ronald Dellums (démocrate, Californie), ce projet a été adopté à main levée et à la totale, consacrant de l'assouplissement présidentiel.

BERNARD GUETTA.



EDGAR MORIN

La Méthode

3. La Connaissance de la Connaissance/1

Qu'est-ce qu'un cerveau qui peut produire un esprit qui le connaît ? Qu'est-ce qu'un esprit qui peut connaître un cerveau qui le produit ? Qu'est-ce qu'une connaissance qui ne saurait émerger, non seulement sans un cerveau et un esprit, mais aussi sans un langage et une culture ? Qu'est-ce qu'une connaissance qui, tout en étant construite et traduite, aspire à la vérité ?

SEUIL

EUROPE

LE SCRUTIN DU 22 JUIN EN ESPAGNE

Le bilan paradoxal de quatre ans de législature socialiste

De notre correspondant

Madrid. — Les socialistes espagnols ont certainement bien des envieux parmi leurs homologues d'au-delà des Pyrénées. Au pouvoir depuis quatre ans, ils ont renoué avec plus d'ambition que leurs promesses électorales, appliquées sans plus tarder à la politique d'austérité et de rigueur de la coupe les problèmes les plus conflictuels de la société espagnole : et les voilà maintenant à nouveau grands favoris à la veille des élections législatives du 22 juin !

Combien de partis socialistes en Europe occidentale, peuvent-ils de nos jours brigrer une deuxième majorité absolue quatre ans après la première ? Le PSOE, lui, y prétend... grâce notamment à la faiblesse de ses adversaires. Entre une droite qui divise encore, qui qu'elle soit, la ligne de démarcation du franquisme et une gauche toujours émaillée, le Parti socialiste apparaît sans conteste comme la force politique la plus homogène du pays. A tel point que ses dirigeants peuvent affirmer sans forfanterie excessive que leur adversaire le plus redoutable, le 22 juin, sera l'abstention de certains de leurs électeurs - qui, seule, peut mettre en péril leur majorité absolue.

Certes, le PSOE est fort peu difficilement rattaché aux larges qu'en octobre 1982, lorsqu'il avait recueilli 46 % des suffrages et 57 % des sièges à la chambre des députés. Si, de la gauche au centre droit, dix millions d'Espagnols avaient alors voté pour lui, c'est parce que ce parti semblait davantage que les autres à même de consolider la démocratie et de faire bouger les structures d'un pays longtemps enclavé.

Sur le premier point au moins, le PSOE a répondu à l'attente : lorsqu'il s'est en 1982 au gouvernement, « dans un climat de confiance », il a eu à cœur de consacrer quatre ans plus tard, les bruits de bottes ont cessé d'inquiéter les Espagnols.

Qu'en est-il aujourd'hui de la seconde de ces aspirations ? En quatre ans, le PSOE a-t-il pleinement tiré profit de son capital électoral pour réaliser ce changement ? Qui fut le maître mot de sa campagne de 1982 ? Les Espagnols vivent-ils aujourd'hui mieux qu'il y a quatre ans ? A ces questions, la réponse ne peut être que des plus nuancées.

La CEE et l'OTAN

Le bilan de la législature qui s'achève est paradoxal. Ses éléments les plus saillants sont, sans conteste, l'ancrage définitif de l'Espagne dans le bloc occidental et la réalisation d'une politique d'austérité largement inspirée des recettes néolibérales. Qui aurait pu imaginer que ces deux tâches, dans un pays où l'électorat de gauche, allant incombant au premier gouvernement socialiste qu'il ait connu l'Espagne depuis un demi-siècle ? C'est d'ailleurs en politique extérieure et en économie que le PSOE, au nom du pragmatisme, s'est le plus écarté

de l'ancien Madrid revendiqué. Un correspondant anonyme, se déclarant membre de l'ETA militaire, a revendiqué auprès du journal nationaliste l'assassinat perpétré mardi 17 juin, à Madrid, qui avait coûté la vie à deux officiers et un soldat espagnol (le Monde du 19 juin). Les familles des deux officiers tués, dont l'un était connu pour ses opinions d'extrême droite, ont renoncé aux funérailles officielles proposées par le gouvernement. — (AFP.)

● **Léon Degrelle occidué.** — L'ancien SS belge, Léon Degrelle, contre lequel un procès avait été intenté le 11 juin dernier, devant un tribunal de Madrid, par une ressemblance véridique de son visage (le Monde du 13 juin), a été acquitté mercredi 19 juin du délit d'« atteinte à l'honneur ». Le jugement du « réquisitoire » avait été pourvu en justice par M^{me} Violante Friedman, dont tout le monde se souvient dans les camps nazis, pour avoir été dans une revue espagnole, Tiro, l'existence d'un « nous dirigé » par M. Degrelle avait par ailleurs justifié le docteur Mengede de « médecine normale ». — (AFP.)

Ils n'ont pas tenu nombre de leurs promesses électorales. Et les voilà pourtant à nouveau grands favoris !

de ses engagements électoraux et que sa gestion a donné lieu aux controverses les plus vives. L'adhésion à la CEE, négociée depuis février 1979 mais concrétisée sous le mandat socialiste, a fait la quasi-unanimité parmi les Espagnols. On pourrait difficilement en dire autant de l'alliance atlantique. Nombreux étaient ailleurs les électeurs qui avaient voté pour le PSOE en 1982 en raison de sa virulente campagne « anti-otanisme ».

Aussi, le référendum sur le maintien dans l'alliance en mars dernier — « le moment le plus dur de la législature », reconnaît en privé le président Felipe Gonzalez, fut-il l'expression la plus spectaculaire d'une profonde mutation de la diplomatie espagnole.

La politique d'inspiration gaullienne d'autonomie à l'égard des blocs, qu'avait symbolisée le ministre des affaires étrangères Fernando Moran — « remercié en juillet 1985, « déçu progressivement subordonné aux impératifs de la « réalpolitik », qui a fait reculer les socialistes dans la sagesse orthodoxe du camp occidental.

Le chômage

En économie, également, le PSOE n'a fait passer la réalisation d'idéologie. C'est la réalisation de bénéfices par les entreprises privées qui seule assure la relance, ont inlassablement répété durant quatre ans les responsables du parti. Malgré l'absence de chômage, le maintien d'un déficit de 10 % du budget (6 % du PIB), la politique d'assainissement a enregistré d'effrayantes succès.

L'inflation a été ramenée de 14 % à 8 % durant la législature

qui s'achève. La balance des comptes courants est passée d'un déficit de 4 milliards de dollars à un excédent de 3 milliards. Le plus douloureux a été accompli en matière de reconversion industrielle (sidérurgie, chantiers navals, textiles), non sans de sérieux conflits sociaux.

Assainissement courageux sans doute, mais à quel coût ? A la baisse du pouvoir d'achat, particulièrement sensible en 1984, s'est ajoutée la croissance spectaculaire du chômage. Il touchait 17 % de la population active au moment de l'arrivée des socialistes au pouvoir ; aujourd'hui, il atteint 22 %. Le PSOE avait promis dans son programme électoral de créer 800 000 emplois nouveaux. Il se retrouve avec près de 800 000 chômeurs supplémentaires. Un pourcentage d'autant plus dramatique qu'il concerne avant tout les jeunes : un acte de 20 % de 25 ans sur deux est désormais sans emploi en Espagne !

Les socialistes affirment qu'il ne faut pas se laisser aller à des conclusions pessimistes que leurs prédécesseurs avaient négligées. Point de salut sans sacrifices, soulignent-ils. Les entreprises privées ont augmenté en moyenne de 37 % en 1985 (29 % en termes réels) et les bénéfices nets des entreprises ont progressé à un rythme largement supérieur à celui de l'inflation.

Les libertés

En dépit des critiques souvent injustes de l'opposition conservatrice, des progrès indéniables ont,

en revanche, été accomplis dans le domaine des libertés. L'ancien corps a été établi. L'objection de conscience est désormais reconnue. Le code pénal a été réformé et l'avortement a été partiellement dépenalisé.

Dans l'autre plateau de la balance, figurent toutefois l'adoption d'une nouvelle législation anti-terroristes très controversée et la persistance de mauvais traitements dans les commissariats, au Pays basque surtout.

En matière d'éducation également, le « changement » promis en 1982 s'est concrétisé. Le gouvernement a renforcé l'enseignement public et obligé, non sans heurts, l'école privée subventionnée à démocratiser ses structures.

L'Espagne de 1986 est-elle donc différente de celle de 1982 ? Quoique moins spectaculaire, le changement le plus profond à porter au crédit du socialisme correspond peut-être à ce qu'un ministre appelait la « décorporatization » de l'Etat. Nombre d'institutions sociales pratiquement figées depuis l'époque du franquisme, et sur lesquelles les réformes semblaient auparavant n'avoir aucune prise, ont progressivement dû modifier leur mode de fonctionnement et se renouveler, ouvrant davantage au nouveau vent démocratique et cessant d'opérer en vase clos, en marge du système. Ce fut avant tout le cas du pouvoir judiciaire, mais aussi des institutions sociales, des forces armées, les chaînes de télévision, les collèges professionnels et les fédérations sportives.

Les adversaires du gouvernement l'ont accusé à ce propos de vouloir tout soumettre au contrôle des pouvoirs publics. Pour les socialistes, au contraire, il s'agit là tout simplement d'étendre la démocratisation à l'ensemble du système social.

THIERRY MALINIAK.

URSS

LA SESSION DU SOVIET SUPRÊME

Le gouvernement soviétique veut « accélérer le démontage de machines désuètes »

De notre correspondant

Moscou. — M. Piotr Demitchev, un ingénieur chimiste, qui exerceit dans une usine de la capitale russe sur les arts en tant que maître de la culture, a perdu cette fonction mercredi 19 juin pour celle, purement honorifique, de premier vice-président du présidium du Soviet suprême, en remplacement de M. Vassili Kouznetsov, qui était, à quatre-vingt-cinq ans, le doyen de la direction soviétique (le Monde du 19 juin).

Le départ de M. Demitchev, dont le goût en matière de création était très conservateur, est une bonne nouvelle pour de nombreux écrivains, peintres et metteurs en scène qui ont souffert de ses interventions. D'autant qu'un vent de renouveau souffle sur la plupart des unions qui forment la vie artistique du pays.

Le départ de M. Demitchev, dont le goût en matière de création était très conservateur, est une bonne nouvelle pour de nombreux écrivains, peintres et metteurs en scène qui ont souffert de ses interventions. D'autant qu'un vent de renouveau souffle sur la plupart des unions qui forment la vie artistique du pays.

Le départ de M. Demitchev, dont le goût en matière de création était très conservateur, est une bonne nouvelle pour de nombreux écrivains, peintres et metteurs en scène qui ont souffert de ses interventions. D'autant qu'un vent de renouveau souffle sur la plupart des unions qui forment la vie artistique du pays.

Ogarkov, l'ancien chef d'état-major général, brutalement démis de ses fonctions en septembre 1984, qui « rétrogradé » au statut très ambigu de « retraité » conserve un commandement militaire mal défini, était également présent au bon banc de direction.

Les « promues » de ces derniers mois de leur carrière au premier ministre MM. Boris Eltsine, premier secrétaire du parti à Moscou, et Iouri Soloviov, premier secrétaire du parti à Leningrad, tous deux membres supérieurs du bureau politique. M. Anatoli Dobrynine, enfin, qui a succédé au secrétaire du parti en mars dernier avec la responsabilité des affaires internationales, prend la tête de la commission des affaires étrangères du Soviet des nationalités, une des deux commissions du Soviet suprême. Il achève ainsi de remplacer M. Boris Ponomarev, qui il a déjà succédé au secrétaire.

Le plan retouché

M. Nikolai Ryjkov, le président du conseil des ministres, a exposé, mercredi, le plan quinquennal 1986-1990 tel qu'il se présente après les nombreuses retouches qu'il a subies depuis un an à la demande de M. Gorbatchev. Bien des objectifs assignés à la société soviétique paraissent difficiles à atteindre.

Les chiffres proposés pour l'agriculture sont tout aussi grandioses. Le plan prévoit de « multiplier par 2,6 le rythme de croissance de la production agricole ». Des récoltes de 250 millions de tonnes sont attendues pour l'importation de céréales au début de l'été prochain. M. Gorbatchev lors d'une tournée dans le sud de la République kazakhe, a déclaré que le plan quinquennal 1986-1990, qui prévoit de multiplier par 2,6 le rythme de croissance de la production agricole, est « le plus ambitieux » jamais élaboré par le régime de Staline.

Le plan quinquennal 1986-1990 tel qu'il se présente après les nombreuses retouches qu'il a subies depuis un an à la demande de M. Gorbatchev. Bien des objectifs assignés à la société soviétique paraissent difficiles à atteindre.

L'accent est mis sur le renouvellement plus rapide du parc industriel. Conformément à la logique très particulière qui prévaut ici, M. Ryjkov a ainsi annoncé triplement que « le rythme de démontage des machines désuètes sera accéléré et qu'il sera mis à la décharge pour 240 milliards de roubles en cinq ans, contre 110 milliards au cours du précédent plan quinquennal ».

Le président du conseil reconnaît que « 25 % seulement des machines et équipements produits en série sont de niveau mondial », et se propose de faire passer cette proportion à 80 %, voire 85 % en 1990. La fabrication d'ordinateurs pendant la même période doit être multipliée par 2,4.

Italie

LE PROCÈS DES PIRATES DE L'ACHILLE LAURO

L'ombre d'Aboul Abbas

De notre correspondant

Rome. — Seize hommes sont poursuivis par la justice italienne devant le tribunal de Gênes. Le plus connu d'entre eux n'est pas lui : c'est Aboul Abbas, le chef du Front de libération de la Palestine (FLP), est, croisé, réfugié au Yémen du Sud. Les autorités de la péninsule lui ont, en octobre dernier, permis de quitter l'Italie, où il avait été conduit contre son gré à bord d'un Boeing égyptien détourné par des otageurs américains. Les refus opposés par Rome à Washington de contre extradition ou mise en accusation du dirigeant du FLP ont déterminé une vive tension entre les deux capitales.

Neuf autres inculpés sont en fuite. Ce sont deux ans hommes que les juges de la capitale figure, port d'attache de l'achille Lauro, ont devant eux ; trois membres du commando (le quatrième, péniblement mineur au moment des faits, ayant vu son cas disjoindre) et trois complices.

Le 18 novembre dernier, la justice avait une première fois entendu les trois principaux accusés : Ibrahim Abdel Aziz et Marouf al-Saïd (celui qui a consenti à collaborer avec les magistrats instructeurs), ainsi que deux de leurs complices présents à ce procès : Mohammed Ishaq (coiffeur d'Aboul Abbas, soupçonné d'avoir assuré la liaison entre le FLP et le commando) et Ibrahim Hussari. Tous s'étaient vu infliger des peines de prison pour trafic d'armes. Ces condamnations avaient surtout pour objectif d'éviter une libération conditionnelle au bout d'une année de détention comme la loi italienne le prévoit.

De nombreux membres du commando doivent, entre autres chefs, répondre à des accusations survenues à bord de l'achille Lauro, d'un égyptien arrêté.

Le 18 novembre dernier, la justice avait une première fois entendu les trois principaux accusés : Ibrahim Abdel Aziz et Marouf al-Saïd (celui qui a consenti à collaborer avec les magistrats instructeurs), ainsi que deux de leurs complices présents à ce procès : Mohammed Ishaq (coiffeur d'Aboul Abbas, soupçonné d'avoir assuré la liaison entre le FLP et le commando) et Ibrahim Hussari. Tous s'étaient vu infliger des peines de prison pour trafic d'armes. Ces condamnations avaient surtout pour objectif d'éviter une libération conditionnelle au bout d'une année de détention comme la loi italienne le prévoit.

De nombreux membres du commando doivent, entre autres chefs, répondre à des accusations survenues à bord de l'achille Lauro, d'un égyptien arrêté.

THIERRY MALINIAK.

l'ouverture du procès des auteurs du détournement de l'achille Lauro, mercredi 18 juin à Gênes, a été troublée par une manifestation pro-palestinoise organisée par quatre Allemands de l'Ouest, assésés accompagnés.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

La campagne pour les 1 mobilisé tous

UN MANUSCRIT DE M^{me} ELENA BONNER

Avant de retourner en Union soviétique, M^{me} Elena Bonner a laissé en Occident le manuscrit d'un livre qu'elle a écrit pendant son séjour aux Etats-Unis.

Le livre raconte la vie du couple depuis 1945 et à Gorki, donne des détails sur son isolement, sur la violation de sa vie privée et sur l'observation de tous les instants dont font l'objet les Sakharov. L'analyse minutieuse des faits nous conduit à l'insu d'un quel exemple.

Le livre, qui est en cours de traduction, sera publié prochainement en octobre prochain dans plusieurs pays, selon la volonté de M^{me} Bonner : chez Knopf aux Etats-Unis, Collin en Allemagne Fédérale, Pellerin en Grande-Bretagne, Garanti en Italie, chez les pays scandinaves, et en France aux Editions du Seuil.

Le manuscrit s'achève sur les derniers moments en Occident : « Comment imaginer que tout cela finisse bien ? Peut-être par le fait qu'André et moi nous rejoignons ensemble. Et par le fait que nous rejoignons du monde et de vous tous, chère famille, chers amis, à nos routes la liberté d'être nous-mêmes. »

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Librairie LE TOUR DU MONDE

3, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

Si le titre que vous cherchez n'est pas dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : venez l'acheter au 24 heures.

Si le titre que vous cherchez n'est pas dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : venez l'acheter au 24 heures.

Si le titre que vous cherchez n'est pas dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : venez l'acheter au 24 heures.

Si le titre que vous cherchez n'est pas dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : venez l'acheter au 24 heures.

مكتبة

EUROPE

UN TEST NATIONAL EN ITALIE

La campagne pour les élections régionales en Sicile a mobilisé tous les ténors politiques

De notre envoyé spécial

Palermo. - Jamais autant qu'en ces temps de Championnat du monde de football la Sicile d'avant les élections régionales du 22 juin n'aura autant rassemblé à cette image que la géographie impose d'elle un ballon que « l'otto » de façon experte la péninsule italienne.

1. On se contenterait bien que l'on obtienne, à l'occasion de la prochaine consultation, de ses incommensurables problèmes, dont les plus graves sont le chômage et la Mafia. Mais voilà, le calendrier est tel que le scrutin pour le renouvellement de ses quatre-vingt-dix conseillers est devenu un test national. Après la tenue, fin mai à Rome, du congrès de la Démocratie chrétienne, principale force politique du pays, chacun est impatient, en effet, de juger l'impact de l'événement sur l'opinion, et surtout d'en tirer le meilleur bénéfice pour sa formation. Ainsi s'est-on vu débattre en rang serré, à Messine, à Palerme, à Catane, tous les ténors italiens, du socialiste Craxi au communiste Natta, en passant, bien entendu, par le leader de la DC, M. De Mita.

L'enjeu est rien moins que l'avenir du gouvernement, dirigé depuis près de trois ans par le chef du PS et dont la longévité même est un sujet de préoccupation pour les dirigeants des principaux partis concurrents. Désormais l'issue du scrutin (siège de la présidence du conseil) est bien l'objectif. Mais attention : celui qui porterait ouvertement l'estocade serait certainement sanctionné par des électeurs que satisfait l'immuable stabilité de ce gouvernement - paradoxe les divergences d'opinion sur son efficacité. Conscient plus que quiconque de cette réalité, M. Craxi en use sans vergogne pour susciter des conjectures contre l'embuscade qu'on lui prépare !

La « DC renouée »

De Rome, c'est-à-dire la capitale pour les « régionales » du 22 juin. Vu de l'île, le scrutin recèle d'autres enjeux : politiques, économiques, et même intermédiaires. Où en est la Mafia ? Tel est aujourd'hui encore le premier problème. Sur ce deuxième sujet (la « Piovra » a tué des milliers de Siciliens, mais aussi tenu l'image à l'extérieur des cinq millions d'italiens), la réputation de négateur a fait place à l'espoir, symbolisé par le « maxi-procès » en cours depuis le 10 février à Palerme contre quatre cents soixante-quinze présumés mafieux.

Cet événement est très important en ce qu'il est la résultante de beaucoup de choses, nous explique le Père Finocchiaro, évêque de Catane depuis des années dans la lutte contre l'Honorable Société. « Il n'a servi à rien, en effet, si l'Etat n'avait pas, enfin, tourné son attention vers ce problème, déterminant une moindre soif d'usage des juges. Il supposait également que des citoyens prenaient leur courage à deux mains, soit pour leur rompre l'« omertà » (loi du silence), soit pour accepter d'être jurés. Ce n'est pas encore le temps de l'espérance : mais le pessimisme n'est plus de saison.

Avec des nuances, ce jugement est partagé par la plupart de nos interlocuteurs siciliens. Ici, pourtant, ne s'agit-il pas de considérer le problème de la Mafia comme résolu du fait que quelques dizaines de présumés « hommes d'honneur », dont quelques grands chefs, sont sous les verrous. De redoutables maîtres, bien qu'ils soient inculpés, courent encore la Cour de cassation, d'autre part, a semblé hésiter ces derniers jours (le Monde était 9-9 juin) à poser de tout son poids en faveur des juges engagés dans la lutte anti-Mafia. Et, surtout, toutes les vieilles compromissions politiques n'ont pas été oubliées.

Un homme symbolisait, naguère, les tels anciens « arrangements » de la Démocratie chrétienne avec la Mafia : Vito Ciancimino, longtemps maire de Palerme (il est aujourd'hui inculpé et assigné à résidence. Mais d'autres sont encore honorables témoins de cette situation de « coulé » qui a été la règle, des décennies durant, entre la DC et la Mafia - grâce à quel que respect mutuel de cette dernière pour les hauts de l'Etat qui comportaient sans trop de difficultés toutes les enquêtes publiques organisées par les élus de l'Etat.

Le secrétaire national de la Démocratie chrétienne, M. De Mita, s'est donné pour tâche de lutter

contre cette situation, largement responsable de la désaffection croissante de ses compatriotes envers la formation qu'il dirige. C'est à l'évidence en Sicile qu'il a d'abord choisi de porter le fer : il y a imposé une nouvelle équipe, composée de quatre-vingt-neuf aux brillants états de service et surtout aux mains irréprochablement propres.

Le nouveau maire de Palerme, M. Leone Orlando, est un peu le symbole de cette « DC renouée ». Sur la brèche vingt-quatre heures sur vingt-quatre, parcourant intérieurement

ces dernières années toutes les forces vives de la Sicile : dans les villages, dans les syndicats, dans l'Eglise, dans les mouvements de jeunesse, et enfin dans l'Etat. Il était que l'Etat, vous le savez, bien se souvenir qu'entre 1979 et 1983 la Mafia avait littéralement décapité les pouvoirs publics de l'île, du président de la région au préfet en mission extraordinaire Della Chiesa, en passant par les chefs locaux des deux principaux partis (PC et DC) et les plus importants juges et policiers. Cette déstabilisation avait, finalement, fait comprendre jusqu'à

nous et le reste du pays un écart structurel que rien n'a jamais pu combler : ni l'intervention des aides extraordinaires ni le développement de la pétrochimie dans les années 50 et 60.

L'explication de ce contraste entre la bonne impression initiale que produit l'île et ses indices médiocres tient en partie au fait que l'« indigène » n'a que partiellement suivi l'évolution de la côte. Mais il faut surtout admettre que les aides nationales ont davantage servi à maintenir un niveau de vie immédiat qu'à innover et préparer l'avenir.

Toujours est-il qu'il y a aujourd'hui de 250 000 à 300 000 chômeurs en Sicile, soit 15 % de la force de travail, et que le mal frappe en priorité des jeunes, de surcroît souvent fort diplômés. Il n'est pas surprenant, dès lors, que le Parti communiste, deuxième force politique de l'île après la DC ait proposé, pour la prochaine législature, de réserver le quart des ressources de la région à la création de 100 000 emplois, comme nous l'expliquait le jeune secrétaire de l'organisation, M. Luigi Colajanni.

Les euromissiles

La Sicile, enfin, est inquiète de se trouver au cœur de l'actuelle crise en Méditerranée. L'attaque de deux missiles libyens contre Lampedusa, une petite île qui, administrativement, dépend d'elle - n'a pas laissé indifférent. On en tire, d'autre part, que le colonel Kadhafi n'aime pas les euromissiles installés dans l'ouest, à Comiso : il a toujours cru ou fait de croire que ces engins étaient dirigés contre lui.

Or la voix du chef de la Jamahiriya a d'autant plus de portée qu'elle est relayée : l'un des canaux les plus écoutés qu'elle emprunte est l'« Association d'amitié sicilo-arabe », de M. Michele Papa, et son hebdomadaire, Sicilia oggi.

Le PC tome donc, durant cette campagne, contre la « militarisation » de la Sicile : c'est de bonne guerre, si l'on peut dire, de la part d'une formation qui avait pris la tête, en 1981, des manifestations contre l'installation des Cruise en Italie. Mais même à la DC, où l'on n'a pas en de ces idées d'Etat, on reconnaît qu'il y a un problème : « Ce bout de l'Europe a une position stratégique, c'est ainsi, nous déclare M. Vito Riggio, jeune leader de la majorité démocrate-chrétienne à la mairie de Palerme. Le renforcement militaire de notre flanc sud est donc sans doute inévitable ; il est d'ailleurs commencé. Mais nous devons profiter de cette situation pour obtenir des programmes d'investissement en vue de moderniser nos structures et développer certaines activités productives, dans le tertiaire avant tout.

Et dans cette île où des zones entières attendent parfois une semaine d'être au ruban, la presse, encouragée par les autorités, se prend soudain à évoquer de grandioses plans d'installation d'un accélérateur de particules géant ou d'un central téléphonique à l'échelle de la Méditerranée !

JEAN-PIERRE CLERC.

Les enjeux ne sont pas seulement locaux (chômage, Mafia...). Il y va de l'avenir du gouvernement...

blement sa ville sous la protection d'une solide escorte (il s'est porté partie civile contre la Mafia). M. Orlando déclare ambitionner pour sa cité « provinciale » une vocation « européenne ».

Cela suppose une « modernisation » non seulement des méthodes, mais aussi, surtout des mentalités : « La « stitilité », nous dit-il, n'est ni une maladie tropicale qu'on combat par l'isolement, ni une fleur à préserver en serre à l'écart de pollutions extérieures. Le goût exotique que nous avons de notre identité nous a tués. Les jeunes sont heureux en train de changer tout cela. Mais l'un des prochains collaborateurs de M. Orlando ajoute dans un soufre : « La jeunesse DC renouée, c'est trois ou quatre personnes ! Nous vivons qu'un vent un peu vigoureux nous balayer ».

La lutte contre la Mafia a occupé

Rome qu'il fallait engager une lutte à mort : on alors faire ouvertement sa place à la Mafia - y compris sur le continent. Mais une inquiétude est née : cette mobilisation des forces vers un seul but ne risquait-elle pas de détourner d'un autre combat capital, celui à mener contre le retard économique de l'île ? L'« anti-Mafia », ont-ils dit, n'est que travailleur », résume M. Orlando.

Le voyageur débarquant en Sicile ne perçoit pas, d'abord, ce sous-développement scabieux qui tentent pourtant toutes les statistiques nationales. Les maisons sont coquettes, les routes sont bien (ou mal) entretenues qu'ailleurs. A notre question sur l'état de la conjoncture, M. Salvatore Butera, directeur du bureau d'études de la Banque de Sicile, ne compte que les indicateurs insatisfaisants sont presque toujours en phase à Rome et à Palerme : l'économie italienne actuellement va bien ; celle de l'île aussi. Mais il y a entre

Guy Dornieuil
NINO CERRUTI
Christian Dior
francesco smalto
YVES SAINT LAURENT
GIVENCHY

soldent aux

BOUTIQUES POUR LUI

112, rue de Richelieu Paris 2ème
Carrefour Richelieu Drouot

La perfection dans tout le répertoire

NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6-P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 254 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

NEC

Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

ASYSTEL

208, rue Raymond Losserand 75014 PARIS
Tél. : (1) 45.39.25.01



PR - Photo Jean Ray

le public a choisi

L'ENFER

de

RENÉ BELLETO

et lui a décerné le Prix

livre inter 86

L'Enfer - roman 336 pages 83 F

la critique

l'a pavé d'articles enthousiastes :

« Un écrivain majuscule, avec toutes les cordes à son violon, tous les registres dans sa voix. »

François Nourissier/Le Figaro Magazine

« Plus entraînant, plus angoissant et plus déconstruit, plus efficace, je m'arrête. »

Pierre Démon/Marie-Claire

« Si vous aimez à la folie les romans noirs, la littérature de pointe, les voitures rutilantes, les villes écorchées de chaleur, la musique de Bach, vous dévorerez L'Enfer avant qu'il ne vous devore. »

Michèle Gaziar, sur France Inter

« C'est rare, tous ces bonheurs à la fois. »

André Clavel/L'Événement du Jeudi

« Lisez Belletto. Utilisant à fond toutes les ressources, tous les rebondissements du roman policier, il entre dans une sorte de pénombre de l'âme, piège le lecteur par un talent dérangeant, tardif, traversé de vagues épouvantes... C'est un art étonnant qui trahit formidablement bien les années quatre-vingts. »

Jacques-Pierre Amette/Le Point

« Fascinant. Beau. Jeune. On n'écrit pas comme ça hier. »

Madeleine Chapsal/Femmes

« L'Enfer, c'est aussi (c'est surtout) un roman grave qui parle de la folie des hommes, de leurs passions, des perversions de l'esprit, et aussi de l'art, de l'amour, de la mort. »

Claude Prévost/L'Humanité



A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La nouvelle loi sur la presse est adoptée

La majorité craignait que l'opposition ne réalise une stratégie de blocage de la discussion de cette proposition de loi, l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité l'adoption de la loi sur la presse.

Car ce débat n'a guère passionné. Pour tenter de franchir ce qu'ils ont ressenti comme un « mur », les députés du PS ont dû résister à aborder longuement le sujet lors de

la séance consacrée aux questions d'actualité de mercredi après-midi. Pour visualiser l'enjeu, ils ont émis devant les caméras de FR3 tout les quotidiens appartenant à M. Hersant. Avec une splendide « mise en scène », dans la salle qu'ils avaient apportée, figurait un exemplaire du *Provençal*, le journal de Gaston Defferre.

M. François Léonard a profité de la présence des caméras pour sortir de silence où il s'était pratiquement enfoncé depuis le début du débat. Il a refusé le terme de loi « *provençal* », affirmant qu'il s'agit simplement de supprimer un titre, celui de 1984, « *liberté* », qui ne s'applique qu'à un homme. Il a confirmé que lui, « *contrairement* », ne gouvernerait pas, mais qu'il pourrait lors de la discussion du budget de 1987 venir voter à l'Assemblée nationale la loi sur la presse. Mais lors de la reprise du débat lui-même, il répondit aux critiques socialistes. Il refusait la discussion de fond.

Expliquant qu'il jugeait inutile de débattre des textes législatifs, il a dit : « *Je ne suis pas un homme de loi* », M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône) a rétorqué que les amendements préparés par le PS sur cette partie de la proposition, ce qui permit d'écarter son examen dans la nuit de mercredi à jeudi, ont été accueillis, de laisser la majorité voter la suppression de l'ordonnance de 1944.

Cette cohabitation de date permit, bien entendu, à l'opposition qu'elle avait envoyée à l'Assemblée nationale, M. Bernard Schreiner ajouta : « *C'est un acte supplémentaire à un groupe dont l'histoire politique vous inquiète mais apparemment vous êtes déterminés* ». Répliqua M. Michel Pébereau (RPF, Vau-

L'argent

Retour en arrière d'un demi-siècle. La nouvelle loi sur la presse, votée à la hussarde et édictée avec mollesse devant une opinion indifférente, efface d'un coup d'un seul la loi de 1984, à l'initiative du gouvernement de M. Pierre Mauroy, est victime du même coup de balai.

A l'inverse des principes de 1944 - « *la presse est libre* » - quand elle ne dépend ni des pouvoirs financiers ni de la puissance publique - la majorité restaura la loi du marché, prêt-à-porter sans contrainte. Avec le seul de 30 %, l'ensemble des quotidiens pourraient être dotés de termes par trois groupes, dont celui de M. Robert Hersant. Les règles de transparence sont devenues tellement rigides que les groupes pourraient se débiter leurs transactions dans l'ombre. Entente aussi la nécessité d'équipes rédactionnelles autonomes, une des garanties du pluralisme. Entente encore l'interdiction de réédition (la commission Calviès), dont l'idée avait été lancée en 1979 par le dreyen Georges Vadet, membre du Conseil constitutionnel.

Que reste-t-il ? Un règlement des comptes devient. M. Hersant, qui a bien servi l'opposition pendant cinq ans, reçoit ses dividendes. La loi sur la presse, s'il ne les avait eue, disposition même - puisque aucun dividende n'a été mis au point - régnait aussi sur une chaîne de télévision. La droite trouve une page. Elle le fait avec détermination, même si certains délégués de la majorité son père au rapporteur RPF, M. Michel Pébereau, annonce qu'il n'y a pas de restriction budgétaire, donnant l'impression d'avoir un peu mauvaise conscience. Le débat de fond s'ordonne, elle elle seulement un bien de conservation (ordinaire) et est tranché. La nouvelle loi n'est pas seulement de circonstance, elle a une forte coloration idéologique.

YVES AGNES.

Concentration

(Suite de la première page.) Elles le furent également les jours précédents, sur la possibilité d'une fusion, par la droite, de faire connaître aux lecteurs les propriétaires réels des journaux, sur l'obligation, refusée par la majorité, de limiter drastiquement la concentration des titres.

Certains, les seuls représentants se sont produits sur ce qui ne figure pas dans ce texte : la nécessité d'une réforme du système des cotisations sociales, et d'un système global des problèmes de la presse écrite et de l'audiovisuel en vue de mettre en place une législation unitaire. Mais, à l'Assemblée nationale, les deux groupes se sont séparés. M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône) a rétorqué que les amendements préparés par le PS sur cette partie de la proposition, ce qui permit d'écarter son examen dans la nuit de mercredi à jeudi, ont été accueillis, de laisser la majorité voter la suppression de l'ordonnance de 1944.

Cette cohabitation de date permit, bien entendu, à l'opposition qu'elle avait envoyée à l'Assemblée nationale, M. Bernard Schreiner ajouta : « *C'est un acte supplémentaire à un groupe dont l'histoire politique vous inquiète mais apparemment vous êtes déterminés* ». Répliqua M. Michel Pébereau (RPF, Vau-

Audiovisuel : inquiétudes des journaux

Le projet de loi sur l'audiovisuel adopté le 11 juin inquiète les dirigeants de la presse écrite. Le maintien de la publicité dans les médias audiovisuels de service public - Antenne 2 et FR3 - et la position de la presse écrite sur le marché publicitaire que va effectuer l'FTI, privatisé, sans oublier le développement de la presse écrite, sont des enjeux d'avenir. Les journaux craignent d'avoir de sérieux conséquences sur les recettes publicitaires. L'absence de publicité pourrait intervenir. En effet, les accords entre les éditeurs de presse et les annonceurs de publicité, tels que ceux de la presse écrite, de la presse hebdomadaire, de la presse quotidienne nationale, de la presse écrite périodique, ont été signés en 1984. Ces accords ont été renouvelés en 1985. Les journaux craignent que la privatisation de la publicité sur l'FTI à l'été 1986 ne mette en danger ces accords. Les journaux craignent que la privatisation de la publicité sur l'FTI à l'été 1986 ne mette en danger ces accords.

Le projet de loi sur l'audiovisuel adopté le 11 juin inquiète les dirigeants de la presse écrite. Le maintien de la publicité dans les médias audiovisuels de service public - Antenne 2 et FR3 - et la position de la presse écrite sur le marché publicitaire que va effectuer l'FTI, privatisé, sans oublier le développement de la presse écrite, sont des enjeux d'avenir. Les journaux craignent d'avoir de sérieux conséquences sur les recettes publicitaires. L'absence de publicité pourrait intervenir. En effet, les accords entre les éditeurs de presse et les annonceurs de publicité, tels que ceux de la presse écrite, de la presse hebdomadaire, de la presse quotidienne nationale, de la presse écrite périodique, ont été signés en 1984. Ces accords ont été renouvelés en 1985. Les journaux craignent que la privatisation de la publicité sur l'FTI à l'été 1986 ne mette en danger ces accords.

Le projet de loi sur l'audiovisuel adopté le 11 juin inquiète les dirigeants de la presse écrite. Le maintien de la publicité dans les médias audiovisuels de service public - Antenne 2 et FR3 - et la position de la presse écrite sur le marché publicitaire que va effectuer l'FTI, privatisé, sans oublier le développement de la presse écrite, sont des enjeux d'avenir. Les journaux craignent d'avoir de sérieux conséquences sur les recettes publicitaires. L'absence de publicité pourrait intervenir. En effet, les accords entre les éditeurs de presse et les annonceurs de publicité, tels que ceux de la presse écrite, de la presse hebdomadaire, de la presse quotidienne nationale, de la presse écrite périodique, ont été signés en 1984. Ces accords ont été renouvelés en 1985. Les journaux craignent que la privatisation de la publicité sur l'FTI à l'été 1986 ne mette en danger ces accords.

Le sort de « l'Union » de Reims

UN PREMIER TEST POUR M. HERSANT

Premier test en grande rétrospective pour la loi sur la presse et son interprétation des limites à la concentration. Les douze associations de résistants, propriétaires de quotidiens régionaux, ont tenu leur assemblée le 20 juin. Ils doivent choisir entre deux candidats à la reprise du titre. Le premier, M. Alain Thirion, industriel à Epinal, autorisé par la cour d'appel de Reims à présenter un nouveau plan, propose une hausse de capital de 35 millions de francs en plusieurs étapes, des investissements dans la photocomposition et l'impression et une garantie des emplois.

L'autre, M. Philippe Hersant, a pour lui d'être locataire-gérant provisoire du quotidien champenois jusqu'en 3 juillet. Mais la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse avait déclaré que la reprise de l'Union par le fils de M. Robert Hersant portait atteinte au pluralisme de la presse. Les propriétaires de l'Union autour de cet avis, alors que la commission présidée par M. Henri Calviès se figure plus dans la nouvelle loi ? Leur choix, en tout cas, devrait être entériné par le tribunal de commerce de Reims.

Y.-M. L.

LA SÉANCE DE QUESTIONS

Hector et le « rappel » du 18 juin

Hector n'est pas content. Et il l'a fait savoir. La mercredi 18 juin, à l'Assemblée nationale, au moment de la clôture de la séance, Hector a demandé la parole pour poser une question au gouvernement. M. Hector Roland (RPF, Allier) a demandé la parole pour poser une question au gouvernement. M. Hector Roland (RPF, Allier) a demandé la parole pour poser une question au gouvernement.

Alors ont l'honneur d'avoir comme maître. Avant de poser sa question relative à la simplification de la réglementation en matière d'urbanisme, ce qui n'était pas évident à comprendre, ce député a livré à ses pairs un patchwork invraisemblable.

« Nous savons tous maintenant que la France a été créée en 1801. Les grands gourous socialistes nous l'ont dit. Les socialistes s'agitent. A l'avenir, notre pays, amable-e-ll, n'est qu'un plasma informe, tout n'est que jachère, caillasse et bouillasse. On s'agit de plus belle. « Si, si, cela a été dit », pourait-il. Heureusement le big bang collectiviste, social-communiste [bruits] a bien bon ordre à tout cela. Le soleil, empêche capitalistes sûr de lui et domine [bruits], est allé se cacher. Chaque Français a droit désormais pour s'éclairer à une bougie démocratique, hexagonale et socialiste. « Les exclamations emmènent, et tout le monde est d'accord. M. Roland, qui demande à M. Jacques Chaban-Delmas de ramener un peu d'ordre, ne peut s'empêcher de dire : « *Je ne suis pas un homme de loi* », mais il ne propose pas d'aller plus loin.

« Nous savons tous maintenant que la France a été créée en 1801. Les grands gourous socialistes nous l'ont dit. Les socialistes s'agitent. A l'avenir, notre pays, amable-e-ll, n'est qu'un plasma informe, tout n'est que jachère, caillasse et bouillasse. On s'agit de plus belle. « Si, si, cela a été dit », pourait-il. Heureusement le big bang collectiviste, social-communiste [bruits] a bien bon ordre à tout cela. Le soleil, empêche capitalistes sûr de lui et domine [bruits], est allé se cacher. Chaque Français a droit désormais pour s'éclairer à une bougie démocratique, hexagonale et socialiste. « Les exclamations emmènent, et tout le monde est d'accord. M. Roland, qui demande à M. Jacques Chaban-Delmas de ramener un peu d'ordre, ne peut s'empêcher de dire : « *Je ne suis pas un homme de loi* », mais il ne propose pas d'aller plus loin.

De sa voix rocailleuse, ce revenant du Palais-Bourbon s'est levé contre le spectacle effrayant devant l'opinion publique, au cours des questions d'actualité. M. Roland, qui demande à M. Jacques Chaban-Delmas de ramener un peu d'ordre, ne peut s'empêcher de dire : « *Je ne suis pas un homme de loi* », mais il ne propose pas d'aller plus loin.

« Nous savons tous maintenant que la France a été créée en 1801. Les grands gourous socialistes nous l'ont dit. Les socialistes s'agitent. A l'avenir, notre pays, amable-e-ll, n'est qu'un plasma informe, tout n'est que jachère, caillasse et bouillasse. On s'agit de plus belle. « Si, si, cela a été dit », pourait-il. Heureusement le big bang collectiviste, social-communiste [bruits] a bien bon ordre à tout cela. Le soleil, empêche capitalistes sûr de lui et domine [bruits], est allé se cacher. Chaque Français a droit désormais pour s'éclairer à une bougie démocratique, hexagonale et socialiste. « Les exclamations emmènent, et tout le monde est d'accord. M. Roland, qui demande à M. Jacques Chaban-Delmas de ramener un peu d'ordre, ne peut s'empêcher de dire : « *Je ne suis pas un homme de loi* », mais il ne propose pas d'aller plus loin.

THÉRIER BRÉHER.

OLIVIER BEFFAUD.

« Les chrétiens commémorant le 18 juin 1940, le président de la République et le premier ministre ont participé, mercredi au mont Valérien, aux cérémonies commémoratives de l'appel lancé le 18 juin 1940 par le général de Gaulle. M. Mitterrand s'est recueilli, puis du monument de la France combattante, dans la crypte du mont Valérien, les deux hommes ont prononcé des discours. M. Mitterrand a évoqué la résistance et la lutte pour la liberté. M. De Gaulle a évoqué la résistance et la lutte pour la liberté.

Collection Mondes en devenir
LE SYSTEME COMMUNAUTAIRE EUROPEEN
M. F. LABOUE
14 x 20 cm - 344 p. - 127 F
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE
Editions Berger-Levrault

Le Monde
dossiers et documents

LA FRIQUE DU SUD

DOSSIERS ET DOCUMENTS :
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

JUIN 1986 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 7 F

Paris-Te Aviv : feu vert pour la Mer Rouge.

Vois quotidiens sans escale Paris CDG1 - Tel Aviv en gros porteur. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA Promenades Israéliennes. Tél. 47.70.27.56

POLITIQUE

AU SÉNAT

M. Séguin rassure les centristes

M. Philippe Séguin a invité le Sénat, le mercredi 18 juin, à « laisser un moment les passions politiques et les débats manichéens » pour examiner « sereinement » la question de l'autorisation administrative de licenciement qui a été émise à l'Assemblée nationale. Pour le ministre des affaires sociales et de l'emploi, les effets de ce dispositif sont tout simplement « pervers » pour l'emploi. Quant à sa suppression, il entend la aussi en démythifiant les conséquences, aussi se refuse-t-il à avancer un chiffre pour le nombre d'emplois qu'elle serait susceptible de créer.

Après avoir rappelé que ce premier texte sera suivi d'un second à l'automne, qui devra tirer le bilan des négociations entre partenaires sociaux afin d'éviter, à compter du 1er janvier 1987, en matière de système d'autorisation de licenciement, il précise que le gouvernement « s'attend à ce que les négociations aboutissent ». M. Séguin a ajouté qu'il manifeste de l'indifférence pour les procédures destinées à définir les futures procédures de vérification du respect des règles d'information et de consultation des représentants du personnel, ainsi que l'élaboration des plans sociaux comportant des mesures d'indemnisation et de reclassement, il en est très sûr d'abord, les procédures conventionnelles avec, par exemple, pour se prononcer sur la possibilité pour l'entreprise d'élaborer un plan social, le recours aux commissions aux comptes ou aux commissions de l'emploi créées par l'accord de 1969, qui seraient alors rénovées. Ensuite, il est certain de donner à l'administration un pouvoir d'autorisation, en matière de licenciement, qui serait exercé par M. Séguin, elle pourrait être consultée, voire, pourrait imposer des délais en cas de violation des règles de procédure ou d'insuffisance du plan social. Pour le contrôle judiciaire a posteriori, un examen

En Nouvelle-Calédonie, le procès des Canaques de Kaitati a commencé dans la chaleur. Le procès des inculpés de l'assassinat de Kaitati a pu s'ouvrir sans incident à Nouméa, jeudi 19 juin, malgré le climat de passion qui règne dans la capitale depuis le début de la semaine. Le FLNKS a finalement respecté l'interdiction de manifester imposée par le haut commissariat sur les deux communes de Nouméa et de La Foa. Des rassemblements ont eu lieu à cent personnes, en revanche, se sont formés dans une quinzième de localités en bord et aux îles Loyauté. (Corresp.)

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 18 juin, au palais de l'Élysée, en présence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi organique relatif aux magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales.

Cette mesure a pour objectif d'inciter les magistrats à servir, au cours de leur carrière, dans les organisations internationales et de remédier ainsi à la forte diminution, constatée au cours des quinze dernières années, du nombre des Français en fonction dans ces institutions.

CONVENTION INTERNATIONALE

Le ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation du protocole d'entente relatif à la protection sociale des étudiants et des autres participants à la coopération entre la France et le Québec.

ENGAGEMENT DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

Le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager devant l'Assemblée nationale, conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, la responsabilité du gouvernement sur le vote de la proposition de loi portant réforme du régime juridique de la presse et sur

NOMINATIONS

Le conseil des ministres a procédé aux nominations suivantes :

M. Claude Archaubault est nommé directeur des affaires économiques, sociales et culturelles au ministère des DOM-TOM.

M. Alain Ferry est nommé directeur des affaires économiques et sociales au ministère de l'Industrie.

M. Guy Bouilhaguet est nommé directeur des sports au secrétariat d'État chargé de la jeunesse et des sports.

M. Marcel Blanc est nommé directeur général de l'Office des relations combattants et victimes de guerre.

Les rocardiens actualisent la déclaration de principes du PS

La convention nationale du PS, qui se réunit les 28 et 29 juin prochains avec - notamment - à son ordre du jour, l'ouverture d'un débat sur le réexamen du PS, se penchera sur la réécriture de la déclaration de principes du PS. Si l'ex-CERES de M. Jean-Pierre Chevènement ne juge pas prioritaire cette réécriture, car les socialistes ne sont pas des « archaïques », plusieurs dirigeants du PS, dont M. Rocard, ont demandé l'élaboration d'une nouvelle déclaration de principes. Cette réécriture, à laquelle M. Jospin s'est déclaré favorable, prend ainsi force de symbole, alors même que nombre de socialistes n'avaient jamais lu, jusqu'à ces derniers mois, le texte actuel, qui précise que le PS est un parti « révolutionnaire ».

Pour des raisons tant politiques que statutaires, la convention nationale ne peut adopter une nouvelle déclaration de principes. Néanmoins, les amis de M. Rocard ont rédigé un projet qu'ils comptent soumettre à la convention. M. Gérard Fuchs, nouveau député de Paris, et l'un des lieutenants de M. Rocard, rappelle que le PS - devenu plus « réaliste » - n'est plus « socialiste » - sera conduit à « un réexamen dans tous les domaines, des structures à la stratégie ».

M. Fuchs remarque à ce propos que la déclaration de principes constitue « un point symbolique où se trouve cristallisée notre identité et où doivent se lire clairement nos adaptations ». Le député de Paris explique que les amis de M. Rocard « ont préféré

actualiser la déclaration existante plutôt que de la réécrire entièrement, en soulignant que le PS retirerait son sens à cette perspective, il devient urgent d'avancer ».

Dans ce texte apparaissent le concept d'un parti non plus d'affrontement ou de lutte des classes, mais de consensus et de « compromis social », et l'idée d'un secteur public à géométrie variable.

Déclaration de principes du PS

Le but du Parti socialiste est de libérer la personne humaine de toutes les aliénations qui l'oppriment et par conséquent d'assurer à l'homme, à la femme, à l'enfant, dans une société fondée sur l'égalité des droits, le plein épanouissement de leurs facultés naturelles dans le respect de leurs droits à l'égard des autres et de la collectivité. Le Parti socialiste entend faire en sorte que soient maîtrisées, de manière démocratique, les mutations scientifiques et techniques présentes et à venir, afin de mettre leurs bénéfices au service de tous.

Le Parti socialiste affirme sa conviction que la libération de l'homme ne dépend pas seulement de la reconnaissance formelle d'un certain nombre de droits politiques ou sociaux, mais de la réalisation des conditions économiques, sociales et culturelles susceptibles d'en permettre le plein exercice. Parce qu'ils sont des démocrates convaincus, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société d'aujourd'hui. C'est en ce sens que le Parti socialiste est un parti révolutionnaire.

Le socialisme se fixe pour objectif le bien commun et non le profit privé. La socialisation progressive des moyens de production, de distribution et d'échange constitue la base indispensable à la démocratie économique et en fait le caractère distinctif du socialisme.

Le Parti socialiste propose aux travailleurs de s'organiser pour la réalisation de ces objectifs. L'œuvre des travailleurs sera l'œuvre de la démocratie. Ils ont le droit de participer à la prise de conscience de ce qu'ils sont la majorité et qu'ils peuvent exercer leur pouvoir. Ils ont le droit de participer à la prise de conscience de ce qu'ils sont la majorité et qu'ils peuvent exercer leur pouvoir.

L'utilisation des réformes implique que l'on ait conscience de leur valeur et de leurs limites. Le Parti socialiste sait toute la valeur des réformes qui ont été atteintes la peine des hommes et, pour beaucoup d'entre eux, accablés par la dégradation de la transformation de la société. Mais le parti ne se satisfait pas de la dégradation de la transformation de la société. Mais le parti ne se satisfait pas de la dégradation de la transformation de la société.

Le Parti socialiste estime que la construction permanente d'une société socialiste passe par la voie démocratique : c'est la combinaison entre les différentes possibilités démocratiques, politiques et syndicales qui créent les conditions de passage d'un régime à l'autre. Dans cette perspective, le Parti socialiste considère que les réformes sociales et économiques doivent tendre sans cesse à modifier les voies multiples de la démocratie, le rapport de force actuellement imposé par le classe dominant.

Le Parti socialiste estime que la construction permanente d'une société socialiste passe par la voie démocratique : c'est la combinaison entre les différentes possibilités démocratiques, politiques et syndicales qui créent les conditions de passage d'un régime à l'autre. Dans cette perspective, le Parti socialiste considère que les réformes sociales et économiques doivent tendre sans cesse à modifier les voies multiples de la démocratie, le rapport de force actuellement imposé par le classe dominant.

Le Parti socialiste estime que la construction permanente d'une société socialiste passe par la voie démocratique : c'est la combinaison entre les différentes possibilités démocratiques, politiques et syndicales qui créent les conditions de passage d'un régime à l'autre. Dans cette perspective, le Parti socialiste considère que les réformes sociales et économiques doivent tendre sans cesse à modifier les voies multiples de la démocratie, le rapport de force actuellement imposé par le classe dominant.

Le Parti socialiste estime que la construction permanente d'une société socialiste passe par la voie démocratique : c'est la combinaison entre les différentes possibilités démocratiques, politiques et syndicales qui créent les conditions de passage d'un régime à l'autre. Dans cette perspective, le Parti socialiste considère que les réformes sociales et économiques doivent tendre sans cesse à modifier les voies multiples de la démocratie, le rapport de force actuellement imposé par le classe dominant.

Le Parti socialiste estime que la construction permanente d'une société socialiste passe par la voie démocratique : c'est la combinaison entre les différentes possibilités démocratiques, politiques et syndicales qui créent les conditions de passage d'un régime à l'autre. Dans cette perspective, le Parti socialiste considère que les réformes sociales et économiques doivent tendre sans cesse à modifier les voies multiples de la démocratie, le rapport de force actuellement imposé par le classe dominant.

Le Parti socialiste estime que la construction permanente d'une société socialiste passe par la voie démocratique : c'est la combinaison entre les différentes possibilités démocratiques, politiques et syndicales qui créent les conditions de passage d'un régime à l'autre. Dans cette perspective, le Parti socialiste considère que les réformes sociales et économiques doivent tendre sans cesse à modifier les voies multiples de la démocratie, le rapport de force actuellement imposé par le classe dominant.

Le Parti socialiste estime que la construction permanente d'une société socialiste passe par la voie démocratique : c'est la combinaison entre les différentes possibilités démocratiques, politiques et syndicales qui créent les conditions de passage d'un régime à l'autre. Dans cette perspective, le Parti socialiste considère que les réformes sociales et économiques doivent tendre sans cesse à modifier les voies multiples de la démocratie, le rapport de force actuellement imposé par le classe dominant.

Le Parti socialiste estime que la construction permanente d'une société socialiste passe par la voie démocratique : c'est la combinaison entre les différentes possibilités démocratiques, politiques et syndicales qui créent les conditions de passage d'un régime à l'autre. Dans cette perspective, le Parti socialiste considère que les réformes sociales et économiques doivent tendre sans cesse à modifier les voies multiples de la démocratie, le rapport de force actuellement imposé par le classe dominant.

M. Hermier (PCF) dénonce la « droite de la réforme » et la « gauche de la capitulation »

Entouré de M^{me} Françoise Lard, membre du bureau politique du PCF, et de M. Marcel Zaidner, responsable du bureau de presse, M. Guy Hermier a fait au cours d'une conférence de presse, le mercredi 18 juin le compte rendu de la réunion du comité central (16 et 17 juin) au cours de laquelle il avait présenté le rapport introduit sur « les intellectuels, la culture et le rassemblement pour changer la société ».

M. Hermier, membre du bureau politique et responsable des intellectuels au parti, a d'abord indiqué que ce comité central était la première initiative d'importance sur cette question depuis le conseil national de Bobigny, en 1980.

Mettant en évidence « le glissement à droite de la société française », M. Hermier a évoqué rapidement le problème Jospin.

Il a indiqué que l'analyse portée par le PCF était la suivante : la droite de la réforme et la gauche de la capitulation.

La droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

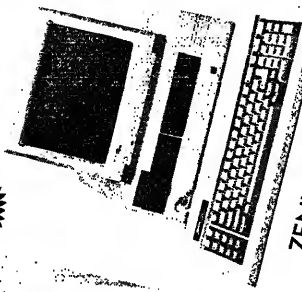
Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné que la droite de la réforme est celle qui veut revenir à la gauche de la capitulation. En mettant l'accent sur le rassemblement, M. Hermier a dit : « Nous ne disons pas, n'alliez-vous à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière, nous allons à la classe ouvrière ».

Il a souligné

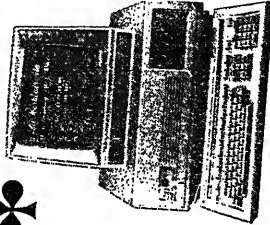
La Secrétairerie livre tous les jours...



ZENITH 148-42**

- 960 Ko mémoire de base
- Disquette 5 1/4
- Inter. à 320 Ko
- Carte AZERTY
- Ligne moniteur 380 Ko
- Vidéo 400 Hz
- et GV avec MS DOS 3.1
- 2 Vitesses 477 et 8 Mhz

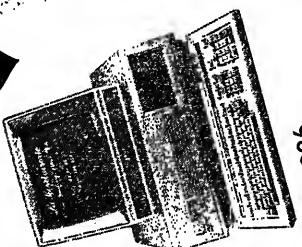
13 520 F HT
17 000 F HT
19 300 F HT
23 000 F HT
9 850 F TTC



S286

- 640 Ko mémoire de base
- Disquette 5 1/4
- Disquette 360 Ko
- Disquette 20
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vidéo 400 Hz
- Carte AZERTY
- Adaptateur monochrome
- Emplacement pour lecteur de disquette
- Entrée ou Vert
- Livré avec MS DOS 3.1

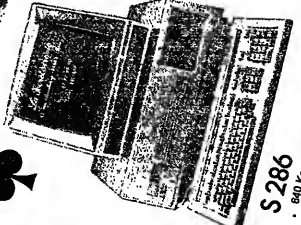
28 720 F HT



S286

- 31 Mo mémoire de base
- Disquette 5 1/4
- Disquette 360 Ko
- Disquette 20
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vidéo 400 Hz
- Carte AZERTY
- Adaptateur monochrome
- Emplacement pour lecteur de disquette
- Entrée ou Vert
- Livré avec MS DOS 3.1

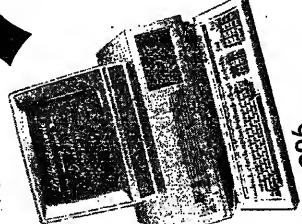
39 500 F HT



S286

- 640 Ko mémoire de base
- Disquette 5 1/4
- Disquette 360 Ko
- Disquette 20
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vidéo 400 Hz
- Carte AZERTY
- Adaptateur monochrome
- Emplacement pour lecteur de disquette
- Entrée ou Vert
- Livré avec MS DOS 3.1

35 900 F HT



S286

- 640 Ko mémoire de base
- Disquette 5 1/4
- Disquette 360 Ko
- Disquette 20
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vidéo 400 Hz
- Carte AZERTY
- Adaptateur monochrome
- Emplacement pour lecteur de disquette
- Entrée ou Vert
- Livré avec MS DOS 3.1

32 800 F HT

DERNIÈRE MINUTE
ENFIN UN VRAI PORTABLE
AUTONOME COMPATIBLE
LE Z-TIT ZENITH

Portail 6,5 Kg
Processeur 80 86
640 Ko de mémoire vive
2 unités de disquettes 300 Ko (5 1/4)
2 unités de disquettes 360 Ko
Ecran couleur liquide
HEURES D'AUTONOMIE
Livrée avec batterie GV Basic
MS DOS 3.1 et GV Basic
19 900 F HT

QU'ATTENDEZ-VOUS? COMMANDEZ, AUPRES DE
LIEN OU ISABELLE, VOTRE MICRO-ORDINATEUR.
Téléphone (611) 42 77 85 06 - Téléc 240 537

45 rue Beaubourg 75003 PARIS
Ouvert 7 jours

مركز الحاسب

CLASSES PREPA
DES DE COMME
FICAE
INTERNATIONAL
69 40 70 03

SOCIÉTÉ

Une trentaine d'associations jugent « extrêmement dangereux » le projet de loi sur les étrangers

Un large mouvement d'opposition au projet de loi du ministre de l'Intérieur, touchant aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, se développe. A Poitiers, Bernard Hilbert, notre correspondant signale le lancement d'un « Collectif pour la garantie des libertés ». Il regroupe des représentants des Eglises catholique et réformée, de la Ligue des droits de l'homme, des syndicats (CGT, CFDT, FEN, syndicat de la magistrature) et des associations à vocation humanitaire, comme le MRAP ou SOS-racisme.

« Le gouvernement a adopté un projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Ce texte prévoit l'interdiction de l'immigration clandestine et assure des conditions stables aux étrangers vivant en France. En fait, il crée pour l'ensemble des immigrés une situation d'insécurité permanente en renforçant les pouvoirs arbitraires de l'administration et en supprimant toute garantie juridique.

« Les décisions concernant l'entrée, le séjour, l'expulsion et la reconduite à la frontière relèvent de la seule autorité de l'administration et sont exécutées d'office. La menace à l'ordre public, notion mal définie et imprécise, laisse la porte ouverte aux interprétations les plus arbitraires. Elle pourra être invoquée par l'administration pour interdire l'entrée sur le territoire français, pour refuser une carte de résident à n'importe quel immigré, pour ordonner l'expulsion d'un très grand nombre et si l'administration estime que cette menace est d'une particulière gravité, de tout étranger sans le respect de la procédure.

La grève de la semaine dernière, le 15 juin à Lyon par deux jours muselman se poursuit. Le recteur de la mosquée de Paris, Cheikh Abbas, a été sollicité pour jouer un rôle de médiateur. Le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, avait déjà accepté une telle proposition.

Enfin, l'appel suivant vient d'être lancé à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme. Il a déjà été signé par une trentaine d'associations (1).

« Le ministre de l'Intérieur ou les préfets ne seront plus liés par les avis de la commission d'expulsion, qui seront simplement consultés. Ne sont plus garantis contre l'expulsion ni ceux qui sont entrés en France avant l'âge de dix ans, ni ceux qui y résident régulièrement depuis plus de dix ans, dès lors qu'ils ont été condamnés à un moment quelconque pour une infraction mineure, ni les mineurs de dix-huit ans dans la mesure où ils peuvent être contraints à suivre leurs parents expulsés.

« Non seulement ces mesures s'inscrivent dans des conditions de séjour stables aux populations immigrées résidant en France, mais elles créent un nouvel obstacle à leur insertion dans la société française. Elles sont une réponse démagogique aux dangers xénophobes et racistes et constituent une très grave régression des libertés individuelles qui concernent tous les citoyens. Certaines d'entre elles sont contraires aux principes constitutionnels et à la Convention européenne des droits de l'homme. Ce projet de loi est donc extrêmement dangereux. Il n'est pas trop tard pour empêcher son adoption. Il faut espérer que, au

sein même de la majorité, bon nombre de députés refuseront de voter certaines des mesures proposées... »

(1) Accueil et promotion, Association « Appel pour l'égalité des droits, Association française des infirmes démocrates, Conseil des associations immigrées en France, Centre d'information et d'études des migrations internationales, Comité interconfessionnel des musulmans (CIMA), Collectif des droits civiques, Collectif femmes immigrées, CNAL, Comité de liaison pour l'alphabétisation et le promotion (CLAP), Droit et Démocratie, Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), Fédération Léo-Lagrange, FEN, France + France, France d'Asie, Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI), JOC + JOCF, LICRA, MRAP, Service national et parrains des migrants, Mouvement des juristes catholiques, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, Syndicat national des journalistes, SOS Racisme, UNEF-SB, UNEF-UD, Université alternative antiraciste pour l'égalité.

Les organisations, partis et syndicats qui souhaitent l'adoption de cet appel peuvent adresser leur signature à la Ligue des droits de l'homme, 21, rue Jean-Dolus, 75014 Paris. Tél. : 47-97-56-55.

LES ROSES FANÉES DES MÈRES DÉÇUÉS

Pour marquer le premier anniversaire de leur « occupation » de l'ambassade de France à Alger et témoigner de leur espoir déçu, le Collectif de soutien aux mères d'enfants enlevés en Algérie a offert, mardi 17 juin, des pétales de roses fanées au président de la République, au président du Sénat, au premier ministre et au président de l'Assemblée nationale.

Après une période d'espoir, ces mères qui revendiquent l'application des jugements rendus par la justice de leurs enfants sont à nouveau dans une impasse. M. Paul Bouchet, qui s'est vu confier une mission de médiation par M. Fabius, n'a pas été reconnu dans ses fonctions après les élections législatives. Quant à la convention d'entraide judiciaire qui devrait permettre un règlement de ce délicat problème, elle n'a toujours pas été signée.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

ÉDUCATION

LA DÉCONCENTRATION DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Les responsabilités des inspecteurs et des chefs d'établissement seraient augmentées

M^{me} Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement, a présenté le mercredi 18 juin, au conseil des ministres, une série de lignes du rapport sur la déconcentration et la déconcentration du système éducatif qui lui avait confié le 11 avril M. René Monory, ministre de l'Éducation nationale. Ce document, rédigé après consultation des présidents de conseils régionaux et généraux, des recteurs, des directeurs de l'administration centrale, de membres des inspections académiques de l'éducation nationale, de recteurs et d'inspecteurs d'académie, rappelle que l'éducation nationale, avec ses 1,2 million de personnes employées, est la plus grande entreprise de France.

« Il est essentiel que la responsabilité des niveaux de décision et le cheminement des compétences conduisent à de multiples disfonctionnements ;

lourdiers, lenteurs inutiles, paralysie des initiatives ». La déconcentration, explique M^{me} Alliot-Marie, est une occasion exceptionnelle de remise en cause de notre ministère.

C'est pourquoi, qui « d'une de ses fonctions les plus constantes sur le terrain », doivent être mises en service d'une rénovation du ministère. Elles doivent notamment à accroître les responsabilités des chefs d'établissement, inspecteurs d'académie et recteurs, dont les modalités de recrutement pourraient être revues. M^{me} Alliot-Marie, qui veut « expulser les pesanteurs bureaucratiques » pour « augmenter les performances du système éducatif », se propose de rapprocher la décision du lieu où celle-ci s'exerce, « c'est-à-dire la salle de classe ».

MÉDECINE

M^{me} Barzach annule la création d'un centre de recherches sur les « médecines douces »

De notre correspondant régional

Cannes. — M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, vient d'annuler un arrêté signé le 13 janvier 1986 par M^{me} Georgina Dufour, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, prévoyant la création d'un établissement de santé expérimental sur les « médecines douces » à Cannes (Alpes-Maritimes).

L'arrêté pris par M^{me} Dufour autorisait la création de cinquante lits de médecine par la Fondation de recherches sur les thérapies alternatives, et de vingt-cinq lits de chirurgie par une clinique privée, l'Institut polyclinique de Cannes (IPOCA).

Il avait fait l'objet de plusieurs recours en annulation, pour excès de pouvoir, déposés, notamment, par M. Jacques Médéric, député (RPR) et maire de Nice, et un comité de président du conseil d'administration du centre hospitalier régional (CHR) de Nice, et quatre cliniques privées de Cannes (de Monte 1967 mars 1986). Au lendemain des élections, la Fédération interprofessionnelle des établissements d'hospitalisation privée et le privé du Sud-Est avaient également demandé un nouveau ministre de la santé de rapporter l'arrêté de M^{me} Dufour.

M^{me} Barzach a estimé, notamment, que les demandes relevaient de la compétence préfectorale et que les autorisations accordées n'avaient pas été soumises à l'avis de la commission régionale de l'hospitalisation. Selon le ministre, les

besoins, en médecine comme en chirurgie, sont couverts dans le secteur sanitaire considéré. Le créneau du centre de recherches sur les « médecines douces » de Cannes avait été décidé dans la plus grande confusion. La Fondation, créée le 12 décembre 1985, devait s'installer dans les locaux d'une maison de retraite jouxtant ceux d'IPOCA. Il était prévu qu'elle utilise le plateau technique de la clinique cannoise.

G. P.

CLASSES PRÉPARATOIRES AUX ECOLES DE COMMERCE ET DE GESTION [ESSEC, ESCP, ESCAE...]

ÉCOLE INTERNATIONALE

Établissement privé haute valeur sociale d'orientation

COLLEGE et LYCEE

BACCALAUREAT A.B.C.D.

107, Chateaubert de Bergey, 92120 DRAMEL

Tél.: 01-39-70-01-67

(1) 69 40 70 03

INTERNAT (niveau lycée) EXTERNAT DEMI-PENSION

Demande documentation gratuite

Veuillez ne pas prêter sans engagement une documentation sur les classes préparatoires.

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Pays: _____

LES ÉPREUVES DU BACCALAURÉAT

Corrigés sur minitel

Jeudi 12 heures, quatre cent mille lycéens des séries A, C, D, D' et E sortent des épreuves de maths du baccalauréat. Après l'angoisse pour une épreuve décisive, l'attente du résultat. Cette année, les candidats auront accès au corrigé sur minitel le jour même. Le code leur est offert par MNEF (Matière nationale des étudiants de France) : taper le 36-15-91-77 suivi de MNEF ou de LIBE. Ils pourront recommencer l'épreuve demain, pour les épreuves de physique-chimie (séries C, D, D' et E), ou de maths pour la série B.

Cette idée, on la doit à un jeune homme de vingt-cinq ans, Thierry Deguay, qui s'est affilié à la MNEF. Président de la société High Com crée à l'occasion, il a mis dix mois à réaliser l'opération. Trouver des partenaires d'abord : Europe 1, les lignes populaires et Hachette Education. Mettre en place un

réseau d'une quarantaine de professeurs dans toutes les académies de France, qui s'acheminent par télex, copie leurs textes vers Paris où, après une seconde correction, ils seront mis à disposition sur minitel. Certains signes mathématiques n'existent pas dans le langage minitel, il a fallu les dessiner, et faire appel pour cela aux graphistes de la SGIP (Société gestion informatique Publiée). Enfin, pour être en mesure de répondre au plus grand nombre d'appels (Thierry Deguay en espère vingt mille), Libération téléphonique a été mise en service.

Le manuel Phosphore, RTL et l'APMEP (Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public) se sont lancés dans une aventure similaire en se limitant aux mathématiques. Mais seuls existent les séries F 1, F 2 et F 3. Leurs corrigés sont accessibles au 46-15-91-77, code AFMEP.

LES SUJETS DE FRANCAIS

Proust à Paris

Les élèves de première ont pu, mercredi 18 juin, l'épreuve anticipée de français du baccalauréat. Voici les sujets donnés pour les séries A à E, dans trois régions.

ACADÉMIE DE GRENOBLE

1) Résumé et discussion d'un texte de René Huyghe sur « la civilisation de l'image » extrait de Dialogue avec le visible.

2) Commentaire composé d'un extrait de l'Inconnu sur la terre de J.-M. G. Le Clezio.

3) Extrait italien récemment disparu, Italo Calvino tenait de

dire ce qu'on entend exactement par les termes d'œuvre classique et d'œuvre classique. « Un classique est un livre qui n'a jamais fini de dire ce qu'il a à dire. » En vous référant à votre propre expérience de lecteur, vous commenterez et discuterez cette opinion.

ACADÉMIE DE LILLE

1) Résumé et discussion d'un texte de Jacqueline de Romilly extrait de son livre L'Enseignement en détresse.

2) Commentaire composé d'un texte de Jean Giono tiré de la Fausse route.

3) Commentez le jugement de François Mauriac extrait du Romancier et ses personnages : « Dans l'individu, le romancier isole et immobilise une passion et, dans le groupe, il isole et immobilise un individu. En, ce faisant, on peut dire que ce peintre de la vie exprime le contraire de ce qu'est la vie : l'art du romancier est une faillite. »

ACADÉMIES DE PARIS-GRÈTEL-VERSAILLES

1) Résumé et discussion d'un texte de Martin A. Jackson, intitulé « Le cinéma témoin d'un monde ».

2) Commentaire composé d'un extrait d'Albertine disparue, de Marcel Proust.

3) La lecture peut vous paraître un acte banal. En fait, c'est une activité complexe qui est tributaire des conditions physiques, des expériences personnelles et de la culture du lecteur, au point que l'on a pu dire : « Le lecteur (...) se définit par une physiologie, une histoire et une bibliothèque. » Commentez ce texte en vous appuyant sur des exemples précis.

Voulez-vous vraiment réussir ? L'ECADE vous y aidera.

Regardez autour de vous. Derrière la quasi-totalité des grandes carrières de management, il y a au moins une grande école de gestion. Voici pourquoi.

Parce qu'il n'y a pas de miracle ! Réussir demande de la volonté, du travail, des efforts, de la chance et aussi, une solide formation de base.

Cette formation, vous pouvez l'acquies à l'ECADE, en participant à la prochaine session du programme Administration de l'Entreprise.

En 9 mois d'études et de travaux intensifs, à plein temps, assurés exclusivement par des praticiens, tous dirigeants, cadres ou conseils, Administration de l'Entreprise vous apportera cette base essentielle de votre réussite professionnelle : une formation concrète, pratique, moderne.

Après une période d'essai, ces mères qui revendiquent l'application des jugements rendus par la justice de leurs enfants sont à nouveau dans une impasse. M. Paul Bouchet, qui s'est vu confier une mission de médiation par M. Fabius, n'a pas été reconnu dans ses fonctions après les élections législatives. Quant à la convention d'entraide judiciaire qui devrait permettre un règlement de ce délicat problème, elle n'a toujours pas été signée.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

Le Collectif des mères a tenu une « assemblée totale » de M. Chaban-Delmas, et M. Malherbe, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandant la non-répatriation de leurs enfants au médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.



sports

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Des buts, pas des bombes!

Le football n'est pas la guerre. Enfin on l'espère. Car la tentation est forte de ressortir l'arsenal des clichés militaires à propos des prochains quarts de finale de la Coupe du monde. Argentine-Angleterre, par exemple, n'est-il pas un match qui devrait valoir son pesant d'Exco-cet?

Le stade Azteca n'est pourtant ni les *Islas Maldivas* ni les *Falkland Islands*. Même si le souvenir de la guerre des Malouines n'est pas

totallement effacé de la mémoire des Argentines et des Anglais, les footballeurs des deux pays sont décidés à ne donner aucune connotation politique à leur rencontre du 22 juin.

« Je suis contre toute interprétation revancharde quand on évoque Argentine-Angleterre. Nous sommes là pour jouer au football. Affronter l'Angleterre, berceau du football et puissance européenne de ce sport, représente pour moi un honneur », a déclaré Diego Maradona, le capi-

taine argentin. « Je suis un entraîneur, pas un politicien », a noté l'entraîneur britannique Bobby Robson.

S'il y a un contentieux entre les deux équipes, il est avant tout de nature sportive : une rencontre de la Coupe du monde de 1966 à Wembley, ponctuée par l'expulsion du capitaine argentin Rattin, a laissé de très mauvais souvenirs.

Rien de trop grave cependant aux yeux de la FIFA, qui estime que les relations entre l'Angle-

terre et l'Argentine sont désormais normalisées : elle a ainsi désigné un tandem anglo-argentin pour arbitrer le match France-Italie.

Mais ce qui est clair pour les officiels et les joueurs l'est peut-être moins dans l'esprit de certains supporters. Lors du premier tour, certaines banderoles ont été vues, sur les stades mexicains, portant l'inscription : « Les Malouines sont argentines ». Des drapeaux anglais ont été aussi brûlés ici et là.

Ballons d'oxygène

Depuis les Jeux olympiques de Mexico en 1968 et la Coupe du monde en 1970, déjà disputée au Mexique, les effets de l'altitude sur le comportement des sportifs ont fait l'objet de nombreuses études scientifiques (toutes convergentes) : la raréfaction de l'oxygène oblige l'organisme à fabriquer plus de globules rouges, afin de conserver aux muscles le même rendement énergétique. Cette constatation a conduit de nombreux sportifs à s'entraîner en altitude afin d'améliorer leurs performances en plaine.

En effet, un organisme ayant fait provision de globules rouges à 2 000 mètres, se trouve suralimenté par le surcroît d'oxygène, lorsqu'il redescend au niveau de la mer. C'est dans cette perspective que l'équipe de France de football avait préparé le Mondial espagnol, en 1982, et la Coupe d'Europe des Nations 1984 en France, à Font-Romeu (1 840 m).

Cette année, les stages effectués par la plupart des équipes d'élite pour but de d'adopter les conditions d'une compétition d'un mois disputée à 2 000 m d'altitude, en plein cœur de l'idé tropical.

plus de vingt-quatre heures entre les deux.

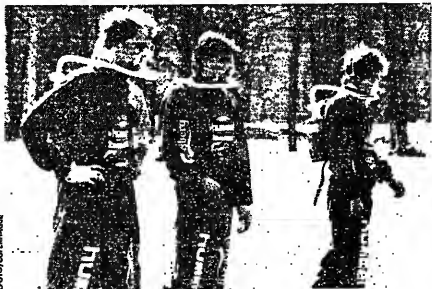
Une soirée dans le gai Paris, et les joueurs tricolores s'étaient retrouvés dans un avion d'Air France où, selon le docteur Villate, l'atmosphère pressurisée à la même caractéristique qu'à 1 800 mètres. Préparation de longue durée pour les Espagnols, de moyenne durée pour les Français. Mais dans les deux cas, avec une progression dosée, car, estime

par certains spécialistes, selon lesquels l'altitude commence à 1 600 mètres.

A l'opposé des méthodes douces du bon docteur Villate, il y avait les adeptes des traitements de choc. Le Canada a suivi les prescriptions de M. Eric Bamister, un chercheur de Vancouver, qui préconise l'alternance. Deux jours au niveau de la mer, suivis de cinq jours en altitude, suivis à nouveau de deux jours en plaine, et ainsi de suite jusqu'à

Les Français s'essouffent moins qu'au début. Les Soviétiques se sont écroulés dans une prolongation que perdurent les joueurs belges. Et les Danois, débordant de vitalité au premier tour, ont explosé en huitièmes de finale.

Il n'y avait pas de vérité absolue avant le Mondial. Il n'y en avait pas plus à l'heure des huitièmes de finale, où plusieurs types de préparation étaient encore représentés. Les



M. Villate, « il faut passer d'un niveau à l'autre sans brusquer les choses ».

D'autres équipes avaient choisi de monter très haut pour emmagasiner de l'énergie à revendre, lors de leur redescende sur Mexico. Le Paraguay était ainsi resté trois semaines en Colombie, à 3 300 mètres d'altitude. A l'inverse, des formations sont arrivées au dernier moment à pied d'œuvre, sans stage préparatoire. Passons sur les Irlandais et les Écossais, simples touristes carburant à la bière et au whisky, mais insoumis sur les Danois, gentils mineurs du premier tour. Ils se sont entraînés près de Copenhague, c'est-à-dire au niveau de la mer, échappés de simulateurs d'altitude (2 600 mètres environ), puis sont arrivés au Mexique, à la veille de leur premier match, après un cobet d'une semaine en Colombie.

Traitements de choc

En dehors d'un mini-stage en Suisse, le Maroc n'avait suivi aucune préparation spécifique, concentrant son effort sur les conditions du premier tour, disputé à 6 000 mètres d'altitude seulement, dans la foulée de Monterrey. Leurs adversaires anglais et portugais avaient choisi de s'installer à 1 500 mètres d'altitude. Une solution intermédiaire, jugée efficace

cumuler quinze à vingt jours de vie en altitude. Les aller-retour à Colorado Springs ont cessé deux semaines avant le Mondial, pendant lesquelles les Canadiens sont restés, en bas.

Empruntant aux uns et aux autres, les Belges ont suivi une préparation à la fois progressive et en dents de scie. Progressive, grâce à une série de camps à 1 500, 2 000, 2 200 et enfin 2 700 mètres (altitude de Tolosa, où devaient jouer la Belgique au premier tour). En dents de scie, car chaque période était suivie d'un retour au niveau de la mer.

La plupart des variantes - française, belge, italienne et brésilienne - visaient la mise en forme progressive des joueurs. Riches des enseignements médicaux d'un stage de vingt-cinq jours au Mexique en février dernier, les Soviétiques avaient tiré d'autres conclusions et d'autres plans. Arrivés le 20 mai, ils devaient tirer au paroxysme leur forme entre le 31 mai et le 4 juin. L'URSS-Hongrie était le 2 juin. Puis la course devait s'achever pendant une semaine, pour remonter en flèche à l'appareil des huitièmes de finale (URSS-Belgique le 15 juin).

A la lumière des résultats obtenus jusque-là, il n'est pas possible de comparer la valeur des différentes options. Les Canadiens ont tenu la route des grands attaquants du football physique. Les Paraguayens aussi. Polonais, Bulgares et Hongrois n'avaient pas de jambes.

A Copenhague, les joueurs danois munis de simulateurs d'altitude s'étaient entraînés comme s'ils évoluaient à 2 600 mètres.

tenants de l'accoutumance douce sont présents en force dans les quarts de finale. Sauf pour autant la vérité? En effet, si en course à pied, en natation ou en cyclisme la performance est entièrement liée aux modifications des transferts d'oxygène dans le muscle et aux conditions de respiration, ce n'est pas le cas du football. Les considérations techniques (trajectoires des ballons) et tactiques (occupation du terrain et détermination de la balle), entrent aussi en jeu. De même que, dans le cas du Mexique, le décalage, la chaleur et la pollution, obsessions annexes et quelquefois contre-indications des préparateurs physiques.

Le palmarès final n'aura pas de valeur scientifique. Il faudra attendre le développement des données accumulées avant et pendant l'épreuve. Mais à défaut d'avoir été le lieu de grandes découvertes footballistiques, le Mondial 86 aura été celui de la recherche.

JEAN-JACQUES BOZZONNET.

ANGLETERRE BAT PARAGUAY (3-0), A MEXICO

Smoking blanc

De notre envoyé spécial

Mexico. - Pour se qualifier pour une Coupe du monde, une équipe doit mettre le bleu de travail. Mais, pour bien se comporter en phase finale, elle doit changer de tenue et enfiler un smoking blanc.

La formule est de John Stein, le regrettable entraîneur de la sélection écossaise, mort d'une crise cardiaque sur son banc de touche, un soir de l'automne dernier où son équipe obtenait sa qualification pour le Mondial 86 contre le Pays de Galle. Ce principe a semblé-il, être repris par son ami Bobby Robson, son homologue anglais, et pas seulement pour la tenue très sévère (maillots blancs et culottes noires) adoptée par ses joueurs.

Depuis la trépidation du Heysel, le football britannique a, certes, beaucoup à se faire pardonner pour ses *hooligans*. Écaré des coupes européennes de clubs, les Anglais s'ignorent pas que le Mondial 86 est un test important sur le chemin de leur réintégration. Raison de plus pour ne pas manquer le grand rendez-vous du stade Azteca, où ils étaient opposés, mercredi 18 juin, aux Paraguayens pour l'avant-dernier match des huitièmes de finale.

Au coup de sifflet final, Bobby Robson pouvait se montrer radieux. Non seulement son équipe venait de se qualifier (3-0) pour rencontrer les Argentins en quart de finale, dimanche 22 juin dans ce même stade, mais encore elle avait conquis les quatre-vingt-deux mille sept cents spectateurs par sa performance dans l'effort et par un panache rare à ce niveau de l'épreuve.

Ce comportement était d'autant plus méritoire que les Anglais débattaient en terrain inconnu au stade Azteca. Ayant disputé leurs trois premiers matchs au stade de Wembley, ils passaient brutalement de 500 à 2 300 mètres d'altitude, sans savoir s'ils pourraient résister tout un match en restant fidèles à leur style de jeu.

Absents des coupes du monde depuis 1958 en Suède, où Cayetano Re, l'actuel entraîneur du Paraguay, et ses partenaires avaient été battus (7-3) par une équipe de France débordante, les Sud-Américains constituaient de surcroît des adversaires un peu mystérieux. Pour les Anglais, seuls leurs deux attaquants,

Julio Romero et Roberto Cabanas, qui jouent respectivement au Granadero de Rio et à l'America de Cali après avoir porté ensemble les couleurs du Cosmos de New-York, bénéficiaient d'une certaine notoriété.

Des attaquants de grande qualité

La préoccupation de Bobby Robson ne résidait pourtant pas dans ces inconnues, mais plutôt dans l'indisponibilité de son homonyme, le meneur de jeu Bryan Robson, toujours blessé. Confiant dans leur force, les Anglais ont l'habitude de ne pas trop tenir compte de leurs adversaires, pour tenter d'imposer leur football. L'expérience n'avait pas été concluante au premier tour, où Portugal et Mexique avaient, par leur vivacité, réussi à se priver de ballon pour casser leur rythme. Heureusement pour les Britanniques, Gary Lineker, l'attaquant d'Everton, auteur de plus de trente buts dans le championnat anglais, avait par trois fois retrouvé le chemin des filets contre les Polonais pour éviter une élimination prématurée à son équipe.

Un nouveau bourras des Paraguayens en marquant le premier (31^e minute) et le troisième (72^e), Gary Lineker en devint le joueur le plus efficace de ce Mondial 86 à l'issue des huitièmes de finale. L'aspect de donner raison à Bobby Robson, qui confiait que son plus grand embarras était de choisir entre tous les attaquants de grande qualité dont il disposait avec Gary Lineker, Peter Beardsley, le grand espoir de Newcastle, auteur du deuxième but contre le Paraguay (56^e minute), Gary Hoolley, entré en cours de match, ou John Barnes.

Comme la défense anglaise, commandée par l'inséparable gardien de but Peter Shilton (trente-sept ans) et dominée par le gigantesque Terry Butcher, a donné des gages de grande qualité dans la défense, tout devant les Portugais, en quatre matches, Bobby Robson espère plus que jamais redonner à l'équipe nationale anglaise, écartée des coupes du monde 1974 et 1978 et éliminée sans gloire en 1982 après deux résultats nuls (0-0) contre la RFA et l'Espagne, un rang plus conforme à la puissance traditionnelle du football britannique.

GÉRARD ALBOUY.

ESPAGNE BAT DANEMARK (5-1), A QUERETARO

La griffe du « voutour »

Présenté une première fois par son père, supporter irréductible du Real, le jeune Emilio n'avait pas convaincu les recruteurs. C'est en voyant l'Atletico, club rival de la capitale, s'intéresser à lui que les dirigeants du Real ont révisé leur jugement. Bien leur en a pris.

« Le Voutour », joueur peu impressionnant physiquement, ni vraiment élégant, mais accrocheur, vif et opportuniste, est devenu l'idole du public au stade Bernabeu, en marquant huit sur dix. Champion d'Espagne avec le Real, cette saison, avec 10 points d'avance sur son ennemi héréditaire, le FC Barcelone, il a aussi remporté les deux dernières éditions de la Coupe de l'UEFA. La sélection espagnole possède avec Butragueno un joueur comme elle n'en avait plus depuis deux ou trois lustres.

Mais le gentil Emilio n'est pas seulement une vedette du ballon rond, il a aussi une très bonne griffe, puisqu'il possède un diplôme de gestion d'entreprise. « C'est le jour le plus important de mes quatre années de professionnalisme », reconnaissait-il à l'issue de la rencontre de la coupe de la ligue, l'un de ses meilleurs matchs. Le titre de meilleur buteur du Mondial ne m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse, c'est que l'équipe espagnole soit la plus loin possible de la défaite. S'il ne pense pas que l'Espagne devienne championne du monde, il

ne n'est pas par manque de confiance et d'ambition. Mais, ce bon chasseur de buts, Emilio Butragueno sait cacher son jeu, se faire oublier pour mieux fondre sur sa proie.

Les Danois l'ont appris à leurs dépens. Jesper Olsen, après avoir ouvert la marque sur penalty (32^e), a offert l'égalisation à l'Espagne en voulant passer en retrait à son gardien. « Le voutour » récidiva (44^e). C'est encore lui qui, après deux occasions superbes « vendanges » par Erik-Larsen en début de seconde mi-temps, fit basculer le match, catapultant de la tête une balle qui naviguait devant le but danois (56^e).

« Nous avons, certes, manqué un peu de chance, mais nous devons absolument apprendre à dire plus disciplinés », constata Morten Olsen, le capitaine du Danemark. A vouloir trop prouver qu'ils savent jouer au football, ils n'ont pas su conserver leur but et d'ence, s'effondrant à la fin de la rencontre, ils ont été battus par la furie espagnole et aux contraires de l'intermittent Butragueno. Bouclet dans la surface de réparation, ce dernier provoqua le troisième but (penalty réussi en force par Goicoechea à la 69^e minute) et marqua les deux suivants (85^e et 88^e) devant la cage danoise. Il trompa facilement Hoegh (79^e), puis l'au- ché par Morten Olsen (89^e) et se faisa justice lui-même sur un nouveau penalty.

LES CHAMEAUX EN LIBERTÉ

Le cour de Verastillas, devant laquelle la Ligue a fermé du tabac en public avait fait appel de l'ordonnance du tribunal des référés de Monterrey, a débattue cette association de son action contre TF 1, à laquelle elle reprochait de violer la loi du 9 juillet 1976 en laissant apparaître une publicité pour les cigarettes Camel dans les images des matches de la Coupe du monde de football (le Monde des 11 et 14 juin).

La cour a considéré que les statuts de la Ligue ne lui permettent pas d'engager une telle action, qui n'est pas, selon elle, dans la cadre de son objet social.

J.-M. TH.

CLASSEMENT DES BUTEURS

A l'issue des huitièmes de finale, le classement des buteurs est le suivant :

- 5 BUTS : Lineker (Ang.), Danemark-Espagne (1-0), Butragueno (Esp.).
- 4 BUTS : Altobelli (It.), Belanov (URSS), Casaca (Bel.), Erik-Larsen (Dan.).
- 3 BUTS : J. Olsen (Dan.), Valdano (Arg.).
- 2 BUTS : Alfaro (RFA), Cabanas (Par.), Caldeira (Esp.), Claassen (Bel.), Josimar (Bré.), Khalil (Mar.), Quiroga (Mex.), Romero (Par.), Sola (Bel.), Sorraes (Bel.), Stopyra (Pia.).
- 1 BUT : cinquième et un joueurs ont marqué un but, parmi lesquels cinq Français, Fernandez, Papat, Tigan, Rocheteau et Platini.
- Buts marqués contre son camp : Djeka (Hon.); Cho Kwang-Rae (C-du-Sud).

LES HEURES DU STADE

HUITIÈMES DE FINALE

Argentine-Uruguay, 1-0 ; Angleterre-Parguay, 3-0 ; URSS-Belgique, 1-0 ; Brésil-Pologne, 4-0 ; Italie-France, 0-2 ; Maroc-RFA, 0-1 ; Malouine-Bulgare, 2-0.

QUARTS DE FINALE

Argentine-Angleterre, 2-2 juin, TF 1, 19 h 55 ; Brésil-France, 21 juin, à Guadalajara, A 2, 19 h 55 ; RFA-Mexique, 25 juin, à Mexico, A 2, 23 h 55.

DEMI-FINALES

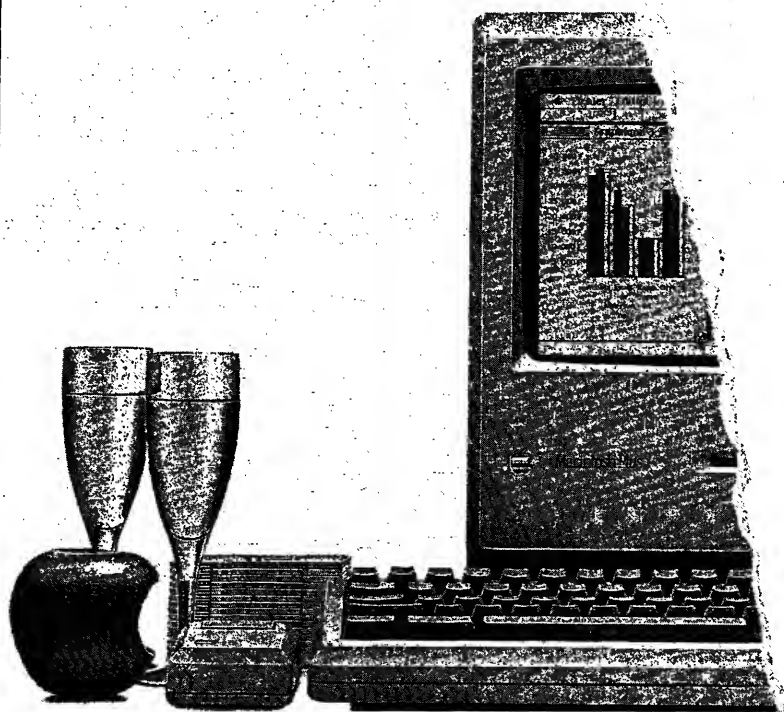
Vainqueur de l'Argentine-Angleterre et de l'Espagne-Belgique, 25 juin, à Guadalajara, TF 1, 19 h 55 ; vainqueur du Brésil-France et de l'ITA-Mexique, 25 juin, à Mexico, A 2, 23 h 55.

FINALE

29 juin, à Mexico, A 2, 19 h 55.

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

Voici un morceau d'Apple Expo. Le reste vous attend à La Villette.



Nous ne pouvons vous montrer qu'un morceau d'Apple Expo, car il est extrêmement difficile de faire tenir 12.000 m² sur une page : Apple et ses partenaires se sont en effet rassemblés dans la Grande Halle, à La Villette. Pendant quatre jours vous pourrez faire le tour de l'univers Apple, passer en revue tout le matériel et tous les logiciels,

participer aux ateliers d'initiation permanents, assister aux débats et conférences, rendre visite au Club Apple, et aussi assister à des spectacles, jouer avec Apple, boire un verre pour finir la journée... A Apple Expo, du 19 au 22 juin, il ne faut qu'un morceau de votre emploi du temps pour trouver des réponses à vos questions, qu'elles concernent

l'entreprise, le monde de l'éducation ou vos passions personnelles...

Pour en savoir plus sur Apple Expo et participer à un jeu-concours. Consultez sur minitel SEVIL, le serveur de la Cité des Sciences et de l'Industrie, n° d'appel 36.15.91.77 : Code d'accès : SEV. Mot clé : Apple.



Apple Expo : 19, 20, 21, 22 juin - La Grande Halle - La Villette.

Porte de Pantin. Métro Porte de Pantin. Parking



la grande halle

Tous les jours de 10 heures à 19 heures.



20 - Lettres étrangères : l'édition des « Cantos » d'Ezra Pound

Le Monde DES LIVRES



François George vu par Trudi Jung.

Attention philosophie !

Les Sillages
de François George
l'empêchent de dormir tranquille.

FRANÇOIS GEORGE est singulier. Alors qu'une sérieuse bêtise étouffe souvent la gravité de l'humour, il a su rappeler que la philosophie est factieuse dans l'âme. A le lire, on se dit que la torpille nommée Sorcière inaugure les farces et outrages de l'Occident.

Encore adolescent, ce malappris fait l'Autopsie de Dieu (Julliard, 1965), pour constater que le cadavre, décidément, ne bouge plus. Aussitôt prof, il fait des édifices cinglants à l'enseignement avec *Prof à 7* (10-18, 1976), roman jngé « dangereux » et « fascinant » par le Centre d'études et de recherches marxistes, qui l'accuse de « rétro-sartrisme ». Trop bon cœur pour attrister le parti, François George plaide *Pour un ultime hommage au comrade Staline* (Julliard, 1979) et analyse ses *Souvenirs de la maison Marx* (Christian Bourgois, 1980). Entre-temps, il a décodé la présence, incontestable mais occultée, d'Arène Lupia chez Aristote (*La Loi et le Phénomène*, Christian Bourgois, 1978 - ce livre, trop peu lu, est un chef-d'œuvre en son genre).

Comme le semblait n'être pas son fort, il invente de nouvelles aventures de Tintin chez les lacédémoniens, qui s'écrivent une étonnante

pagaille (*l'Effet You de Poëte*, Hachette, 1979). Il y montrait, en substance, que si le roi Lacan n'est pas tout à fait nu, la cour aurait tort de se croire habillée.

La pesanteur des « ongles de plomb », comme disait Nietzsche, n'apprécie guère ces malices. Mais François George est déjà ailleurs : sa singularité est d'être multiple. Ses pseudos, dans les *Temps modernes* ou ailleurs, en témoignent. Son *Histoire personnelle de la France* aussi (Balland, 1983, rééd. « Points », Seuil, 1984) qui fit découvrir une sensibilité d'une exquise décadence.

Une invention diabolique

Secrétaire des débats à l'Assemblée nationale, il dirige la revue *Liberté de l'esprit* chez Balland, puis chez Hachette. La plupart des « essais philosophiques et littéraires » que rassemble *Sillages*, son dernier livre, y sont parus. A l'intention des poids lourds de la dialectique, un peu de l'impasse : Attention, philosophie. On quitte en effet la terre ferme des signes convenus et des traces rassurantes pour repérer au loin, sur l'océan, l'écume persistante de quelques esprits naviguant en solitaire.

« Ils ont nom Jankélévitch, Merleau-Ponty, Aron, Husserl mais aussi bien Descartes, Freud, Sartre. Ou encore Debussy, Chopin, Proust, histoire de rappeler que la pensée n'est pas affaire réservée. La rhapodie pourrait paraître dispersée. Sa thématique en fait l'unité, aussi

singulière et dangereusement maligne que son auteur. Que dirai-je ? Que la philosophie est un dérivement - non par de « tous les sens », à la manière de l'enfer poétique de Rimbaud, mais de toutes les significations. »

ROGER-POI DROT,
(Lire la suite page 19.)

Ali Haroun et la septième wilaya

Un des épisodes peu connus de la guerre d'Algérie : les combats du FLN en France

C'EST par la presse que les quelque trois cent mille Algériens vivants alors en France ont appris, comme d'ailleurs la quasi-totalité de leurs compatriotes, le déclenchement, le 1^{er} novembre 1954, de la guerre de libération de leur pays. Le petit groupe d'hommes résolus qui a pris la décision de recourir aux armes et de créer une nouvelle structure, le Front de libération nationale (FLN), a préparé son action dans la plus stricte clandestinité, en marge du mouvement nationaliste dirigé par Messali Hadj, et paralysé par ses querelles internes. Très vite, tandis que se développaient dans les Aurès et en Kabylie les premiers maquis, les dirigeants du FLN vont se préoccuper de leur implantation dans l'émigration afin de la lancer dans la lutte. Il leur faudra trois années pour y parvenir, mais à compter de 1958 la Fédération de France du FLN apportera à l'effort de guerre une immense contribution, au prix de très lourds sacrifices humains.

Cette histoire demeurait largement ignorée. Dans sa grande fresque de la guerre d'Algérie qui reste encore, en dépit de son caractère journalistique, le principal ouvrage de référence sur cette question, Yves Courrière ne lui consacra que peu de place. Hervé Hamon et Patrick Rotman ont mené l'enquête sur « les porteurs de valise ». Français ou étrangers, membres des réseaux de soutien au FLN qui, en transportant les fonds collectés auprès des travailleurs, en louant des appartements, en accueillant des militants pourchassés, en organisant des filières pour le passage clandestin des frontières, ont apporté à la Fédération de France une aide inestimable.

Mais la voile restait jetée sur l'organisation et l'action des principaux acteurs, les responsables algériens de l'immigration. C'est ce volet que vient de lever l'un d'entre eux, Ali Haroun, qui fit partie, de 1957 à 1962, du Comité fédéral de cinq hommes chargés de diriger le FLN en France.

La France, ou plutôt la « métropole », selon l'expression utilisée à l'époque, Ali Haroun

avait de bonnes raisons de la connaître. Il avait suivi, rue Soufflot, ses études en droit au début des années cinquante avant de s'inscrire, en 1952, au barreau d'Alger. C'est à Paris aussi qu'il a fait, avec M'Hamed Yazid ses premières armes de simple militant nationaliste au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, le MTLD de Messali Hadj.

La mémoire vivante de l'organisation

Dès les premiers mois de la guerre il établit le contact avec le Front et se met à sa disposition. Il souhaite combattre dans sa ville natale, Alger, mais les dirigeants en décident autrement. Ils l'obligent dans l'équipe qui, sous la direction d'Omar Bouadou, est chargée de prendre en main la Fédération de France du FLN, déjà décapitée à deux reprises par la répression. Dans cette équipe qui comprend également Abdelkrim Souici (trésorier), Kader Ladani (organisation), et Saïd Bonaziz (action armée), Ali Haroun est chargé plus spécialement de l'information et du soutien aux citoyens. Rapporteur du Comité fédéral, c'est lui qui élaborera et présentera chaque mois le rapport de synthèse des différents secteurs d'activité.

Veritable mémoire vivante de l'organisation, Ali n'était mieux placé que lui pour écrire son histoire. Il s'y est employé à partir de 1962 pour, dit-il, rendre justice aux sacrifices d'une émigration marginalisée, non seulement en France mais aussi dans son propre pays, où elle est à la fois enviée et méprisée, et lui redonner, en lui permettant de se réapproprier un passé glorieux, sa fierté et sa place qui est grande dans l'histoire de la nation.

L'Algérie occulta encore aujourd'hui une très large partie de son passé et les jeunes générations apprennent une histoire tronquée, mutilée, largement réécrite pour les besoins du régime.

DANIEL JUNKOA,
(Lire la suite page 18.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Le Rêve de Saxe, de Michel Chaillou

Sous les draps du dix-huitième siècle

AIMER les mots et aimer les corps, c'est tout un. Deux siècles de concepts et de morale ont enserré cette vérité croissante. La volée rétablit, avec une érudition et une lecture qu'on croyait éteintes à jamais. Pour y arriver, il fallait un gentil obsédé. Il s'appelle Michel Chaillou. Fournier de paragraphes - ces bosquets, - marieur de genres, on l'a déjà vu, comme Domestique chez Montaigne, accouper l'histoire et la géographie, pas moins...

Le narrateur du Rêve de Saxe a la cinquantaine rêveuse et siffle. Il enseigne à Saint-Denis. Il y apprend à dévorer le passé déposé au creux des mots, la matière même du monde ; on arrive ses élèves. Il a une femme, Michèle, qu'il prend parfois pour une comédienne du dix-huitième siècle, la Geussan, et qui consent au fantasme du bout des lèvres - c'est le prix de la tranquillité, avec les maniques. Il y a aussi la putte, la fille David, pinetée, baignée par la culture paternelle mais fletant que celle-ci tourne à l'idée fixe et pas nette.

Notre homme mijote un essai sur l'amour ; pas celui de Rougemont et ses sublimations, l'amour tel qu'il se fait et se chuchote au creux des courtes. Le dix-huitième siècle lui trotte dans la tête et ailleurs, avec l'obsession d'une potrine de caillasse dans la cornière d'un hyacinthe. Tel l'adolescent qui gèle dans les dictionnaires l'information sexuelle refusée par les adultes, il aborde le fichier de la Bibliothèque nationale par tous les vocables de la tendresse et de la salacité. Dans le même temps, il a trouvé aux Pucos un libellé de Saxe, un couple au clavier, des gestes exquis... Et voilà lancée la machine à dire le désir, ce drôle de dédale soyeux, la littérature !

N'ATTENDEZ pas du construit. L'émou n'échafaude, n'accumule, que dans les catalogues de vente par correspondance pour jeunes mariés. Dans la vie, il se cogne aux vitres, il tourne autour de sa joie comme chatte au poêle, il se cherche des racettes. Le jour de 847 de notre ère où, du kazoï découvert en Saxe, sont nés la porcelaine et son charme suspendu, l'amour n'a-t-il pas marqué un point ? Telle est la question qui fuse, sous l'anecdote à tout va.

Fou du dix-huitième siècle, c'est peu dire : l'auteur du Rêve de Saxe connaît les dessous de la période comme on sait par cœur un corps aimé. Il a réédité dans les moindres ruelles, reniflé les recoins des biographies, là où se sent bon le drap froissé, à mi-chemin des châteaux et des théâtres libidineux, entre les bras des cettins. Chaque porche du vieux Paris attire son anecdote piquante, chaque non-propre entraîne sa précision guillarde, sa généralité de la cuisine gauche.

Parfois, comme à regret, notre érudite vient respirer à la surface du présent : les sondages débiles, les autoroutes bouchées, les amis de l'Association de défense et illustration de la littérature contemporaine (ADILC), Deguy l'insouciant, Trassard le rustique, Florence Delay qui d'enthousiasme, Réda, Roubaud, un conservateur étonné, une bouquiniste emma, une chineuse à chandail rayé... Mais c'est pour replonger plus dédaigneusement dans les intrigues et les somniers du Siècle des Lumières, pour voir baliser M^{re} de Boufflers, l'épouse agressive du duc de Luxembourg, pour surprendre, avec M^{re} Longuet, les extases suspectes de M^{re} Marguerite Alacoque, pour constater, avec des « matrones jurées », le dépeçage d'Henriette Péladre par Simon, bien nommé « le Brégerd »...

LES archives, ce borbien de l'imaginaire ! Chaillou le feuille-lette, l'effeuille. La loi est son cousin, et le passé, son contemporain. Les Mémoires de Marmontail, voilà son acoustique, son Liban, sa loi sur la presse, sa tête du soir. Il peut vous dire qu'il jouit dans telle tragédie de Thomas Corneille, en 1730. Mieux qu'un roman historique, il écrit sur le romanesque de l'histoire ; pas l'intemporal, l'attendrissant de ressemblance, d'écho en mondanité coquines, il devient important.

plus important que notre présent befoilleux, de savoir que la Du Barry détestait Marmontail, que Mademoiselle de Sains a débuté dans Hermione en 1724, que le danseur Deuberval a créé Zelle en 1748, mais si : Zelle, de Rameau et Caluste ! A la piscine, en se réchauffant avec son fils, l'auteur a mieux à faire que pérorer, crawl et chlore : il raconte les sœurs Vertières, les sœurs de George Sand, la bataille de Fontenoy ou, puisqu'on est aux bords, la reine Leszcynska barbotant chez le roi en 1748 ; un 15 décembre, s'il vous plaît.

(Lire la suite page 21.)

Au printemps 1793, aux Sables-d'Olonne assiégé par l'insurrection vendéenne

JEAN HUGUET

LES TAMBOURS DE LA BOURGIGNONNE roman

Par l'auteur de :
UN CŒUR D'ÉTOFFÉ ROUGE
Le mythe et l'histoire

ROBERT LAFFONT

PRIX VALÉRY LARBAUD

René de CECCATTY



L'or et la poussière

récit
GALLIMARD *rnf*

Professeur Song Tian Bin

ATLAS DES LANGUES ET DES ENDUITS LINGUAUX EN MÉDECINE CHINOISE

L'examen de la langue est un outil de diagnostic et de pronostic mis au point par des générations de praticiens. Il permet une évaluation précise de l'effet de toute thérapie: acupuncture, psychothérapie, phytothérapie, phytosydes chinois ou occidentaux, diététique, homéopathie, ostéopathie ou chiropraxie, etc.

- Plus de l'ouvrage (648 pages)
- données fondamentales du diagnostic par l'observation de la langue
- 257 photos en couleur
- commentaires en 6 langues: chinois, anglais, français, allemand, espagnol, italien
- index des affections occidentales correspondantes.

Documentaire:
EDITIONS DU PEUPLE (PEKIN)
SINOMEDIC S.A.
B.P. 217 - 47330 BOERSCH
N.B.: Cet ouvrage n'est pas distribué en librairie.

PRIX DES CRITIQUES
Fondation Florence J. GOULD

Bruno GAY-LUSSAC



Mère et fils

récit
GALLIMARD *rnf*

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ESSAIS

Regard

sur la planète Borges

Prenez les textes de José Luis Borges, l'ensemble est volumineux mais fini, malgré les trompes-l'œil. Ajoutez-y les entretiens, conférences, interventions et autres prises de position de l'auteur, l'ouvrage est complet. Collationné, corrigé, révisé, il est offert depuis trente ans, et singulièrement en France. Collationné, corrigé, révisé, il est offert depuis trente ans, et singulièrement en France. Collationné, corrigé, révisé, il est offert depuis trente ans, et singulièrement en France.

Vous obtenez ce qu'Eric Riemand appelle la « culture borgesienne », dont il présente avec pertinence non la cartographie détaillée, mais quelques problèmes. La fil conducteur de ce court essai finement documenté est la question de l'inséparable engagement-désengagement politique de l'écrivain argentin. Enfilade d'articles ou de paratextes, sceptique ou progressiste, indifférent ou objectivement réaliste, national ou cosmopolite ? Tour à tour ?

L'auteur, dont c'est le premier livre, ne trahit pas ces questions. Il montre comment elles peuvent servir à lire, plutôt qu'à traduire, la poésie borgesienne.

On aurait aimé que cet abrégé fût moins bref, et d'une écriture plus éblouissante. Mais, tel quel, il n'est pas moins fort suggestif, et ses esquisses bibliographiques sont utiles à tous les habitants de la planète Borges.

R. P.-O.
* ABRÉGÉ DE CULTURE BORGESIANNE, d'Eric Riemand, traduit de l'anglais par Armado Uribe, Noël Blandin éditeur (17, place des Vosges 75004 Paris) 160 p., 20 F.

POÉSIE

Les plaisirs

de C. M. Cluny

Claude Michel Cluny appartient maintenant à certains auteurs de poèmes qui se soucie plus de proposer des œuvres abstraites que de s'imprimer guide de leur atelier de fabrication.

Asymétries, son dernier recueil, a l'aspect caractéristique d'un certain goût français. Tour à tour lyrique ou désolé, C. M. Cluny explore à l'extrême les possibilités de la poésie.

La simplicité poétique, en ses plus beaux moments, est l'assurance d'une maturité poétique et secrète: « La lune dort ornant le ciel ».

La simplicité poétique, en ses plus beaux moments, est l'assurance d'une maturité poétique et secrète: « La lune dort ornant le ciel ».

La simplicité poétique, en ses plus beaux moments, est l'assurance d'une maturité poétique et secrète: « La lune dort ornant le ciel ».

La simplicité poétique, en ses plus beaux moments, est l'assurance d'une maturité poétique et secrète: « La lune dort ornant le ciel ».

La simplicité poétique, en ses plus beaux moments, est l'assurance d'une maturité poétique et secrète: « La lune dort ornant le ciel ».

La simplicité poétique, en ses plus beaux moments, est l'assurance d'une maturité poétique et secrète: « La lune dort ornant le ciel ».

La simplicité poétique, en ses plus beaux moments, est l'assurance d'une maturité poétique et secrète: « La lune dort ornant le ciel ».

La simplicité poétique, en ses plus beaux moments, est l'assurance d'une maturité poétique et secrète: « La lune dort ornant le ciel ».

La simplicité poétique, en ses plus beaux moments, est l'assurance d'une maturité poétique et secrète: « La lune dort ornant le ciel ».

La simplicité poétique, en ses plus beaux moments, est l'assurance d'une maturité poétique et secrète: « La lune dort ornant le ciel ».

DERNIÈRES LIVRAISONS

SOUVENIRS

* Duc de Brissac: le Château d'en face, 1874-1985. — Né avec le siècle, le duc de Brissac poursuit, dans la quatrième volume de ses Mémoires, le récit de ses faits et gestes personnels et familiaux, mêlés aux événements du vaste monde, de la défection présidentielle de 1974 à sa démission de la présidence du Jockey Club (Grasset, 234 p., 98 F.).

CORRESPONDANCE

* Marcel Proust: Correspondance, tome XIV (1915). — La publication de la correspondance de Proust, établie, présentée et annotée par Philip Kolb, se poursuit chez Plon. 1915, année noire et douloureuse pour l'écrivain, avec la mort d'Amélie, les préoccupations liées à sa situation militaire, mais aussi étonnante, les crises d'asthme... (Plon, 400 p., 180 F.).

HISTOIRE

* Jean Markale: Montségur et l'Enigme cathare. — Spécialement consacré à Montségur, Jean Markale a parcouru les paysages cathares, après de nombreuses recherches, plus modestes, l'hypothèse d'une relation entre le « trésor » des cathares et le Saint-Grial semble à l'auteur « la plus logique et la plus vraisemblable » (Payot-Gérard Verdier, 317 p., 95 F.).

ESSAIS

* Petr Fiedusz: L'Esprit post-totalitaire, précédé de *Devenir le bien et mal* d'André Glucksmann. — La livre de Fiedusz introduit l'après-Ouvrier, écrit André Glucksmann. L'ère post-totalitaire se caractérise par la confusion entre la notion de bien et de mal, par l'incapacité à penser le mal comme tel. L'écrit de l'Occident contemporain, permet à l'auteur de constater « la notion du caractère singulier de

l'Occident pour expliquer la naissance du monde moderne ». Son analyse porte sur les sphères du religieux, de l'économie, de la politique et du droit (Lamond Colin, 198 p., 78 F.).

RELIGION

* Ouvrage collectif: Rencontre de religions. Ce volume reproduit les actes d'un colloque qui s'est tenu à Paris en juin 1981, sous l'égide de l'Académie royale irlandaise. Parmi les intervenants, signalons: Georges Duménil, Michel Maffesoli, Louis-Vincent Thomas, Régis Boyer... (Les Belles Lettres, 138 p., 110 F.).

POLITIQUE

* Centre d'études comparatives des systèmes politiques: Les Régimes semi-présidentiels. La notion de « régime semi-présidentiel » — un président élu au suffrage universel et possédant de pouvoirs propres relativement étendus; un gouvernement responsable devant le Parlement — caractérise les systèmes politiques de plusieurs pays européens. Sous la direction de Maurice Duvoyé, de nombreuses personnalités se sont réunies, exprimées sur ce thème. Le présent ouvrage contient leurs interventions, et les débats auxquels elles ont donné lieu (PUF, 367 p., 300 F.).

CIVILISATION

* Alexandre Bouët et Olivier Perrin: Brak-bat ou le Vie des Bretons de l'Armorique. Rédigé dans les années 1830-1840 par Alexandre Bouët, et illustré de gravures dues à Olivier Perrin, cette « galerie bretonne du mort, usages et costumes des Bretons de l'Armorique », s'écrit, selon Bernard Gendès qui en présente la rédaction, contre les redoutables images d'Épinal de l'époque et dresse le tableau vivant d'une « société parfaitement cohérente et organisée » (Seghers, 349 p., 88 F.).

CRITIQUE LITTÉRAIRE

* Philippe Renaud: Ramus ou l'intensité d'un être. Cette lecture du grand écrivain suisse romand fait, avec élégance, dans l'optique des sciences humaines et de la théorie littéraire contemporaine (L'Arche, diff. SEDES, 203 p., 95 F.).

publié un an plus tard; les deux versions françaises, celle de Baudouin et celle de Maffesoli; la traduction portugaise due à Fernando Pessoa (1924) — sont accompagnées d'un texte de Claude Michel Cluny et de reproductions d'œuvres du peintre portugais Júlio Pomar.

Le poète, comme la peinture, découvre son espace à mesure qu'il le crée; il ne crée pas ce qu'il regarde mais ce qu'il voit (...).

Enfin, on peut dire, en un passage à Scott C. M. Cluny.

* ASYMÉTRIES, de Claude Michel Cluny. Éditions Le Différence, 101 p., 44 F. Le jury du prix Apollinaire, présidé par Robert Mallier, vice-président de l'Académie, a choisi C.-M. Cluny pour ce recueil.

* LE LIVRE DES QUATRE CORDEAUX, de Claude Michel Cluny et Julie Pomar, éditions La Différence, 147 p., 285 F.

Ces « quatre cordes », de Claude Michel Cluny et Julie Pomar, éditions La Différence, 147 p., 285 F.

Ces « quatre cordes », de Claude Michel Cluny et Julie Pomar, éditions La Différence, 147 p., 285 F.

Ces « quatre cordes », de Claude Michel Cluny et Julie Pomar, éditions La Différence, 147 p., 285 F.

Ces « quatre cordes », de Claude Michel Cluny et Julie Pomar, éditions La Différence, 147 p., 285 F.

Ces « quatre cordes », de Claude Michel Cluny et Julie Pomar, éditions La Différence, 147 p., 285 F.

Ces « quatre cordes », de Claude Michel Cluny et Julie Pomar, éditions La Différence, 147 p., 285 F.

SCIENCE-FICTION

La fonction extraterrestre



Si la science-fiction n'est pas le remède gisant à l'indécision des hommes vers lequel se détournent les esprits, il reste que l'extraterrestre occupe une place importante: fonction narrative autant que figure poétique, l'extraterrestre moderne « situe » l'énigme. Les jeunes auteurs ne s'y trompent pas: ils reviennent à cette figure longtemps délaissée pour la modifier de fond en comble et lui faire jouer un rôle nouveau, plus noble et plus intéressant.

Les extraterrestres de Richard Canal — dont la collection « Fictions » des éditions La Découverte publie le premier roman, *La Malédiction de l'éphémère* — font à la fois preuve d'une remarquable maîtrise et d'une maîtrise instantanée. Après avoir provoqué la troisième guerre mondiale et laissé derrière eux les « zones Z », redoutables entités extraterrestres, ils ont regagné leurs planètes et abandonné l'humanité meurtrie à son sort. Si on ne les voit jamais, et si Richard Canal ne les décrit pas, ils jouent néanmoins un rôle décisif dans le récit. Le trafic d'œuvres d'art et les affrontements désespérés qui constituent les deux principales lignes narratives se situent littéralement au cœur d'une invisible et menaçante présence. Le roman de Canal procède par enfoncements successifs et consensuels. Tout y est enroulé et, en dépit de la violence de leurs efforts pour échapper à leur sort, les personnages ne parviennent jamais qu'à changer de prison, à se heurter à de nouveaux murs, imbricés et de plus en plus denses. Les extraterrestres sont l'ultime mur, celui que l'on sait là sans le déjouer.

Avec la *Malédiction de l'éphémère*, Richard Canal donne un livre urgent, tout entier mis par cette énergie du désespoir qui, en France, a déjà inspiré un Pierre Pelot avec le bonheur que l'on sait. Conçu, fort, ce roman réaffirme la bonne santé de la jeune science-fiction française... et le bon goût des directeurs littéraires de la collection. (Richard Canal, *La Malédiction de l'éphémère*, éditions La Découverte, collection « Fictions », 180 p., 35 F.).

Dans son quatrième livre, ORA: CLE (son premier roman traduit en français), Kevin O'Donnell décrit des étrangers qui s'apparentent davantage à des créatures de jeu vidéo qu'à de grands jéges cosmiques. Le ton du roman est donné par l'attitude baroque des « Ducs »: grandes ailes, griffes, tendance obsessionnelle à attaquer les humains et à leur couper le nez... Les extraterrestres de Kevin O'Donnell ne sont manifestement pas destinés à être créés, même si la menace qu'ils représentent au sein du roman est bien réelle. Là encore, le livre est: « l'image des étrangers qu'il se donne: drôle, vaguement inquiétant et dénué. Les appartements qu'on ne quitte

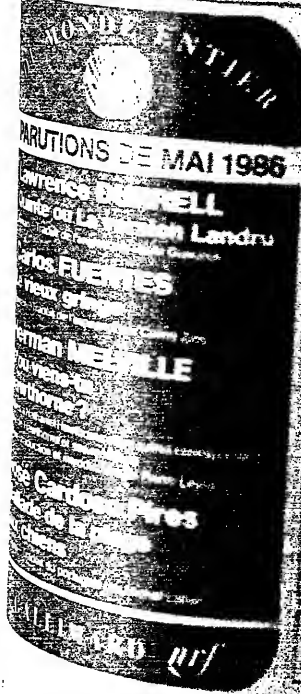
jamais, les complots meurtriers, les disséminations écologiques, les catastrophes sociales et technologiques — tous les thèmes classiques d'une certaine science-fiction sont abordés avec un humour poétique. A l'opposé du *Neuromancien* de William Gibson, ORA: CLE n'insère pas sur le côté noir des choses; sa société tout entière informée n'inquiète pas: elle fait rire.

ORA: CLE restera sans aucun doute une des meilleures surprises de ces derniers mois. On ne peut que se réjouir de voir les éditeurs français s'ouvrir massivement à la production de ces jeunes auteurs américains dont l'esthétique et le style ne sont pas si éloignés de ceux des romans nationaux. (Kevin O'Donnell, ORA: CLE, traduit par Jacques Polanis, éditions Robert Laffont, collection « Ailleurs et demain », 394 p., 95 F.).

Enfin, pour les amateurs de créatures plus « exotiques », David Brin a campé dans son *Marée* une véritable galerie d'extraterrestres insolites et belliqueux à souhait. A partir d'un schéma connu — un vaisseau spatial traqué par les flottes galactiques et contraint de se poser en catastrophe sur une planète inconnue — David Brin élabore un roman original et séduisant. C'est que les véritables étrangers du livre ne sont pas les Tyrimiens, les Soro ou autres Kanans, mais bel et bien les dauphins qui constituent l'essentiel de l'équipage du vaisseau échoué, et dont l'auteur a pris soin de développer la psychologie, la culture et la langue. Si *Marée* est bien un vrai roman d'aventures, simple, rapide, captivant, il présente l'intérêt supplémentaire de développer ce que d'autres auraient consigné à l'oubli: la culture et la langue. (David Brin, *Marée*, traduit par Gérard Labrec, éditions J'ai lu, collection « Science-fiction », 540 p., 26 F.).

Signalez rapidement, dans un registre différent, la parution de la nouvelle édition de l'anthologie espulsaire *Univers*, dirigée cette fois-ci par Pierre K. Rey, spécialiste réputé de la nouvelle science-fiction américaine, qui figure en très bonne place au sommaire de ce numéro: Kim Stanley Robinson, Gerdner Dorris, Carter Scholz, Connie Willis... des auteurs dont nous aurons l'occasion de parler longuement à la rentrée. Côté français, une superbe nouvelle signée Dunyach, Jean-Pierre April, etc. *Univers* reste un livre indispensable pour tous ceux qui désirent suivre ce qui se passe vraiment dans la science-fiction actuelle. (*Univers* 1986, éditions J'ai lu, collection « Science-fiction », anthologie réunie par Pierre K. Rey, 382 p., 22 F.).

EMMANUEL JOUANNIE.



**LIVRES
A VENDRE ?**
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
42-88-58-06.

VOUS ECRIVEZ ?
Romans, poésies, récits, essais, mémoires. Nous vous éditerons sous contrat garantissant vos propriétés littéraires, commerciales et la publicité.
Renseignements : Editions La Bruyère, 128, rue de Belleville, 75020 Paris.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 29 de la loi du 11-03-57 sur la propriété littéraire.
Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M., 1, rue Charlemagne 75004 Paris
Tel. : 48 87 08 21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

LUCETTE FINAS



La Toise et le Vertige

des femmes
1986

● HISTOIRE

Ali Haroun et la septième wilaya

(Suite de la page 15.)

Les livres sur la guerre de libération ou sur l'histoire du mouvement national de sous-fractions, qu'ils soient écrits par des auteurs étrangers comme Yves Courrière, ou algériens comme Mohamed Harbi, dont les contributions sont pourtant essentielles. Il en sera probablement de même pour la *Septième Wilaya* d'Ali Haroun. Car l'auteur, n'oubliant pas sa formation d'universitaire et sa pratique de juriste, cultive le respect des faits. Il s'est attaché à faire œuvre d'historien au-delà de toute préoccupation partisane.

C'est donc avec une grande objectivité qu'il évoque l'une des pages les plus tragiques, et soigneusement tenue sous le boisseau, de la lutte des Algériens pour l'indépendance : le conflit fratricide et horriblement sanglant avec les partisans de Messali Hadj, qui regroupés au sein d'un nouveau parti, le Mouvement nationaliste algérien (MNA), vont refuser le leadership du FLN. Révoquant la direction d'une guerre qu'ils ne considéraient pas, ils vont aller, pour combattre le FLN, jusqu'à accepter l'appui de plus ou moins ouverts services de police français. Au moment du déclenchement de l'insurrection, les messalistes disposaient en France d'un appareil puissant, politique et syndical, entièrement acquis au vieux « Zaim » dont le prestige était immense et qui, revendiquant le titre de père de la nation, pratiquait sans vergogne le culte de la personnalité. Le FLN ne devait ainsi mener une guerre sur deux fronts : contre le MNA, d'une part, contre le « colonialisme français », d'autre part, les deux combats finissant par ne faire qu'un.

Pour les messalistes, il importait de dissuader, par la terreur s'il le faut, les militants de base et les travailleurs, de rejoindre les rangs du FLN. D'où nombre de mitraillages aveugles de cafés et de foyers, présents par les autorités, qui fermaient pudiquement les yeux, comme des « règlements de comptes entre Nord-Africains ».

Abdelhak Filali et Ahmed Belkhal, exécutés par des commandos FLN. Progressivement, les frontistes vont étendre leur quadrillage jusqu'à contrôler, à la fin de 1956, la quasi-totalité de l'émigration, à l'exception du nord de la France, où le MNA gardera jusqu'au bout de fortes positions. Tout cela n'empêche pas Ali

Haroun de faire fi de la fibre mise au point pour doter les groupes de choc de l'organisation des armes indispensables. Durant toute la guerre, celles-ci ont voyagé dans des voitures truquées, spécialement aménagées dans des ateliers secrets en Allemagne. Jamais aucune d'entre elles n'a été interceptée. En revanche, l'opération « Théorème » menée pour faire s'évader du château de Turquant les cinq ministres du GPRA, dont Ben Bella, qui y étaient détenus, échoua, mais de peu. Des militants transférés de froid avaient été des jours durant dans le réseau de champagneoisières qui trouvaient comme du gruyère les faibles bords de la Loire. Ils avaient fini par trouver une galerie dominait accés directement au château. Un chapitre décrit également la tentative pour fabriquer à Osnabrück en Allemagne, dans une imprimerie clandestine équipée de matériels les plus modernes, plusieurs milliards de francs de faux billets, ce qui aurait porté un coup grave à l'économie française. La trahison d'un agent de la Quatrième Internationale, retourné par la police, mit un point final à cette aventure, alors que les premiers billets, parfaitement limités, commençaient à être imprimés.



Les responsables de la Fédération de France du FLN réunis à Essen (Allemagne fédérale) en 1960 : de gauche à droite, Abdelhak Filali, Ali Haroun, Mohamed Harbi, et Kaddouf Ladani.

Pour les responsables du FLN, qui respectent les règles d'une stricte clandestinité, il s'agit au contraire d'éliminer de façon sélective les cadres du MNA et de son syndicat, l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA), qui a pignon sur rue.

Le reflux messaliste commence à l'automne de 1957 avec la mort de plusieurs dirigeants de haut rang : Mohamed Semmache,

Haroun de donner à Messali Hadj la place éminente qui lui revient dans l'histoire du nationalisme algérien et de lui rendre hommage.

Cette même volonté d'objectivité et d'apaisement se manifeste lorsque l'auteur évoque les relations avec la France et les partis politiques de gauche. S'il dénonce avec vigueur la politique de répression menée par les différents gouvernements qui se sont succédés à Paris durant la guerre, il salue l'action des nombreux Français qui, à titre individuel, ont apporté leur soutien ou même simplement leur sympathie au Front. Et il opère soigneusement une distinction entre le colonialisme français et la France. De la même façon, s'il condamne la politique du PCF qui s'est associée à la répression dans un premier temps, puis a refusé un soutien autre que verbal et ambigu aux nationalistes dans un deuxième, Ali Haroun met l'accent sur le courage des militants communistes qui, passant outre aux consignes de leur parti, se sont engagés dans une aide concrète, au risque d'être dévoués, voire exclus par le PC.

Plusieurs milliards de faux billets

Cette volonté d'impartialité fait le prix de cet ouvrage qui fourmille par ailleurs d'informations, dont certaines inédites pour le grand public, et même sans doute pour les spécialistes. Ali Haroun n'a pas su toujours totalement maîtriser l'abondance des documents, et son propos gagnerait parfois à plus de concision. Mais les différentes fonctions de la *Septième Wilaya* sont parfaitement analysées et présentées : collecte des fonds, qui atteignent, dès 1958, 4,5 milliards de francs et assurent un gouvernement provisoire de la République algérienne une précieuse indépendance financière ; lutte armée avec l'ouverture, le 25 août 1958, du « second front » ; aide aux insoumis et délégués et combattants par ces derniers, notamment avec deux longues grèves de la faim pour obtenir le statut de prisonniers politiques.

L'auteur sait faire preuve d'humour pour évoquer les succès, mais aussi les échecs du FLN. Au rang des premiers, l'auteur range sans conteste la par-

fois fiabilité de la fibre mise au point pour doter les groupes de choc de l'organisation des armes indispensables. Durant toute la guerre, celles-ci ont voyagé dans des voitures truquées, spécialement aménagées dans des ateliers secrets en Allemagne. Jamais aucune d'entre elles n'a été interceptée. En revanche, l'opération « Théorème » menée pour faire s'évader du château de Turquant les cinq ministres du GPRA, dont Ben Bella, qui y étaient détenus, échoua, mais de peu. Des militants transférés de froid avaient été des jours durant dans le réseau de champagneoisières qui trouvaient comme du gruyère les faibles bords de la Loire. Ils avaient fini par trouver une galerie dominait accés directement au château. Un chapitre décrit également la tentative pour fabriquer à Osnabrück en Allemagne, dans une imprimerie clandestine équipée de matériels les plus modernes, plusieurs milliards de francs de faux billets, ce qui aurait porté un coup grave à l'économie française. La trahison d'un agent de la Quatrième Internationale, retourné par la police, mit un point final à cette aventure, alors que les premiers billets, parfaitement limités, commençaient à être imprimés.

Mais les pages les plus bouleversantes sont consacrées à la répression. Pour évoquer le sort des condamnés à mort, Ali Haroun laisse la parole à l'un d'entre eux, Moussa Lachkar. Il reproduit intégralement le journal de cet homme qui attendait en angoisse au fort Montchoux, à Lyon, son exécution, et verra partir avant lui onze de ses camarades. Par sa sobriété et sa force, ce texte constitue le plus puissant des réquisitoires contre la peine de mort. L'auteur a également recouru à des témoignages pour relier la terrible répression menée, par des forces de police haineuses, contre les cinquante mille Algériens qui ont manifesté à Paris, le 17 octobre 1961, pour protester contre l'instauration, à leur encontre, d'un couvre-feu. Et il avance un bilan minimal de deux cents morts et deux mille trois cents blessés, d'autant plus significatif que les cortèges étaient pacifiques et désarmés, et qu'ils comprenaient dans leurs rangs des femmes et des enfants.

Pages sombres de l'histoire de France où l'on mesure combien la torture n'était pas circonscrite à l'Algérie. Elle fut même systématiquement lorsque furent installés au cœur de la capitale des unités de harkis agissant totalement en marge de la Magasin.

C'est un livre puissant, voire essentiel, que la *Septième Wilaya*. Essentiel pour les jeunes Algériens, qui pourront mesurer précisément l'apport de l'émigration à la guerre d'indépendance. Essentiel pour les Français, dont c'est aussi, pour le meilleur et pour le pire, l'histoire.

DANIEL JUNQUA.
* LA SEPTIÈME WILAYA, LA GUERRE DU FLN EN FRANCE, 1954-1962, d'Ali Haroun. Seuil, 328 p., 125 F.

**RABELAIS
décrypté**

Il sera lu sténographe plus de quatre siècles pour connaître enfin la clé de l'énigme.
Pendant plus de vingt ans, Claude GARNIER et Roger L. ont consacré un acharnement « cyrillique », à sonder les pages les plus obscures et les plus obscures de l'œuvre la plus énigmatique de la vie populaire médiévale.
Le résultat de cette quête ? Plus intéressant, plus magistral, plus traditionnel, plus séduisant, plus instructif, plus mystique qu'on ne pouvait l'imaginer. Le tout d'un dévouement, avec figures, dans un ouvrage monumental qui paraîtra aux Éditions de septembre à l'occasion du 500^e anniversaire de la naissance de Rabelais et dont la souscription est ouverte au Seuil.
MAISON-NEUVE ET LAROSE
13, rue Victor-Cousin 75005 PARIS
NOM, PRÉNOM, ADRESSE
.....
Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre documentation
« RABELAIS DÉCRYPTÉ ».

40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES

40 Nouvelles



De l'anecdote quotidienne à l'aventure interstellaire. 40 nouvelles pour voyager dans le temps ou l'espace. 40 histoires pour rêver, frémir, s'émerveiller ou sourire.
Des nouvelles de Nadine Gordimer, Michel Grissola, Virgil Tanase, Annie Saumont, Michel Jeury, Danièle Salenave.
Des écrivains français, des écrivains du monde entier : chinois, sud-africain, hongrois, hindou, bulgare, roumain...
Une idée vacances du Monde.
Chez votre marchand de journaux 30 F ou par correspondance.

Le Monde

BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE

nom prénom

adresse

code postal localité MQ 2

nombre d'exemplaires x 33 F (frais d'expédition inclus) = F.

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE
SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES

**SEVERO
SARDUY**



Handwritten signature or note at the bottom of the page.

● AU FIL DES LECTURES

Mourir de sucre

MOURIR de sucre... Quelle boulimie n'en a rêvé les soirs où le chocolat englouti jusqu'à l'écoulement ne parvient qu'à aggraver la pitre idée qu'on se de soi-même l'histoire d'une mort assurée, de Claude Tardet, se fait, à l'approche de ses vingt ans, et solennellement, la promesse d'un suicide au sucre avec profusion. Avec détermination, surtout. Et avec méthode. De cette jeune femme, on ignore le nom. Elle parle à la première personne, ou plutôt écrit, puisqu'elle tient, jour après jour, le journal de sa destruction.

« Elle se construit une belle image de monstre, en regard de sa mère qui est une belle image stéréotypée, explique Claude Tardet. Elle ne met peut-être pas de bouillie, mais d'insouciance. » A travers le journal de son personnage, d'une écriture scrupuleuse, Claude Tardet n'épargne aucun détail de cet enlèvement au sucre, de la victoire de cette jeune femme, de sa vengeance, par la graine et la bouillie, sur sa mère — dont l'écoulement est désormais justifié sur la riposte, — sur ce « Vieux » indifférent qu'elle prenait pour son père et dont elle comprend enfin qu'il n'a pu précéder la petite chose (1,50 mètre) brune et mate qu'elle est, sur la rue où on la regarde avec gêne, sur ses camarades étudiants qui hâtent entre l'horreur de son corps et la fascination de sa culture, sa grâce d'écriture, sa maîtrise intellectuelle.

Rien n'est laissé au hasard. Tout y passe — jusqu'à la nausée pour le lecteur — des substances écœurantes de la solitude et du malheur — bombes de crimes chimiques que l'on consomme couchée pour ne pas devenir difforme, pour en finir avec l'angoisse. Le sucre et le mépris de soi. Claude Tardet, elle, est constamment aux antipodes de la bouillie, et c'est tant mieux, car elle a su en faire un objet esthétique, construire une vraie fiction, avec de belles pages sur le labeur et la jubilation d'avoir osé se choisir une mort répugnante, une mort assurée, dans les replis d'un corps déformant.

On le voit planter ses 80, puis 100 kilos dans les salons de thé, et commander gâteau sur gâteau. Les regards dégoûtés ou stupéfaits l'excitent, comme envoiement qu'elle est sur la bonne voie. Par sa résolution de mourir de sucre, elle a échappé au « triste » sort de ses sœurs en bouillie qui luttent pour ne pas devenir difformes, pour en finir avec l'angoisse. Le sucre et le mépris de soi. Claude Tardet, elle, est constamment aux antipodes de la bouillie, et c'est tant mieux, car elle a su en faire un objet esthétique, construire une vraie fiction, avec de belles pages sur le labeur et la jubilation d'avoir osé se choisir une mort répugnante, une mort assurée, dans les replis d'un corps déformant.

Quand un « personnage » se rebiffe...

ELISABETH BARRILÉ a vingt-trois ans, une écriture vigoureuse et une lucidité qui ne l'est pas moins. Son premier roman, *Corps de jeune fille*, qui met en scène Elisabeth, vingt-trois ans, est peut-être pour partie autobiographique, sans pour autant avoir le facteur des habituels trichonèmes narcissiques. D'une héroïne et d'une crudité redoublées, il affirme tranquillement que les femmes n'ont plus peur d'écrire « ce qui ne se dit pas », et qui concerne leur sexualité, leur intimité.

Aux côtés d'Elise, le personnage principal est « l'Écrivain ». Il l'a abordée au jardin du Luxembourg et se veut connaître sa vie sexuelle tout particulièrement — ses amours, ses souvenirs, ses désirs, ses perversions. On n'en ferait pas de chercher des clés et de compter les écrits de son personnage, mais Elisabeth, vingt-trois ans, est peut-être pour partie autobiographique, sans pour autant avoir le facteur des habituels trichonèmes narcissiques. D'une héroïne et d'une crudité redoublées, il affirme tranquillement que les femmes n'ont plus peur d'écrire « ce qui ne se dit pas », et qui concerne leur sexualité, leur intimité.

Et si *Corps de jeune fille* était une réponse à *Portrait du joueur*, du même Solère (1), et un personnage de ce roman avait décidé de se rebeller contre son créateur ? Il y a dans *Portrait du joueur* une femme d'ingénieur, une, qui s'inscrit avec les hommes par « bonne volonté » — par leur fait tellement plaisir —, mais qui aime à se consacrer, seule, sur fond de musique, et *Quant les hommes me désirent, je leur parle sans m'émouvoir. Refuser les blessures. Refuser les regards encore plus baveux »,* dit Elise dans *Corps de jeune fille*. Quant aux carresses sur fond de musique, il en est longuement question.

Dans *Portrait du joueur*, il y a Sophie, un médecin genevois qui vient à Paris tous les lundis. Dans *Corps de jeune fille*, Jacques, psychanalyste savoyard, passe à Paris une fois par mois. Alors, une réponse de la bague au doigt ? Sans doute. Et avec pensée. Avec un style (brillant, concis) dont on espère qu'après ça débute en fait et ce règlement de comptes — salubre mais code — il tendra ses promesses.

JOYANE SAVIGNEAU.
★ *UNE MORT SUCRÉE* de Claude Tardet. Mazarine, 140 pages, 59 F.
★ *CORPS DE JEUNE FILLE* d'Elisabeth Barrilé. Gallimard, 176 pages, 72 F.

(1) Gallimard 1985.



Debut de CAGNET

● ESSAIS

Attention philosophie !

(Suite de la page 13.)

Avec cette invention diabolique, usage extravagant de l'intelligence, a commencé l'Europe. Socrate s'exile du pays de la croyance pour vivre dans l'incertitude.

Cette œuvre sans fin qui se nomme Occident, cette œuvre qu'est l'Europe, François George la célèbre. Il rappelle que la raison ne mène ni au salut ni au bonheur. Pas même à la vérité. Et pour vivre, c'était mieux avant...

... dans la coïncidence à soi, la bonne santé du mythe et la terre chaude de la croyance, où s'annulaient les certitudes. La philosophie est

désorganisée par essence. Quand ses problèmes se forment, la philosophie s'achève. Le voile tendu sur le vide a commencé de se rompre. Philosophie, « l'homme qui fait de l'angoisse sa propre maison ». La crise des signes est sa terre, et la sage vérité son horizon impossible.

C'est en cela que son jeu n'est jamais, au fond, celui de l'insultation — l'Église, Parti ou Université. Car l'insultation pourrait le réel de sens pour colmater la brèche du désordre. Elle insère le sujet dans un ordre dont elle garantit la vérité. Par là, elle tire sa force de

la peur de penser. L'esprit libre la met en péril — moins par ce qu'il dit que par le seul fait de son existence.

Par temps de nihilisme

L'analyse de François George va plus loin que ces quelques thèmes déjà connus. Le désordre d'aujourd'hui n'est qu'il n'y a pas de vérité de la vérité — rien ne garantit nos fragiles constructions, fuseselles idéologiques. Face à ce désenchantement qui est la marque de notre temps, François George esquive de page en page une stratégie à trois faces. Martine-la-en charade.

Son premier est une politique de la pensée. C'est Descartes. Le cogito est d'abord cette évidence que penser n'est pas dire, et que l'Autre — Dieu, État, Malin Génie... — n'est pas tout-puissant. Réduit à la seule faculté de dire « Je », le sujet résiste. « Comme le marin se confiant à sa frêle embarcation sur la mer déchaînée, il semble que par temps de nihilisme l'on doive s'en remettre au cogito. »

Son deuxième, ou l'autre dérivé, est une éthique du nihilisme. C'est obéir la crase, et maintenir

l'errance. Seul remède contre la tentation de la éléure, et du silence, c'est l'écriture — qu'il appelle Sparte, utopie ou communisme.

Son troisième est une ontologie de l'absence. « Ne nommons pas l'être (...) ne le nommons pas l'être, ni l'absence, ni matière, ni histoire, ne le nommons pas, et honorons l'absence qui seule nous donne droit à la parole. » La vérité ne s'écrit qu'au passé, et la pensée se serait qu'enquête sur sa disparition.

Son tout s'est pas encore une philosophie — seulement une croisière intelligente et sensible à la surface de nos énigmes. C'est peut-être ce que nous pourrions faire aujourd'hui de moins mal. Gageons pourtant que, à suivre de grands sages, François George trouvera un jour la nécessité ou la folie, en pointant vers l'horizon, de tracer le sien. Car il n'y a de philosophie qu'en haute mer : « Il y a trois sortes d'hommes : les vivants, les morts et ceux qui naviguent en mer. » (Platon).

ROGER-POL DROIT.
★ *SILLAGES*, essai philosophique d'histoire, de François George, Hachette, 320 p., 120 F.

Arsène Lupin et Louis XIV

Pour la première assemblée annuelle des Amis d'Arsène Lupin, M. François George, président (à vie) de la nouvelle association, a prononcé un important discours, le dimanche 15 juin, après la déjeuner, qui résumait les activités en son honneur de l'Arsène Lupin. Celle-ci, selon le maire de la ville, M. Dupont, pourrait être prochainement ouverte au public, ce qui apporterait une preuve supplémentaire de l'existence d'Arsène Lupin, récemment mise en doute par quelques esprits qui en marquaient autant que d'un sac d'éclats de verre.

François de M. Claude Leblanc, qui étaiat l'assistance (heureux) de son père Arsène Leblanc, le président a ouvert un volumineux dossier contenant les preuves de l'existence d'Arsène. Preuves indi-

cutebles soutenues par un esprit ferme et logique. L'apport le même sur des arguments empruntés autant à Saint-Anastase qu'à Kant, Hegel et Lacan, et Maurice Leblanc fut l'historiographe scrupuleux d'Arsène Lupin comme Arsène le fut de Louis XIV. A-t-on jamais prétendu que Louis XIV n'existait pas ?

A la troisième objection historique des chemins qui ne mènent nulle part, il fut répondu vivement que ces chemins mènent à l'Éternité.

M. C.
★ Les éditions de la Manufacture rééditent LA VÉRITÉ DE L'ÉCRITURE D'ARSENÉ LUPIN, de Valère Catopas (pseudonyme de Raymond Lindon), avec une préface de François George, 115 p., 62 F.

(Publié)
Le **PRIZ LITTÉRAIRE** fondé par M. BECKER et offert par la brasserie la Chèvre, à Lille, sera attribué pour le quatrième fois, en novembre prochain, par un jury de sept membres que préside M. Paul GUTH, écrivain et critique littéraire.
Les œuvres doivent présenter un roman, un récit, un recueil de nouvelles, de langue française et à coloration régionale, datant de l'année précédente ou de l'année 1986.
Le prix, d'un montant de 20 000 F, est ouvert à tous.
Les candidatures doivent être envoyées avant le 1^{er} septembre à la brasserie la Chèvre, 15, place Rihour, 59000 Lille.
Renseignements : M. Becker, tél. : (03) 20-54-81-82.

PATRICK POIVRE D'ARVOR



LA TRAVERSÉE DU MIROIR

Roman

Un style vif et précis qui place Patrick POIVRE D'ARVOR parmi les romanciers avec lesquels il faudra désormais compter.

FREDÉRIC TRISTAN
FIGARO MAGAZINE

Balland

IL A VU NAÎTRE L'ASIE!

Robert Guillaud
ORIENT EXTRÊME
Une vie en Asie



Un des tout premiers journalistes de notre temps.
Jean Clémentin / Le Canard Enchaîné
Celui que j'étais choisi pour modèle.
Jean Lacouture / Le Nouvel Observateur
Pendant près de 50 ans, Guillaud a été l'honneur de notre profession.
Lucien Bodard / Le Point
Une expérience unique.
Bernard Uhlman / L'Express
L'allégresse d'avoir tant vu, tant vécu, tant compris, tant raconté.
P.J. Franceschini / Le Monde

arlea

SEVERO SARDUY
Colibri
AUX ÉDITIONS DU SEUIL

LETTRES ÉTRANGÈRES

La rhétorique de l'abîme

Trouvant le monde absurde, Manganeli a choisi de s'en moquer.

CENTURIE, premier livre de Giorgio Manganeli traduit en français voici moins d'un an, permettait de se faire une petite idée du talent de cet écrivain singulier, lié à ce mouvement d'avant-garde que fut le Gruppo 63, et qui est maintenant l'objet d'une bonne dizaine de volumes. Les Editions W. poursuivant leur effort, proposent maintenant *Aux dieux ultérieurs*, traduit, comme le précédent volume, l'impressionniste Philippe Di Majo, qui n'a pas reculé devant les embûches d'un auteur presque aussi difficile, dans son genre, qu'A. Zanzotto, avec lequel il s'est récemment mesuré. Dans un très important article-manifeste (1), « La littérature comme mensonge », Manganeli développe en quelques pages une politique paradoxale et volontiers agressive, dont le titre même est parfaitement révélateur. Manganeli refuse de toutes ses forces l'idée d'un quelconque réalisme, pour se consacrer exclusivement à un pur jeu verbal, art de dire, art d'écrire, qui est bel et bien une exigence rhétorique, dont il retrouve les codes chez les Latins ou dans les traités baroques du dix-septième siècle, qui lui fournissent des modèles et sont en même temps pour lui l'occasion de savoureux pastiches.

Au départ, il y a la certitude désespérée, mais indignée aussi, de l'absurdité d'un monde insupportable, mais dont Manganeli estime plus sage, tous comptes faits, de se moquer. Et de quel instrument se sert-il sinon de mots qu'on peut ériger en systèmes, combiner en savantes machines, ce qui, après tout, est un jeu moins gratuit qu'on n'aurait pu d'abord le penser ? Puis, partant de là, on va raconter, se raconter des histoires, avec une logique imperturbable, impliquant les personnages les moins prévisibles - mais en prenant bien soin d'éviter toute autobiographie. Le lecteur aura reconnu au passage le terrible sérieux des grands humoristes. Ce n'est pas un hasard si le premier livre de Manganeli était intitulé *Minotragoedia* et brodiait ingénieusement, sous ce titre révélateur, autour de la descente dans l'abîme. C'est-à-dire, comme il le montre ailleurs, dans une mort dont il souligne à plaisir, d'une manière obsessionnelle, les aspects les plus météoriquement déplorables, voire répugnants.

Les six récits réunis dans *Aux dieux ultérieurs* approfondissent cette démarche ricanante. Jeux de magie verbale dont les meilleurs sont sans doute les vertigineux monologues initiaux. Un roi, et un discours sur la difficulté de communiquer avec les morts : cauchemardesque et bouffonne confusion menée, dit Manganeli, « exactement comme les hommes peuplent leurs propres rêves : en se trompant, plumes d'eux-mêmes, dans l'entier de la nuit ». Tout est déjà là.

MARIO FUSCO.
* **AUX DIEUX ULTÉRIEURS**, de Giorgio Manganeli, éd. de l'Imprimante, 114 p., 120 F. (1) Revue *l'Infini*, n° 13, hiver 1983.

L'édition des « Cantos » d'Ezra Pound

Ezra Pound est certainement l'écrivain le plus controversé du vingtième siècle (1). Certains voient en lui le plus grand poète américain de notre temps, d'autres un champion de l'artifice. Yeats, Eliot, Faulkner, Hemingway le tenaient pour un génie, et, pourtant, l'attraction-répulsion - que, mort ou vif, il continue d'exercer porte des ombres sur une œuvre polymorphe dont on finit par se demander si elle a été composée par un traitre ou par un fou.

En tout cas, un révolté. Né en 1895 dans l'Idaho, diplômé de lettres romanes, il se fait expulser à vingt ans, pour son « excentricité », du collège d'Indiana où il est chargé de cours de français et d'espagnol. Il finit en restera une laideur durable de la mentalité universitaire en général, et du protestantisme en particulier. Il rompt avec l'Amérique et n'y reviendra que quelques semaines en 1938 pour se consacrer à l'écriture de ses *Cantos*, dont les valeurs ont été perverties par ces agents cor-

rupteurs que sont Roosevelt, les banquiers juifs, la finance mondiale... Entre-temps, Pound vit à Londres, où il se lie avec Yeats, Ford Madox Ford, T.S. Eliot ; puis à Paris, où il fréquente Gertrude Stein, Brancusi, Cocteau, Hemingway, Joyce - c'est grâce à lui que sera publiée la première édition d'*Ulysse* - puis en Italie. Administrateur du fascisme, il ne cessera d'exprimer hautement sa sympathie pour Mussolini, qu'il comparera à Jefferson et aux Pères fondateurs, et, dès 1940, il participe, à Radio-Rome, à des émissions de propagande anti-américaine qu'il poursuivra même après Pearl Harbor. Inculpé de haute trahison, Pound sera livré à l'armée U.S. par les partisans italiens en 1944 ; interné dans un camp militaire près de Pisa, enfermé dans une cage grillagée, puis transféré à Washington pour y être jugé, il sera déclaré irresponsable et interné à l'hôpital psychiatrique de Sainte-Elisabeth. Libéré en 1958, il regagnera l'Italie et mourra à Venise le 1^{er} novembre 1972.

En 1965, invité par la revue *l'Hermès*, il retourne Paris, où Donatienne de Roux entreprend la publication de ses œuvres « inédites ». Commencées en 1915, les *Cantos*, l'œuvre géante dans laquelle le poète présente un résumé-collage, très personnel, de l'histoire de l'humanité, n'avaient encore jamais paru dans leur totalité. C'est pourquoi la traduction intégrale (exception faite des *Cantos LXXII et LXXIII*) que vient de publier Flammarion constitue un événement.

Le poète avait cru que son génie le plaçait au-dessus des lois. Depuis vingt ans, ses partisans et ses adversaires s'affrontent pour justifier leur admiration ou leur rejet. L'artiste d'André Velter, ci-dessous, confirme que la querelle n'est pas près d'être épuisée.

Une vindicte torrentielle

Pour André Velter, les Cantos sont plus proches du dérèglement cacophonique que de la polyphonie universelle...

TOUTES choses sont infectées en cette saison. Pour cette raison, nul ne trouvera la pureté. S'il a pour l'enfance plié.

A plus d'un demi-siècle de distance, ces vers du trentième *Canto* tournent à l'effet boom-rang : c'est leur auteur lui-même, ancien maître en infamie, qui est en train d'infester la saison. Car voici que paraît la version française intégrale (à deux chapitres) des *Cantos* d'Ezra Pound, œuvre d'auteur plus glorieuse qu'elle ne paraît en partie inconnue. Et il n'est pas impossible que l'intérêt premier de ce livre soit une sérieuse mise en cause de « l'école poétique » de Pound.

Si l'hommage des « travailleurs de texte » (ceux-ci étant aux travailleurs de la mer ce que la poussière d'infini est au vent du grand large) peut être tenu pour acquis, je doute que des cohortes de poètes et de lecteurs acceptent de s'engager longtemps en cette fosse de Babel où l'on passe plus souvent d'une langue à l'autre que d'un éblouissement à l'autre. Il faut la patience et l'obéissance d'un chercheur d'or pour tamiser des yeux tous ces pages d'éboulis langagiers dans l'espoir de repérer l'ombre d'un sémantisme.

Entre les émissions, superbement démesurées, du projet et les mêmes qui se succèdent, l'écart tient du gouffre. A chacun de dire s'il a l'oreille suffisamment tournée pour changer une vindicte torrentielle en message poétique ou pour accueillir un

de l'immense fortune. Ou l'incendie des dévies. Ou l'eau s'infiltre et le garde. Ils ruinent dans le bruit mat du temps. L'engrenage est immobile. Le temps n'en fait pas. [sa proie.]

In extremis, l'ultime poème des *Cantos* retourne à l'expressivité simplifiée de *Perronnet* et de *Ripostes*, à l'offrande faite de souffrance et d'amitié de Lustra. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame avoir combattu pour purger les mots, le langage, le parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, l'abandon enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants « houlés », selon sa propre expression.

Ne bougez point. Laissez parler le vent : le paradis est là. Que les Dieux pardonnent ce que j'ai fait. Ce que ceux que j'aime tentent de pardonner ce que j'ai fait. (Canto CXX).

« L'homme des « travailleurs de texte » (ceux-ci étant aux travailleurs de la mer ce que la poussière d'infini est au vent du grand large) peut être tenu pour acquis, je doute que des cohortes de poètes et de lecteurs acceptent de s'engager longtemps en cette fosse de Babel où l'on passe plus souvent d'une langue à l'autre que d'un éblouissement à l'autre. Il faut la patience et l'obéissance d'un chercheur d'or pour tamiser des yeux tous ces pages d'éboulis langagiers dans l'espoir de repérer l'ombre d'un sémantisme.

Entre les émissions, superbement démesurées, du projet et les mêmes qui se succèdent, l'écart tient du gouffre. A chacun de dire s'il a l'oreille suffisamment tournée pour changer une vindicte torrentielle en message poétique ou pour accueillir un

de l'immense fortune. Ou l'incendie des dévies. Ou l'eau s'infiltre et le garde. Ils ruinent dans le bruit mat du temps. L'engrenage est immobile. Le temps n'en fait pas. [sa proie.]

In extremis, l'ultime poème des *Cantos* retourne à l'expressivité simplifiée de *Perronnet* et de *Ripostes*, à l'offrande faite de souffrance et d'amitié de Lustra. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame avoir combattu pour purger les mots, le langage, le parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, l'abandon enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants « houlés », selon sa propre expression.

Ne bougez point. Laissez parler le vent : le paradis est là. Que les Dieux pardonnent ce que j'ai fait. Ce que ceux que j'aime tentent de pardonner ce que j'ai fait. (Canto CXX).

In extremis, l'ultime poème des *Cantos* retourne à l'expressivité simplifiée de *Perronnet* et de *Ripostes*, à l'offrande faite de souffrance et d'amitié de Lustra. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame avoir combattu pour purger les mots, le langage, le parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, l'abandon enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants « houlés », selon sa propre expression.

Gian Dauli, l'oublié

Le tout du génie pour parler du rêve épique Freud en faisant l'économie du Viennois. Éditeur des grands Anglo-Saxons et romanciers associés avec la Roue en 1932, Gian Dauli est bien oublié. Pourtant, sa Magie blanche dans une ancienne et belle traduction de Marie Canavaggio, revue et présentée par Jean-Jacques Schifano, suffit à démontrer que l'auteur est un « très grand » méconnu.

La vie réelle et la vie rêvée s'entrecroisent. Bénédict ! On savait depuis toujours - event songe ». Qui, mais c'est le songe... d'aujourd'hui moderne par son art du montage pince-sans-rire. Dauli le démontre en se glissant dans le peau d'un petit employé au cadastre de Milan (1). De la nuit au jour, il vit des aventures picaresques où la monde paraît pour ce qu'il est : sans dessus dessous. De Naples à Venise, pour ce « pour de vrai » - comme disent les enfants - il se bat, aime, éprouve son arrière-grand-mère, rencontre un chat noir fantôme à la queue blanche. Ce petit frère cocasse et désespéré de Charlot et logé sa carrière et son éternité derrière les paupières. « Je burlais pour oublier mes rêves », soupire-t-il. On n'oubliera pas ce livre fort et loufoque, cet homme sans qualités égaré dans une comédie italienne d'une amertume à se torturer les cœurs. - P.-J. F.

* **MAGIE BLANCHE**, de Gian Dauli, traduit de l'italien par Marie Canavaggio, Ed. Desjardins, coll. « Les chemins de l'Italie », 419 p., 140 F.

(1) Gian Dauli, de son vrai nom Ugo Nalato (1884-1945) fut un très grand éditeur de Milan. Il avait publié une collection d'écrivains du monde entier - résumant 13 titres de Jack London, Wells, Zanzotto, Galsworthy, Conrad, Th. Hardy, Dos Passos, Le voyage au bout de la nuit de L.-F. Céline.

Son roman *La roue*, publié en 1932 et consacré par le fascisme, a connu un succès international (traduit en français chez Delamain en juin 1939). La traduction de Magie blanche était restée inédite.

Le charme de Ginevra Bompiani
GINEVRA BOMPIANI, romancière, essayiste, spécialiste de littérature anglaise, a écrit, voici une dizaine d'années, un petit volume qui vient d'être publié en France par les éditions Verdier, auxquelles on doit déjà quelques belles trouvailles dans le domaine italien. C'est un recueil de brefs récits en prose, sur des sujets mythologiques : la seconde partie, par exemple, raconte les travaux d'Hercule, d'Héraclès, et non pas d'Herclès, car c'est bien aux mythes grecs que l'auteur se réfère.

Il faut souligner que la propos de Ginevra Bompiani n'est pas théorique, et qu'elle se limite délibérément à raconter, à son tour, ces histoires qui ont croisé toujours connaître, mais qui prennent ici un sens parfois nouveau, car elles sont, au sens propre, inépuisables.

Dans une prose limpide, musicale, extrêmement élaborée, et parfaitement rendue par la traduction d'Eliane Formentelli, l'auteur parle des choses les plus épiques et les plus graves, non sans humour à l'occasion, comme dans le texte qui a donné son titre à l'ensemble et qui évoque la figure paradoxale des Centaures, que leur conformation condamne à l'insécurité. C'est ainsi que, semblant se réfugier dans un univers fantastique et lointain, Ginevra Bompiani ne cesse de réfléchir sur le réel, avec une simplicité serene dont l'érudition ne vient jamais ternir le charme. - M. F.

* **LES RÊQUES DU SOMMEIL**, de Ginevra Bompiani, traduit de l'italien par Eliane Formentelli, Ed. Verdier, 105 p., 69 F.

A LA DÉCOUVERTE

■ AMÉRIQUE CENTRALE ■ LA GINQUIÈME FRONTIÈRE ■ Michel Stuenkelberg. Ed. Venturini. 120 F. Une synthèse complète et originale sur l'un des derniers des plus brûlants de la scène géopolitique mondiale.

■ NOU-LE JEU DES FRONTIÈRES ■ Hérodot. n° 41. 60 F. Comment les frontières tracées par le colonialisme sont-elles pour toute une part, à l'origine des situations explosives, que connaissent l'Afrique et le Moyen-Orient ?

■ LA FRANCE DU FRONT POPULAIRE ■ Jacques Kergat. 140 F. Les incertitudes, les hésitations, les rêves et les passions des Français de 1936, pris dans un bouleversement politique et social.

■ L'IMPÉRIALISME A LA FRANÇAISE (1914-1960) ■ Jean Bouvier. René Girault, Jacques Thobie. 140 F. Une étude complète aux sources et aux conclusions largement inédites.

■ LES MALE-DICTION DE L'ÉPIQUE ■ RE, Richard Canal. 65 F. Le premier roman d'anticipation d'un auteur français jusqu'alors connu par ses nouvelles.

MAI • JUIN

Basil Bunting un disciple anglais de Pound

Basil Bunting commence son apprentissage de poète à l'âge de vingt-quatre ans, en 1924, à Repallo, auprès du grand maître Ezra Pound. Voilà qui ne peut pas ne pas laisser de traces. Est-ce à les effacer que Basil Bunting se sera employé toute sa vie ? On peut se le demander. Car, tandis que le maître emporté dans la tourmente, perdait à l'évent-schène en tenue de combattant muscien, le disciple restait dans le rang et l'anonymat des résistants au fascisme. Ainsi, emprisonné pour objection de conscience en 1918, s'engagea-t-il en 1939 dans la RAF, avant de se retrouver en Iran dans l'Intelligence Service de Sa Majesté.

On ne peut imaginer de carrière poétique plus discrète, plus à l'écart des cercles littéraires officiels que celle de Basil Bunting, qui s'est éteint à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, en avril 1985, dans les Pennines. Pourtant, pégonne que c'est le plus grand poète anglais du après-guerre qui disparaissait ainsi dans la solitude. La chose est fréquente dans l'Angleterre du vingtième siècle. On dirait que dans ce pays, la qualité de l'écriture, la sérieux des projets de l'écrivain valent en proportion inverse de sa présence au centre du monde quotidien de la littérature. Rappelons-nous de John Cowper Powys terminant sa longue course de conférences et de romans par pays de Galles : de Hugh MacDiarmid se rendant insupportable à ses contemporains du fond de sa retraite des Borders ; de Jean Rieux végétant et méditant ses

Sargesses dans la nature de Courrouxelles, et combien d'autres encore !

Basil Bunting insistait avec humour mais fermement sur sa qualité endémique de Northern-brian. Le poète de Breton, jadis rebouté par l'invasion scandinave dans l'intérieur du pays, il était quaker épris, ou selon sa propre définition, « pasticheur chrétien ». *Briggflatts*, le nom de son principal poème, désigne une petite Maison des bris priés de la rivière, au pied des collines, dans la région de Seaberg. Il suffit d'enlever, de l'essor sur les bords qui datent du temps de George Fox, et de se recueillir. De même pour sa poésie. Y entrer avec un cœur simple, une attention au silence, la goût de la musique du vieil anglais, hérité via Shakespeare et Chaucer, des poèmes d'errance et de mer du huitième siècle, des épopées calmes du dixième. On dirait, le liant d'un paysage entier qui se médite à travers son histoire. La langue sonne, lourde, descendant du hert des cascades. Les pierres ne sont là que pour mieux faire entendre le muet. On se doute de l'entreprise que représente pour le français, l'anglais d'après la guerre, l'accueil en traduction de cette œuvre.

JACQUES DARRAS.
* **CHOIX DE POÈMES**, de Basil Bunting (Compagnies, Briggflatts, Chaucer à Teyman, Odes), traduit de l'anglais par Jacques Darras (édition bilingue). Trois cailloux, coll. « La Vie ». Maisons de la culture d'Amiens, distribution Disque, 114 p., 100 F.

HENRI BENT
HENRI BENT
THOMAS

ÉTRANGER

Bonn annonce 1 milliard de marks d'économies budgétaires

Le ministre ouest-allemand des finances, M. Gerhard Stolteberg, a annoncé, le 17 juin, 1 milliard de marks d'économies budgétaires pour rester dans les limites des 263,5 milliards de dépenses prévues pour 1986. Ce plan d'économies se touchera par les impôts mais subira une réduction impérative de 2 % des dépenses administratives.

De notre correspondant

Bonn. — Le commerce extérieur ouest-allemand ne cesse depuis deux ans de battre des records : les derniers résultats publiés font apparaître un excédent commercial de 10 milliards de DM pour le seul mois d'avril, où les exportations ont atteint le montant record de 50 milliards de DM (près de 160 milliards de francs), en augmentation de 14 % par rapport au mois précédent, et de 11 % par rapport au même mois de l'année précédente. Avec 73,3 milliards de DM, la balance commerciale ouest-allemande avait déjà battu, en 1985, le précédent record de 1984 (54 milliards de DM), avec un taux d'accroissement des exportations, relativement moyen pour la RFA, de 10 % sur l'année.

En 1985, les exportations, qui ont joué un rôle essentiel dans la reprise économique en République fédérale, représentent à elles seules 29 % du produit national brut. Ces chiffres placent la RFA au deuxième rang des exportateurs mondiaux, derrière les États-Unis mais devant le Japon (48,2 milliards de DM contre 48,4 milliards d'exportations en 1985).

Les industriels allemands ont particulièrement bénéficié, ces deux dernières années, de la reprise américaine : les ventes de produits de l'Est-ouest ont fait un double spectaculaire en 1984, faisant passer celui-ci du deuxième rang des clients de l'industrie ouest-allemande, derrière la France, mais devant les Pays-Bas. Cette tendance, quoiqu'elle ralentisse, s'est poursuivie l'année suivante.

Pour le reste, la RFA tablait sur l'endorsement du commerce exté-

rieur et de 8 % de toutes les subventions qui ne sont pas codifiées par la loi ou des accords internationaux. Ces coupes sont réduites nécessaires par de moindres rentrées fiscales, mais surtout par les subventions accordées aux agriculteurs à l'approche d'importantes échéances électorales régionales ou nationales.

61,7 % de leur production de véhicules particuliers (58,8 % en 1984), réalisant à eux seuls en 1984 plus de 16 % de toutes les exportations ouest-allemandes. Ils devaient au bi-parade de l'exportation les gains ouest-allemands de la chimie et le secteur de la construction mécanique, avec 14 % chacun, suivis de l'industrie électronique avec près de 10 %.

A côté de ces quatre piliers traditionnels, l'industrie alimentaire, qui a réalisé en 1984 l'exportation de 22 milliards de DM (14,3 % du total), a vu ses ventes à l'étranger augmenter de 19 %, entre 1972 et 1984, celles de la construction aéronautique et spatiale ont progressé de 49 %.

Les bons résultats d'ensemble de l'industrie ouest-allemande sur le marché mondial s'expliquent autant par une capacité à anticiper sur les évolutions technologiques pour adapter ses produits que par sa réputation de qualité et par la présence de ses services de vente et d'après-vente. Toutefois, selon une étude publiée en 1985 par l'Institut de recherche économique IFAW, la part de marché mondiale de la RFA dans les domaines de haute technologie n'a cessé de se réduire entre 1972 et 1981, compris, de manière assez étonnante, pour les biens d'équipement, où elle est passée de 20,4 % à 17,7 %. Dans le secteur des biens de très haute technologie, qui représentent au début de la décennie que 3 % des exportations, elle est retombée de 12,4 % à 7,1 %.

Une évolution caractéristique de celle du Japon et des États-Unis.

HENRI DE BRESSON.

La communauté internationale promet à l'Inde une aide de 4,5 milliards de dollars

Le ministre indien des finances, M. Venkieremen, a déclaré, le 17 juin, que la communauté internationale s'est engagée à fournir à l'Inde une aide de 4,5 milliards de dollars. Cette aide sera versée en trois tranches de 1,5 milliard de dollars chacune, à raison de 10 % par tranche. L'Inde s'est en effet engagée dans un plan d'urgence et ambitieux visant à porter à 5 % en moyenne la croissance annuelle d'ici la fin de la décennie, tout en libérant le commerce extérieur pour favoriser une

concurrence plus saine. Un objectif qui pourrait être atteint si les premières indications portant sur une expédition budgétaire 1985-1986 se confirment. Ce résultat a été jugé d'autant plus encourageant que les pourvoyeurs d'aide de New-Delhi qui l'ouverture des frontières aux importations et les résultats médiocres de l'exportation n'ont pas provoqué de dérapage insupportable du déficit commercial, 5,5 milliards de dollars en 1985-1986 contre 4,5 milliards en 1984-1985.

Cependant, apparemment, a reconnu la nécessité de renforcer les flux d'aide pour participer au financement d'un programme d'urgence, une accélération de la croissance industrielle - 6,6 % par an contre 4,6 % durant le plan précédent.

Aux Etats-Unis

Le ralentissement de l'expansion renforce le camp des partisans d'une relance

De notre correspondant

Washington. — La croissance de l'économie américaine a été notablement plus faible, durant les trois premiers mois de l'année, que ce qu'on avait initialement indiqué, les estimations officielles, selon les nouvelles chiffres, publiés mercredi 18 juin par le département du commerce, le produit national brut n'a en effet progressé, au premier trimestre, que de 2,9 % en rythme annuel, au lieu des 3,7 % dont il avait d'abord été fait état.

On s'attend généralement, dans les milieux financiers, que l'expansion se ralentisse au deuxième trimestre, et la révision en baisse qui vient d'être annoncée rend, en conséquence, peu crédible l'objectif de 4 % de progression du PIB sur lequel le gouvernement américain avait tablé pour 1986.

Les économistes semblent maintenant s'accorder à prédire un taux de croissance inférieur à 3 %, et même 2,1 % pour certains d'entre eux. Cette perspective devrait vigoureusement relancer le débat entre les partisans d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt destinée à donner un coup de fouet à l'économie, et ceux qui craignent qu'une nouvelle diminution du loyer de l'argent aux États-Unis n'entraîne, en outre, la position du dollar alors que la récession du déficit budgétaire n'est pas encore moins assurée.

Mercer, le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, a ainsi réaffirmé, devant la Commission des affaires étrangères de la

Chambre, que c'était à d'autres pays que les États-Unis de se faire aujourd'hui les locomotives d'une relance. Prenant implicitement position pour un assouplissement de la politique monétaire de la FED, l'un de ses autres gouverneurs, M. Wayne, a également en revanche déclaré que la « tendance » était à une croissance de 2 % et qu'il n'y avait « aucun signe de reprise de l'inflation ».

Le gouvernement, quant à lui, ne cache pas qu'il sera favorable à une baisse des taux d'intérêt, coordonnée avec les autres grandes puissances industrielles, comme cela s'était déjà passé en mars et en avril derniers. La pression en faveur d'un soutien à la reprise de l'inflation est maintenant d'autant plus forte que le chômage a légèrement augmenté le mois dernier, en passant à un taux de 7,3 %, tandis que la production industrielle et le nombre des mises en chantier baissent.

Sans encore susciter de réelle inquiétude, cette grisaille commence à préoccuper — dans la mesure où les ministres du Trésor ont annoncé un taux du dollar et du pétrole avaient baissé d'un redémarrage industriel — l'impact sur un resserrement des coûts de production et une reprise des exportations. Dans la pratique, l'endorsement des prix du baril a entraîné, en juillet, une baisse de la production de pétrole américain, par conséquent de déprimer les économies des États américains producteurs (le Texas notamment). Quant à la baisse du dollar, elle met plus de temps que prévu à freiner les importations et à pousser les exportations.

BERNARD GUETTA.

AFFAIRES

LE NOUVEAU MONDE DES SCHTROUMPFS

Les promoteurs du parc veulent avoir confirmation de l'aide de l'Etat

De notre correspondant

Meiz. — Lancé par deux constructeurs locaux, le projet de construction du parc à thème « Le nouveau monde des Schtroumpfs » à Hagondange, en Moselle, est à la croisée des chemins. Quinze mois après la présentation du dossier aux médias, les études architecturales définitives sont bouclées. Cependant avant de s'engager ferme, les investisseurs participent à « tour de table » demandant aux pouvoirs publics la confirmation écrite des aides financières.

Par Laurent Fabius, alors premier ministre, le 4 février 1986, en Lorraine. A un beaucoup tardé sur les études de faisabilité, et par conséquent on ne dispose pas encore de toutes les autorisations et garanties nécessaires. L'ouverture du parc, annoncée pour le printemps 1988, est donc reportée d'un an. Pour y voir clair et connaître le degré de mobilisation des décideurs locaux, les promoteurs du projet ont décidé de jouer cartes sur table, le 19 juin, à Pont-à-Mousson.

La réalisation du « Nouveau monde des Schtroumpfs » coûterait 720 millions de francs pour la première phase, le site global étant évalué à 1,5 milliard de francs. An total, l'emprise du parc serait de 120 hectares, au sein d'une zone d'aménagement concerté de 400 hectares située sur des friches industrielles et à proximité d'un grand autoroute. Les études de fréquentation établies par un bureau d'études californien, tablent sur 1,8 million de visiteurs pour la première année avec un pic d'entrée à 80 %.

La ventilation des dépenses de la première tranche prévoit 560 millions de francs d'investissements matériels, 220 millions de francs pour les aménagements, les constructions et les jeux, 89 millions de francs pour les biens d'équipement, 42 millions de francs pour les boutiques et les restaurants et 113 millions de francs pour les équipements collectifs. Les études techniques et financières, la coordination des travaux et les frais de démarrage sont couverts par le prêt pour leur part à 160 millions de francs. Le financement emprunté de 220 millions de francs comprend 290 millions de francs de fonds propres, 290 millions de francs de fonds propres, 290 millions de francs de fonds propres.

General Motors a-t-il créé une société américaine-croisière pour la production de voitures

M. Claude Abraham, président du groupe public Compagnie générale maritime (CGM), a exposé, le mercredi 18 juin devant le conseil d'administration, les perspectives d'un projet d'investissement opérationnel en 1986 et 1987. Afin de poursuivre l'amélioration de la situation financière de l'entreprise, la compagnie a décidé de créer une société américaine-croisière pour la production de voitures. Ce projet a été présenté à la CGM et a été approuvé par le conseil d'administration. La CGM est d'attendre l'équilibre financier en 1988 (le parti en 1985 a encore été de 227 millions de francs, au lieu de 290 millions en 1984).

General Motors a-t-il créé une société américaine-croisière pour la production de voitures

Le gouvernement égyptien a annoncé officiellement, le mardi 17 juin au Caire, qu'il autorisait General Motors à constituer une société américaine-égyptienne pour la production de voitures particulières. Ce choix a permis par la suite à l'armement de devancer ses deux rivaux encore en lice jusqu'à l'Italien Fiat et le français Peugeot, sur le projet d'étude pour plusieurs années. La nouvelle société s'appellera General Motors Company (GMCO), General Motors détendra 30 % du capital et 40 % d'investisseurs égyptiens 170 %, permet l'entrée El Nour Automobile Manufacturing Company (Nasco) pour 30 %.

Le démarrage de la production de modèles Opel est prévu pour le milieu de 1987. General Motors utilisent les installations existantes de NASCO et de l'Arabian Vehicle Company, qui disposent d'une capacité totale de 200 000 véhicules. Le projet porte sur une capacité totale de 100 000 véhicules, avec un pourcentage d'intégration locale de 53 %. Mais les dirigeants de General Motors se montrent prudents, reconnaissant que les accords définitifs ne sont pas conclus.

UN MANDATAIRE NOMMÉ PAR LE TRIBUNAL DE COMMERCE APRÈS DE LA DIRECTION DE NORME

A la demande de M. Jacques Dollos, président de la société de construction avertisse Norme, le président du tribunal de commerce de Paris, M. Jacques Bon, a procédé, le 17 juin, à la nomination d'un mandataire qui sera M. Jean-Luc Saragat, ancien président du tribunal de commerce de Nanterre. Il sera chargé d'assister la direction de Norme dans ses relations avec les pouvoirs publics et avec les particuliers, dans la période très difficile qu'elle traverse.

Le conseil central d'entreprise se réunira, le 24 juin à Paris, pour être mis au courant d'un éventuel état de cessation de paiement. On confirme, d'autre part, enfin au ministère de l'Industrie que M. Alain Madelin a fait savoir à M. Dollos qu'il n'accorderait plus d'indemnité à Norme, comme par le passé, des aides exceptionnelles de trésorerie mois après mois. C'est une subvention totale d'un milliard de francs dont aurait eu besoin l'entreprise pour toute l'année 1986, au lieu de 411 millions en 1985. En revanche, le gouvernement continuera à aider les chantiers navals, par des subventions pour leur permettre d'exporter des commandes lorsqu'elles se présentent.

On confirme, d'autre part, enfin au ministère de l'Industrie que M. Alain Madelin a fait savoir à M. Dollos qu'il n'accorderait plus d'indemnité à Norme, comme par le passé, des aides exceptionnelles de trésorerie mois après mois. C'est une subvention totale d'un milliard de francs dont aurait eu besoin l'entreprise pour toute l'année 1986, au lieu de 411 millions en 1985. En revanche, le gouvernement continuera à aider les chantiers navals, par des subventions pour leur permettre d'exporter des commandes lorsqu'elles se présentent.

M. MAURICE BLIN EST ELU PRÉSIDENT DU HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC

M. Maurice Blin, sénateur centriste des Ardennes, a été élu, le 17 juin, président du Haut Conseil du secteur public. Il remplace M. Michel Charpentier, député PS de Paris. Le Haut Conseil, créé par la loi de nationalisation du 11 février 1982 pour suivre l'évolution des entreprises publiques, est composé de dix parlementaires, cinq représentants de l'Etat, cinq syndicalistes et cinq personnalités choisies pour leur compétence particulière.

M. Blin a souhaité voir perpétuer le rôle consultatif du Haut Conseil sur les textes principaux portant sur les entreprises publiques. Il a souligné, en outre, la nécessité d'une action concertée de l'Etat, du secteur public, des entreprises publiques, des syndicats et des personnalités choisies pour leur compétence particulière.

JEAN-LOUIS THIS.

Vieux de trois ans

LE CONFLIT SKF S'ACHÈVE PAR UN ACCORD

Le conflit de l'usine SKF à Ivry (Val-de-Marne) qui durait depuis trois ans s'est enfin résolu par la signature d'un accord avec la direction de cette entreprise subside spécialisée dans la fabrication de roulements à billes. L'usine, symboliquement ouverte depuis un an par une quarantaine de militants, est libérée et les derniers occupants viennent de commencer un stage de formation pour se reconstruire.

Le conflit ouvert avait débuté en mars 1983, après la décision du groupe suédois de fermer l'usine d'Ivry (619 salariés). Une occupation avait commencé le 28 octobre de la même année, à la suite de l'autorisation de 439 licenciements. Des incidents, souvent très vifs, avaient émaillé la lutte menée par la CGT, notamment en mai et juin 1985. Le PCF en avait fait l'un de ses exemples favoris dans son opposition au gouvernement socialiste.

Le conflit ouvert avait débuté en mars 1983, après la décision du groupe suédois de fermer l'usine d'Ivry (619 salariés). Une occupation avait commencé le 28 octobre de la même année, à la suite de l'autorisation de 439 licenciements. Des incidents, souvent très vifs, avaient émaillé la lutte menée par la CGT, notamment en mai et juin 1985. Le PCF en avait fait l'un de ses exemples favoris dans son opposition au gouvernement socialiste.

Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?

Vendu en kiosque

Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?

Vendu en kiosque

Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?

Vendu en kiosque

Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?

Vendu en kiosque

Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?

Vendu en kiosque

Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?

Vendu en kiosque

Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?

Vendu en kiosque

Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?

Vendu en kiosque

Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?

Vendu en kiosque

Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?

Vendu en kiosque

AGRICULTURE

LA RÉFORME DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Accroître le volume des bois et réduire le poids de l'administration

Le conseil d'administration de l'Office national des forêts doit adopter ce jeudi 19 juin une réforme de structures importantes. Cette mesure, qui fait suite au contrat de plan signé avec les pouvoirs publics en décembre 1985, reconstruit l'outil des forêts de l'ONF, qui a été décidé au mouvement de grève pour cette journée.

L'Office national des forêts est la huitième entreprise publique française. Le contrat de plan passé avec le gouvernement prévoit un accroissement de 2 % entre 1986 et 1988, en échange de quoi la subvention d'équilibre versée par l'Etat, au titre de l'intervention de l'ONF dans la gestion des forêts communales, sera maintenue en francs constants. Si l'on ajoute que la surface des forêts gérées par l'ONF s'accroît de 0,5 % par an, le gain de productivité obtenu par la réduction des postes s'élève à 1,5 %, objectif fixé par l'actuel gouvernement aux entreprises publiques, remarque M. Philippe Lacarrière, directeur général de l'ONF. Cela se traduit par une suppression de 425 emplois (sans licenciement) entre 1985 et 1988, sur un total de 7700 en 1985 (contre 6300 il y a vingt ans).

Mais, surtout, la réforme prévoit le remplacement des « sacro-saints » échelons, avec uniformes et galons correspondants, par trois échelons seulement. Pour une administration héritée de Colbert et de Napoléon, le choc est rude. Dans le système actuel, les chefs de triage, de secteur, de subdivision, de centre, puis de région, sont tous responsables territorialement, puisque chaque échelon correspond à une plus ou moins grande surface, mais ils sont aussi tous irresponsables, puisque chaque échelon est couvert par l'échelon hiérarchique supérieur. D'où une grande dépendance d'urgence. « La système actuel, estime M. Lacarrière, dissuade des personnes formées pour cultiver et gérer la forêt en fonctionnaires administratifs ».

Le slogan de l'ONF nouvelle formule sera donc : « Plus de forêts, moins de papier ». Les trois nouveaux échelons seront : niveau de direction, avec la définition de politiques sectorielles locales ; niveau de gestion, chargé des tâches opérationnelles (aménagement forestier, vente de bois) ; niveau de terrain (contact avec les partenaires communaux, conseils, surveillance générale, accueil du public).

Ce système permettrait de spécialiser les agents de l'ONF et d'intégrer un travail d'équipe, là où le fonctionnement hiérarchique freinait les aptitudes particulières et l'esprit d'initiative. C'est du moins l'ambition de la réforme, mais un souffle nouveau sur les vieux uniformes.

Part d'autant plus difficile à tenir que les organisations syndicales, compte tenu de la situation de

l'emploi en général, ne restent volontiers que la réduction des postes, estimant que l'Etat doit financer l'ONF, au nom de l'intérêt général. « Pourquoi le secteur public, avec un tel niveau de dépenses, devrait-il toujours être décrié ? », interroge M. Lacarrière. Le fait est que l'ONF est structurellement déficitaire et que, dès lors, deux conceptions du service public s'affrontent : ou bien l'Etat puise dans ses ressources, lesquelles ne sont pas inépuisables ; ou bien l'entreprise qui tient à demeurer publique doit démontrer qu'elle est compétitive.

Déficit d'exploitation

Aujourd'hui les ressources de l'ONF proviennent pour 65 % du marché, lequel est, en outre, soumis aux fluctuations des cours mondiaux du bois et des produits, et pour 35 % de subventions des collectivités publiques, dont une large part est en fait des ristournes d'impôts généraux versés par l'ONF, telles que la réduction des terrains en montagne ou la défriche contre l'inondation. L'exercice 1985, qui se traduit par un léger déficit de 2,3 millions de francs, ne correspond pas à la réalité financière structurelle de l'Office. Le déficit d'exploitation (31,4 millions de francs) est en fait compensé par un excédent financier de 12,4 millions de francs dû à une meilleure gestion de trésorerie et par un résultat exceptionnel de 40 millions de francs résultant d'un accroissement de ventes de charbon qui sont les bois attelés après les tempêtes de 1982 et 1984.

Ce déficit structurel auquel le contrat de plan et la réforme en cours tentent de remédier empêche l'ONF d'établir un bilan à caractère industriel et commercial (EPIC), de jouer pleinement ce rôle industriel et commercial au sein de la filière bois. Pour des raisons plus triviales que stratégiques — la concurrence dans le gouvernement de la forêt — l'ONF a obtenu le monopole de la gestion des forêts domaniales, mais il lui est interdit d'intervenir dans l'aval de la filière : pas de coupes, pas de vente de bois, pas de bordure de route (sauf en Alsace-Lorraine), pas de prise de participation dans les entreprises industrielles ou agricoles de bois, pas de contrat de fourniture à long terme. Pourtant l'ONF sait qu'il doit aller dans cette direction, tant à l'ère qu'à l'ère sans bois. Déjà, en dérogation avec son statut, un contrat d'approvisionnement sur cinq ans a été passé avec le groupe Beghin-Sey pour la sciérie industrielle du Songy-sur-Loire dans la région de la Sarthe, accordé aux entrepreneurs de travaux forestiers à stratégies devant le tribunal administratif ou contentieux, qui estime discriminatoire à l'égard des entreprises privées. Quel qu'il en soit de cette perspective, pour que l'ONF puisse jouer le rôle qu'il s'est fixé, en accord avec le gouvernement, pour lequel il a nommé M. Jean-Louis Laroche, directeur général de l'Élysée, à la présidence de l'ONF, il lui faut rétablir sa santé financière, en cultivant mieux la forêt et en valorisant mieux son savoir-faire. C'est tout l'enjeu d'une réforme qui a d'administrative que l'appareil.

JACQUES GRALL

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Compagnie Méditerranéenne de Développement des Travaux (C.M.D.T.) informe les soumissionnaires que la date limite de remise des offres, relatives à la fourniture des engins et matériels, est reportée au 25 JUILLET 1986, à 8 heures, à Bamako, ou au 22 JUILLET 1986, à 17 heures, chez la C.F.D.T., 15, rue de Monceau, 75008 Paris.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE MANAGEMENT DE LA QUALITE

9 mois de cours, séminaires et ateliers de production sur le terrain
7 mois de mission en entreprise.

La première école de la qualité totale en France

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs ou de gestion, venez vous entraîner au management du excellence associant qualité totale et démarches participatives.

Prochaine session de recrutement le 27 juin 86.

Nom _____ Prénom _____
Age _____ Diplôme _____
Adresse _____

souhaitez recevoir informations et dossier de candidature.
IGG, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 13 juin 1986 sous la présidence de M. Amarty Hahn au Pray.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Précision Mécanique Labinal s'est élevé à 2 293 MF, en progression de 4,1 % sur celui de 1984.

Les ventes à l'étranger, dont la part dans le chiffre d'affaires global représentait 23 %, ont augmenté de 12,3 %, tandis que les ventes en France ne progressaient que de 2 %.

Le résultat consolidé a atteint 75,54 MF en 1985.

La capacité d'autofinancement consolidée a été de 157,7 MF (6,9 % du chiffre d'affaires), contre 147 MF (7 % du chiffre d'affaires) en 1984.

La rentabilité du groupe a donc évolué en 1985 de manière satisfaisante, qui traduit principalement l'augmentation des ventes et la réduction des charges financières, qui ne représentent plus que 1,39 % du chiffre d'affaires.

Le résultat de la société mère Précision Mécanique Labinal s'est élevé à 34,36 MF contre 23,53 MF en 1984.

Le bénéfice de la société s'élève à 34 363 194,48 F, il a été prélevé 1 718 159,72 F pour doter la réserve légale.

Compte tenu de report à nouveau de l'exercice précédent de 2 022 801,85 F, le bénéfice distributable s'élève à 33 667 832,71 F.

L'Assemblée a décidé les affectations suivantes :

Dividendes aux actionnaires	25 262 354,00
Réserves de plus-values	à long terme 7 911 607,00
Report à nouveau	20 493 875,71
	33 667 832,71

Les actionnaires reçoivent ainsi un dividende de 13,00 F par action d'une valeur nominale de 100 F, soit un rendement net de 6,50 %, soit un rendement global de 19,50 F, soit un rendement net de 18,75 F avec avoir fiscal, au titre de l'exercice précédent.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1^{er} juillet 1986 contre remise du coupon n° 75.

Dans son allocution, le président a tout d'abord tenu à rendre hommage au nom de conseil d'administration, à l'action de son président-directeur, M. Jean-Louis Laroche, président d'honneur de la société.

Il a ensuite précisé qu'en ce qui concerne l'activité de groupe, caractérisée par la stagnation tout au long de l'exercice 1985 et de l'exercice précédent, 1986, une certaine amélioration s'est manifestée depuis le début de l'année 1986, notamment dans les divisions Châssis automobile et Ralentisseurs. Cette dernière division a fait acte de rattrapage total au regard du chiffre d'affaires enregistré à la fin mars.

Alors l'exercice 1986 s'est soldé à présent comme les deux précédents, avec un chiffre d'affaires en légère croissance par suite d'une conjonction plus favorable sur le marché de l'automobile.

Une fois encore, l'augmentation de la productivité constitue le facteur principal pour assurer le niveau des résultats. L'impact de toutes les actions entreprises dans ce sens au cours des deux derniers exercices sera apprécié et particulièrement bien vu en 1986, le mois de novembre, sources d'économie ont été obtenues au début de l'exercice en cours.

Cette recherche permanente de productivité ne se fait pas sans un soutien financier, car, dans le même temps, a été poursuivie la création de filiales à l'étranger, l'ouverture d'usines de production nouvelles et l'extension de la modernisation des usines.

Toutes ces actions permettront de continuer le processus de croissance en cours.

En raison d'un compte sur dividende de 9 F payé le 13 février 1986, le complément de 14 F sera mis en paiement à partir du 1^{er} juillet 1986 par exercice du coupon n° 44.

L'Assemblée Générale a reconduit pour une période de 6 ans le mandat d'administrateur de M. Frédéric CHANDON de BRILLIAT. Le Conseil d'Administration qui s'est réuni par la suite a par ailleurs renouvelé son mandat de Vice-Président.

Le Président a fait part au Conseil de l'activité du Groupe pour les cinq premiers mois de l'exercice, qui est en ligne avec les prévisions.



IMETAL fait savoir qu'elle a obtenu 8 millions d'actions Cookson qui ont été placées auprès de divers investisseurs, ramenant ainsi sa participation dans cette société de 100 % à 12,6 %. Cette action s'inscrit dans le cadre de la politique générale d'IMETAL, qui vise, après avoir obtenu de ses actionnaires, à réaliser ses moyens financiers.

IMETAL, qui apprécie vivement les engagements de Cookson, entend maintenir sa participation à 10 % au moins et poursuivra éventuellement le développement de ses rapports industriels.

AMERICAN BRANDS, INC.

Le conseil d'administration d'American Brands, Inc. a annoncé aujourd'hui la répartition d'un dividende à chaque action ordinaire de la société américaine en circulation sous forme de distribution d'actions de la société mère, à raison de 20 % en plus des actions ordinaires de la société. Les droits ne pourront pas être exercés pendant une période de dix jours pleins après la publication d'un avis indiquant qu'une personne en a obtenu au moins 20 % en plus des actions ordinaires de la société. Les droits offriront également une certaine protection en cas de réajustement indépendant du dividende par une actionnaire au prix de 2,50 \$. Le conseil peut racheter les droits au prix de 10 cents par droit avant de publier un avis indiquant que 20 % ou plus des actions ordinaires ont été acquises par une personne ou par un groupe.

La distribution d'un dividende sous forme de droit sera faite à partir du 10 juin 1986 aux actionnaires enregistrés à cette date et expirera dix ans plus tard, à moins qu'il ne soit racheté antérieurement.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 1^{er} juillet 1986 contre remise du coupon n° 75.

Dans son allocution, le président a tout d'abord tenu à rendre hommage au nom de conseil d'administration, à l'action de son président-directeur, M. Jean-Louis Laroche, président d'honneur de la société.



L'Assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 12 juin 1986 a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Le résultat après dotations aux provisions ressort à un chiffre de 1 606 086 538 F contre un bénéfice de 4 701 001 F pour l'exercice précédent.

Après déduction des réserves disponibles, le profit a atteint 1 281 692 564 F.

Le chiffre consolidé, la perte de 1985 SCREG s'élève à 1 996 188 762 F. La part de cette perte revenant à un groupe s'élève à 772 162 283 F. La situation nette de fin d'exercice s'élève à 2 121 121 F, soit un résultat, en négatif de 623 010 296 F.

Les assemblées générales extraordinaires tenues à l'issue de la première, seconde et troisième assemblées extraordinaires ont approuvé la dissolution de la société.

Les actionnaires ont approuvé les résolutions visant à reconstruire les fonds propres dans les conditions suivantes :

Le 30 juin 1986 au 30 juillet 1986 : augmentation de capital par émission en numéraire de quinze séries nouvelles pour deux souscriptions au prix de 50 F, soit un montant de 750 millions de francs.

Avant le 2 septembre 1986 : réduction de capital par échange de deux actions pour une nouvelle.

A l'issue de ces opérations, le capital s'élèvera à 1 115 500 F divisé en 2 231 000 actions de 50 F nominal et en 1 115 500 F de prime.

En outre, les 1 115 500 F de prime donneront droit de souscription entre le 1^{er} octobre 1986 et le 30 septembre 1991 à une action au prix de 50 F pour chaque bon.

Compagnie de raffinage et de distribution Total France

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 17 JUIN 1986

Les comptes de l'exercice 1985, approuvés par l'Assemblée générale ordinaire, font apparaître un résultat, hors effet de stocks et avant reprise sur les provisions réglementées, adjoint de 1 159 millions de francs à comparer, pour l'exercice précédent, à une perte de 2 301 millions de francs.

Le résultat consolidé de l'exercice qui tient compte de l'effet de stocks sur la provision pour fluctuations des cours ; après reprise, la perte est ramené à 1 050 millions de francs.

Les ventes de l'exercice sont, avec 20,9 Mt, en recul de 3,8 % par rapport à celles de l'exercice précédent.

Le président, Monsieur Armand Guilhem, a indiqué que la performance d'un résultat déficitaire était, dans la plupart des cas, due à :

- l'importance de l'effet de stocks provenant, pour l'ensemble, de la baisse du dollar par rapport au franc au cours du premier semestre ;
- la concurrence très vive qui a sévi en France sur les réserves de distribution ;
- les effets néfastes de la formule de prix des produits pétroliers.

Il convient toutefois de noter que le résultat hors effet de stocks s'est amélioré.

L'exercice 1986 a débuté dans des conditions nouvelles : la baisse des prix a permis une amélioration spectaculaire des marges ; le résultat économique du premier semestre sera d'un montant de 1,5 milliard de francs mais le résultat comptable restera adjoint du fait de la dévalorisation massive des stocks qui risque de dépasser 4 milliards de francs. La décision a donc été prise de produire une augmentation de capital pour renforcer les capitaux propres, l'apport total de fonds, prime d'adhésion comprise, atteindra au moins 1,5 milliard de francs ; les modalités en seront fixées au début du mois de juillet.

Cette opération, jointe à de nouvelles mesures d'adaptation, va permettre à CRD Total France de tirer pleinement profit des perspectives encourageantes qui apparaissent sur le marché.

GEFINOR S.A.
Siège social : Luxembourg
23, avenue de la Porte-Neuve

CONVOCAZIONE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires de GEFINOR S.A. se tiendra au siège social, le jeudi 26 juin 1986, à 11 h, avec pour ordre du jour :

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration
- Rapport du Commissaire
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1985 et affectation des résultats
- Quête à donner aux Administrateurs et au Commissaire
- Renouvellement des mandats des Administrateurs et du Commissaire
- Divers



ACTIVITÉS COMMERCIALES
AU 31 MAI 1986

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe Intertech s'élève à 424,2 MF contre 377,8 MF au 31 mai 1985 (+ 12,7 %) ; le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 522,3 MF contre 523,3 MF (- 0,2 %) ; le carnet de commandes s'élève à 595 MF.

Pour l'Admipol et Synthes, la société Intertech et ses filiales, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 245,7 MF contre 198,9 MF (+ 24 %) ; le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 297,2 MF contre 254,3 MF (+ 17 %) ; le carnet de commandes consolidé est de 697,7 MF.

Pour l'Informatic, la société Intertech (IN-2) et ses filiales, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 179,6 MF contre 178,9 MF (+ 0,4 %) ; le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 225,6 MF contre 208 MF (+ 24 %) ; le carnet de commandes consolidé est de 297,3 MF.

Ces éléments conjoncturels ont affecté l'activité Intertech au cours des cinq premiers mois de l'exercice. Pour l'ensemble des produits, un retard conjoncturel, mais considérable, des commandes venant du secteur public ; la mise en place d'un réseau de distribution indépendant en Espagne. Pour l'IN-2000, le contrat de distribution avec Etau-Louis par Telformex n'a été signé que début juin 1986.

Dans la mesure où ils sont conjoncturels, ces éléments ne devraient pas remettre en cause les résultats annuels.



TITRES PARTICIPATIFS DATE LIMITE

Il est rappelé à l'attention des porteurs de bons de souscription à la seconde tranche de l'émission de Titres participatifs réalisée par la Thomson-SA en 1983 que, conformément au contrat d'émission, ces bons pourront être exercés jusqu'à la dernière fois, le 15 juillet 1986.

De la 16 juillet, les bons qui n'ont pas été utilisés seront définitivement perdus et perdront toute valeur.

la politique économique de la France

Les instruments

MICHEL PERREAU

"Le lecteur ne peut qu'être séduit par la précision et la multiplicité des informations, par la qualité de cette synthèse et par un incontestable sens de la mesure."

108 F

ARMAND COLIN
103, bd. Saint-Michel 75005 Paris

alternatives économiques

DÉCHIFFREZ L'ÉCONOMIE AVEC UN REGARD CRITIQUE

JULIN 86

- Un sondage exclusif : les Français et le chômage.
- Sédu : pourquoi le déficit.
- Privatisation : mythes et réalité.

JE M'ABONNE pour un an 10 n° : 110 F

Nom _____

ADRESSE _____

Retourner à : Alter 200
20, rue d'Assas
21000 Dijon.

18 JUIN Cours relevés à 17 h 32[illegible]

Le Monde

LA VISITE EN FRANCE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PC

« J'aimerais que la Chine se modernise à la vitesse du TGV » déclare M. Hu Yaobang

À l'issue de sa visite en France, le secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang, devait tenir ce jeudi 19 juin à l'Élysée, une conférence de presse commune avec le président Mitterrand. Il devait aussi échanger avec le président M. Georges Marchais au siège du Parti communiste français, avant de s'enlever pour Rome, dernière étape de sa tournée européenne.

M. Hu Yaobang s'était rendu dans la région lyonnaise.

De notre correspondant régional

Lyon. — « J'aimerais que la Chine se modernise à la vitesse du TGV »

Bourse de la matinée

RESISTANT

De nouveau assez secouée le 19 juin, la Bourse de Paris s'est montrée beaucoup résistante jeudi au cours de la session préliminaire. Une nouvelle panne d'ordinateur s'est produite. A la reprise en route, l'indice a rebondi, en repli de 0,25% à l'ouverture, était pratiquement équilibré.

Baisse de Volvo et Chateaux (- 2%). Navigation mise, Lafarge, Compagnie bancaire et Total (- 1%). Hausse de Michelin et Dumez (+ 1%). Elf (+ 0,45%), Peugeot (+ 0,5%).

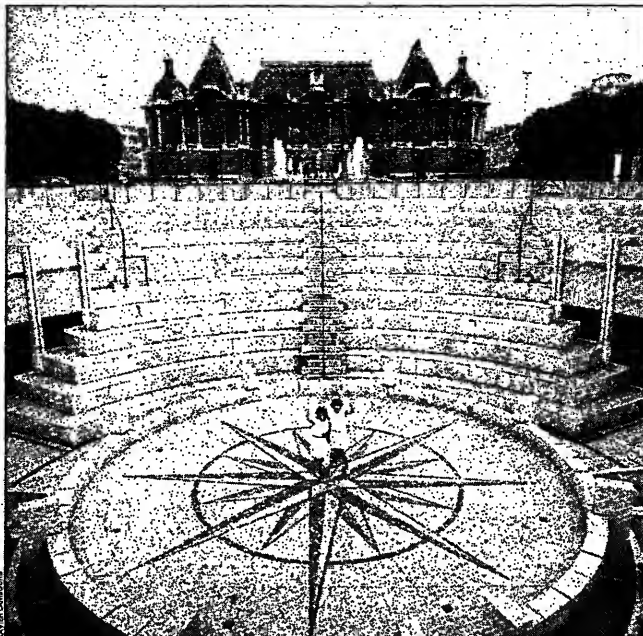
A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 19 JUNE

Indicateur de séance (%) : - 0,08

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier
Alcatel	352	352	353
Agropar	1615	1615	1616
Air Liquide	790	790	791
Alpechem	408	408	409
Alstom	1028	1028	1029
Banque	1833	1833	1834
Banque	1129	1129	1130
BEL	2680	2680	2681
Carrefour	2781	2781	2782
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	408	408	409
Chemin de fer	1210	1210	1211
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	1211	1211	1212
Chemin de fer	1028	1028	1029
Chemin de fer	230	230	231

VILLES AU FUTUR



LILLE, c'est-à-dire la communauté urbaine de Lille, englobant Lille, Roubaix, Tourcoing, Villeneuve-d'Ascq et quatre-vingt-deux communes toutes unies dans le même sort et les mêmes ambitions, ou qui devraient l'être.

Lille, capitale d'un Nord pour lequel le futur se conjuguait d'abord au passé, le passé d'un des deux plus grands et anciens bastions industriels français, attaqués de front par la crise.

Lille, ce sont d'abord des hommes attachés à un pays méconnu et qui, sans rien perdre de ce qu'ils sont et de ce qu'ils ont fait, cherchent à imaginer une sortie vers l'avenir. Avec des réussites et des échecs.

LILLE

Les bons caps d'une capitale

quelques kilomètres au sud, en pleine campagne. « On y a une gare de passage et raccordement des liaisons TGV Paris-Bruxelles et Londres-Bruxelles à Lille, et toute la région en tirera un bénéfice », explique Pierre Mauroy, ou il n'y aura pas cette gare, et la région vers ses activités attirées vers les extrémités des lignes, c'est-à-dire Paris, Bruxelles et Londres... et deviendra, comme un collaborateur du maire de Lille, « le Mervin du nord de la France qui regarde passer les trains... »

La région a donc besoin de Lille. Inversement, Lille a besoin de la région. Pour assumer son rôle de capitale, au même titre que peuvent le faire, sous d'autres latitudes, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux... Contrairement à celles-ci, la capitale des Flandres n'a pas, à elle seule, avec ses 170 000 habitants, les moyens de ses ambitions. Comment, par exemple, peut-elle financer les équipements qu'appelle une métropole d'un million d'habitants ? L'actualité du débat sur l'avenir de l'Opéra de Lille illustre à merveille cette difficulté.

Pierre Mauroy reconnaît que sa ville trouve un allié de poids et un partenaire efficace dans le conseil régional, le solide pôle politique flandrien. Mais, pour autant, Lille devrait aussi pouvoir compter sur l'agglomération urbaine dont elle est la ville-phare et s'attacher

avec l'autre pôle de la métropole que constituent Roubaix et Tourcoing.

Mais, sur ce terrain, les choses ne sont pas simples. Car, bien que les chambres de commerce et d'industrie de Lille, de Roubaix et de Tourcoing aient fusionné en 1967 pour former une chambre métropolitaine, bien que le communisme urbain de Lille existe maintenant depuis vingt ans, cette métropole est toujours éclatée, brisée (on a parlé d'une métropole en miettes) entre trois ou quatre pôles urbains importants. Il est certes plus facile de conjuguer ailleurs les infériorités d'une ville-centre avec ceux de sa banlieue et les besoins de plusieurs grandes villes, pour autant condamnées à s'entendre.

Pendant plusieurs années, une certaine unité politique de façade (toutes ces municipalités étaient tenues par le Parti socialiste) a masqué les divergences géographiques et historiques. Mais, à la faveur des municipales de mars 1983, toute une partie de la métropole, confrontée à la crise économique, au chômage, aux difficultés liées à l'immigration, a basculé : la droite reprenait l'initiative et se lançait dans une politique d'urgence qu'elle avait perdue six ans plus tôt et surtout emportant Roubaix, ville dite socialiste.

Le maintien, obtenu grâce à la forte personnalité du personnage, du socialiste Arthur Houbart à la présidence de la communauté urbaine ne peut mas-

quer en outre le fait que la gauche n'y détiend plus la majorité. D'autant moins d'ailleurs que le président n'a pu point à combattre ses propres amis du PS et à jouer de son influence auprès des autres pour remettre en cause des décisions qui ne lui plaisaient pas, quitte à s'allier avec la droite comme on l'a vu récemment lors d'un vote sur le tracé de la ligne n° 2 du métro devant relier Lille à Roubaix-Tourcoing.

Il en résulte une vie communautaire agitée de soubresauts et, surtout, une incapacité à engager une réflexion globale, sélective et sereine sur l'aménagement et l'avenir de cette métropole. Ainsi Roubaix et Tourcoing attendent toujours, en partie d'ailleurs à cause de leurs propres tergiversations et discordes, la réalisation de deux axes lourds de liaison avec Lille : la ligne n° 2 du métro et une voie rapide urbaine. Résultat : une part des crédits sont utilisés pour un prolongement de la ligne n° 1 bis du métro et la construction d'une voie autoroutière au nord de Lille (la ville d'Arthur Houbart), priorités qui peuvent apparaître discutables quand le secteur de Roubaix-Tourcoing a un besoin réel et urgent d'être désaccablé.

Dès lors le dialogue n'a fait que s'accroître. Les élus du secteur de Roubaix-Tourcoing se sont constitués en une Association du versant nord-est

DANS CE NUMÉRO

CITOYENS-CITADINS

Les ambitions de Pierre Mauroy - L'aventure du VAL - La toilette du centre de Lille - Les projets de Villeneuve-d'Ascq
Pages II à V

LE TRAVAIL DE DEMAIN

L'analyse des industriels « gagnants » - Les ressources de la « carte à mémoire » - La reconversion et la réhabilitation de Roubaix et de Tourcoing - La politique de formation de la région.
Pages VI à IX

TRETEAUX ET JOURNAUX

Le débat sur le financement de la culture - Les revendications des « rockers » - Les richesses du musée d'art moderne...
Pages X et XI

...et un sondage exclusif du Monde sur la situation de la presse dans le Nord.
Page XII

pour faire entendre leur voix, y compris en venant, en octobre 1985, « occuper » la préfecture...

De son côté, Lille s'est détournée de ses partenaires traditionnels, se disant qu'après tout elle peut compter avec d'autres alliés et que, s'il y a un versant nord-est, il peut bien y avoir un versant illinois. Ainsi, quand, de retour de Madison en juillet 1984, Pierre Mauroy se lance dans le projet de ciblage de sa ville, il refuse de confier l'affaire à la communauté urbaine. Il n'envisage pas davantage d'imaginer un réseau commun avec Roubaix et Tourcoing, ayant vu capoter l'expérience de coopération culturelle menée avec ces deux villes pour l'Opéra du Nord. Il s'allie simplement avec les communes voisines géographiquement et amies politiquement, Villeneuve-d'Ascq et quelques autres, et se tourne résolument vers l'ouest, jetant même une antenne jusqu'à Béthune, dans le Pas-de-Calais.

Pourtant, Lille ne peut tourner ainsi le dos à tout un pan de la métropole et ignorer cet outil extraordinaire d'aménagement qui doit être la communauté urbaine. Son maire le sait bien, qui proteste parfois contre « la loi des villages » (la communauté regroupe quatre-vingt-six communes) et souhaite vivement qu'elle retrouve son rôle au service des grandes villes. Ce qui suppose que les maires de ces grandes villes se rencontrent et s'entendent... Il y a toujours eu des antagonismes entre Lille et Roubaix-Tourcoing, mais on ne devrait pas donner de couleur politique à cela. Il y a tellement d'intérêts fondamentaux dans la différence : il faut harmoniser cette différence », déclarait récemment Pierre Mauroy, adoptant à un ton nouveau.

JEAN-RENÉ LORE.

roy reste toujou
la ville

prophète en son pays avant de devenir une passion »

La population a suivi, il y a eu « consensus autour du défi », et il reparait aujourd'hui, avec la mauvaise querelle sur l'attribution des plans-reliefs des anciennes cités fortifiées des marches du royaume.

Lille a restauré son passé et s'est imposé, avec le concours de la région, comme un foyer culturel qui rayonne dans plusieurs domaines, la musique, l'opéra, le théâtre, la création télévisée, le journalisme. Elle s'est employée à présenter son équilibre interne afin que le tissu vivant du centre comprenant ne dépense pas, et que les nouvelles zones d'habitat, à la périphérie, aient une vie propre.

Le maire explique qu'il y est parvenu en mettant en œuvre une politique volontariste et diversifiée de construction et une décentralisation de l'administration communale qui a servi de modèle pour d'autres villes, lorsqu'il est devenu premier ministre.

Après une phase de construction sociale intense, en cours de rectification, la municipalité cherche, en coopération avec les pouvoirs publics, à « faire rentrer les classes moyennes dans la ville ». Pour ce faire, il y a les motifs classiques de l'accession à la propriété, de la mise sur le marché d'appartements à loyer modéré, et les études sur le concept de « maison de ville ».

Dans cette volonté de maintenir un équilibre entre le centre-ville, le commerce et l'administration, le maire de Lille, qui veut retrouver la vocation de sa région-carrefour, se méfie à la fois de l'extension des zones d'habitat, et de la décentralisation des pouvoirs, qui ne sont pas sans conséquences électorales. C'est vrai que la désignation de la municipalité, et cela redoublent d'actualité le

décalage des circonscriptions législatives dans le cadre du scrutin uninominal à deux tours.

Si Lille est une locomotive pour la région, elle est, parallèlement, un centre d'influence et de pouvoir essentiel pour le socialisme régional. C'est, notamment, parce qu'il définit cette position-clé que le PS du Nord conserve sa puissance face à des forces adverses moins bien structurées et qui se cherchent des chefs de file.

La gestion l'émulation

Les dirigeants nationaux n'épargnent pas la politique régionale, mais réduisent sa véritable efficacité, qui est d'écarter par principe et de nourrir des grandes ambitions à moyen et long terme. Par rapport à un passé relativement proche, où ce que l'on appelle la gestion bourgeoise des villes et des départements suffisait à l'administration des administrés, la preuve la plus marquante de la décentralisation des pouvoirs au premier lieu est celui d'imaginer l'avenir et de construire en conséquence — se révèle dans la capacité des villes et des régions de façonner leur destin.

Dans le cas présent, le maire de Lille, qui pense sa ville en termes européens, qui veut retrouver la vocation de sa région-carrefour, se méfie à la fois de l'extension des zones d'habitat, et de la décentralisation des pouvoirs, qui ne sont pas sans conséquences électorales. C'est vrai que la désignation de la municipalité, et cela redoublent d'actualité le

concret, en collaboration avec les infirmes. Comme tous les politiques, c'est de son mandat de maire, de son métier de bâtisseur, que Pierre Mauroy tire le plus de satisfaction.

C'est alors qu'il peut, sans se préoccuper des motions, des courants, des alliances, des sondages quotidiens, parler de Lille au futur. Les petites difficultés de la vie locale, celles, par exemple, qui sont liées au fonctionnement de la communauté urbaine, ne semblent pas l'embarrasser outre mesure : ses adjoints y veillent. Qu'importe les tergiversations sur le tracé de la seconde ligne de VAL, dès lors que ce métro moderne va désormais jusqu'au Flénu-Lille.

Pierre Mauroy plaise les paupères, occupe tout son fauteuil et, le gain large, embrasse d'autres domaines, ceux que lui offrent les grandes plaines du nord de l'Europe et, à l'ouest, la mer. Au passage, il réveille chez Lille et dans la région, une certaine image du Nord, sur fond de terroir et de fumée d'usine, dont l'estomper au profit d'une transformation faisant de la région « une vitrine de la civilisation ».

Le maire de Lille s'est fait le champion, auprès de tous les centres de décision possibles — locaux, nationaux, internationaux, — de ce dossier-là, comme il s'est fait l'avocat des mutations des industries traditionnelles vers les technologies nouvelles. Pour lui, une certaine image du Nord, sur fond de terroir et de fumée d'usine, dont l'estomper au profit d'une transformation faisant de la région « une vitrine de la civilisation ».

quois et du premier ministre de Grande-Bretagne, du choix en faveur d'un tunnel ferroviaire sous la Manche leur donne quel que constance. A partir de là, Lille entend se situer au carrefour des lignes à grande vitesse Paris-Bruxelles-Cologne, Paris-Londres, Londres-Bruxelles-Cologne. La ville cherche à obtenir la création, dans la région, d'une gare pour les TGV, que la SNCF veut construire, dans l'état actuel — mais admissible — de ses projets, à une quinzaine de kilomètres de là.

Une façade sur la mer

Pour que les TGV entrent dans la ville, il faut trouver les 900 millions de francs nécessaires, auprès de la commune, de l'agglomération, de la région et des investisseurs privés, souligne Pierre Mauroy. Un tel projet servirait les intérêts de tous, ajoute-t-il, et permettrait la création d'un nouveau centre d'affaires sur l'emplacement de l'ancienne foire.

Le maire de Lille s'est fait le champion, auprès de tous les centres de décision possibles — locaux, nationaux, internationaux, — de ce dossier-là, comme il s'est fait l'avocat des mutations des industries traditionnelles vers les technologies nouvelles. Pour lui, une certaine image du Nord, sur fond de terroir et de fumée d'usine, dont l'estomper au profit d'une transformation faisant de la région « une vitrine de la civilisation ».

déjà la région autour du triangle Lille-Valenciennes-Béthune.

Elle exigera et favorisera l'évolution culturelle d'une population encore sous-scolarisée. « Les hommes du Nord », expliquait Pierre Mauroy, dans une interview à la *Vie française*, « n'ont pas l'habitude d'aller à l'école. La mine, l'usine, ramener la première paye à sa mère, voilà qui était important. Aujourd'hui, nous devons privilégier la maîtrise grise pour que nos jeunes soient capables de s'adapter aux industries nouvelles. » La logistique de cette mutation est en cours d'application.

« Remodeler la région, c'est, poursuit Pierre Mauroy, en mettant les dernières touches à sa fresque, renforcer les deux centres industriels, celui de Lens-Douai-Valenciennes et celui du bassin de la Sambre, et c'est reconstruire notre façade sur le boulevard maritime le plus fréquenté du monde, à partir de la zone portuaire Dunkerque-Calais-Boulogne. » Les premières bases de cette reconquête ont été établies, souligne-t-il. Si l'on comprend bien, la région n'a pas souffert d'avoir envoyé pendant trente-six mois un premier ministre à Paris.

Pierre Mauroy ne s'apaisait pas davantage, pas plus qu'il ne se lassait de sa carrière nationale. Le sujet, aujourd'hui, c'est Lille et le Nord, qui doivent renouer avec leur vocation commerciale du XIX^e siècle et de l'échange et la prolonger jusqu'à dans les secteurs les plus pointus de la modernité. Le voilà reparti. Pierre Mauroy ne s'arrêterait jamais, tel « l'homme errant sous le ciel des Flandres », de parler de son pays et des siens.

ANDRÉ LAURENS.

OPPOSITION

Quel patron pour la droite ?

L'UNE des faiblesses traditionnelles de la droite dans le Nord, et particulièrement à Lille, réside dans l'absence d'un chef de file incontesté. En 1977, François Xavier Ortoli tenta de s'imposer face à Augustin Laurent mais il échoua. Six ans plus tard, Norbert Segard repréenta le flambeau et sans doute le tiendrait-il encore si la mort n'en avait décidé autrement.

Aux dernières municipales, en 1983, c'est derrière Bruno Chauvire que la droite a disputé le baillon à Pierre Mauroy. Mais l'homme est contesté et connaît un isolement politique. Evénus au lendemain de ces élections des rangs du RPR, il ne se fait donc conseiller général dans le canton de Lille-Sud-Ouest et, à l'approche des législatives, adhère au Front national, qu'il quitte une fois élu.

Jean-Jacques Descaemp, élu député UDF le 16 mars et promu secrétaire d'Etat, quoiqu'il soit plus tard, a voulu se présenter depuis plusieurs mois comme le leader de l'opposition municipale et comme le candidat tout désigné pour parer en 1989 à la conquête du baillon. Mais au lendemain du 16 mars, les responsables locaux du RPR lui ont publiquement rappelé, au nom des dix points d'avance obtenus par les listes RPR sur les listes UDF, que c'est à leur formation que revenait la prééminence.

Quant à Albin Chalandon, parachuté dans le Nord pour les législatives de l'été 1985, il avait jusqu'à présent laissé planer le doute sur ses ambitions lilloises. Il semble bien aujourd'hui qu'il n'ait guère le projet de venir en découvrant avec Pierre Mauroy sur Lille.

J.-R. L.

RÉNOVATION

La grande toilette

« UN fi br dans la ville », c'est Pierre Mauroy se plaçant à l'origine première ligne du maire. Et c'est vrai que la construction de la mise en œuvre d'un service ont modifié le paysage de la capitale des Flandres. Après des mois des mois de chantier, les ruines des reliques à nuit. Les plus ont trouvé un nouveau visage au sortir des stations : d'anciens quartiers, la place de la République, la place de la Préfecture, le palais des Beaux-Arts, le se vent le plus prestigieux des cratères du métro et l'ornement qui note sous les yeux les sculptures de Dordogne.

Le cadeau au métro

La mise service du métro a eu d'assez nombreuses conséquences moins vives mais tout aussi réelles. Il a ainsi accueilli le gisement qui s'opère dès l'ouverture, du centre d'activité commerciale de la rue Nationale (qui deviendra plus en plus quartier d'affaires) vers le secteur des nouvelles, toujours très animées tant dans la journée que la nuit. De même, si l'on mesure l'impact du métro sur la commercialité des quartiers, on voit très fortement celui qu'il a sur l'habitat. Hier, qui s'endormait et s'ennuyait, va prendre un coup de jeunesse en quelques années grâce à plusieurs programmes immobiliers d'importance.

De la même façon, la réalisation de la ligne 1 bis, entre Lomme-Lambert et le gare de Lille, sera une chance à saisir pour la ville, notamment pour la reconstruction de ces immeubles HLM qui couvrent le sud de la ville. Elle confortera également la vocation tertiaire toute nouvelle du quartier de Moulines, l'ancien secteur des filatures, transformées en bureaux, à l'initiative d'abord de la ville (ancienne usine Le Blum), puis du privé (les usines Wallart devenues Lille-Tribune III, IV, V, VI) : 35 000 mètres carrés de bureaux.

Sans attendre le métro, Lille s'est engagé dans la reconstruction urbaine. Aux opérations lourdes de rénovation (celles du quartier Saint-Sauveur, autour de l'hôtel de ville, presque entièrement rasé voici vingt ans pour faire place à des immeubles modernes et plutôt sans âme), a succédé un travail de reconnaissance qui respecte l'existant et l'identité des quartiers. C'est le cas à Wazemmes avec de petits programmes de maisons de ville. C'est le cas surtout dans le secteur sauvegardé du Vieux Lille, dont la restauration se poursuit sous l'œil vigilant de l'association Renaissance du Lille ancien. Ce quartier revêtira un charme nouveau si est mené à son terme le projet de remise en eau des anciens canaux du dix-septième siècle.

Au centre-ville, la Grand-Place réaménagée assure le belon du Vieux Lille vers le secteur piétonnier. Il faut y conjuguer les impératifs de la circulation piétonne et les contraintes du trafic automobile. Les commerçants ont obtenu qu'on y construise un parking souterrain

et la ville a abandonné l'idée d'y faire stationner les voitures. D'abord, parce qu'on ne peut pas faire passer ailleurs à moins de les renvoyer dans le Vieux Lille, qu'il n'est pas construit pour cela. Aussi, parce que l'on considère que les visiteurs doivent avoir le centre pour avoir envie de s'y arrêter. Enfin, parce qu'on se dit que la Grand-Place serait bien entre les jours de pluie... et il y en a tout de même plusieurs dans l'année.

A deux pas de là, Lille a inauguré, au Nouveau Siècle, voici deux ans, son Palais des congrès et de la musique. Une réussite, si l'on en juge d'après les projets d'investissement hôtelier : quatre nouveaux hôtels sortent de terre en plein centre d'ici à l'an prochain. Plus que dans les dix dernières années.

Un avenir sur rail

Mais, surtout, on quitte la capitale des Flandres, c'est le rendez-vous avec le TGV. Si les lignes Paris-Londres et Paris-Bruxelles se croisent dans la ville, il faudra construire une nouvelle gare à proximité de l'actuelle, avec la rénovation ou le déménagement de la Gare internationale, le déplacement à Lomme-Courrière de la gare de triage Saint-Sauveur et les terrasses gales dans l'attente des décisions de la SNCF : c'est une zone de 50 hectares que la ville aura à aménager en un immense centre directionnel. Une zone de 50 hectares sur laquelle se jouera véritablement son avenir de capitale régionale au cœur de l'Europe du Nord-Ouest.

J.-R. L.

Le Monde et les « Villes au futur »

Dans sa série « Villes au futur », le Monde a publié des suppléments spéciaux sur : Grenoble (10 mai 1985), Rennes (15 novembre 1985), Strasbourg (24 janvier 1986), Milan (4 avril 1986), Bordeaux (23 mai 1986), Barcelone (31 mai 1986). Prochain supplément : Montpellier.

CRÉATEURS ENTREPRENEURS FONCEZ !

LE DÉPARTEMENT DU NORD VOUS EN DONNE LES MOYENS

Le Conseil général du Nord poursuit une vigoureuse politique économique départementale.

Depuis trois ans, dans le Nord, des outils existent : direction spécialisée, aides spécifiques, bâtiments industriels locaux, agents de développement économique, etc. De nouvelles formules apparaissent : nœuds industriels et centres de transfert de technologies, véritables relais entre la recherche fondamentale et les PMI.

Un plan de bataille économique s'est mis en place autour d'un budget d'intervention de plus de 55 millions de francs.

Cette action vous concerne, nous pouvons vous aider à vous installer. Nous pensons aussi à votre développement.

Prenez contact avec la Direction du développement économique du Conseil général du Nord.
Tél. : 20-30-57-54.
Le Nouveau Nord se bâtit avec vous.

Conseil Général
Département du Nord

GRATUIT LE DOSSIER SPÉCIAL CRÉATEURS D'ENTREPRISE DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD

Je désire recevoir sans engagement de ma part le dossier spécial concernant la création d'entreprise dans le département du Nord.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

étro sans pilote

LILLE
CITOYENS
CITADINS

Fin de chantiers à Villeneuve-d'Ascq

La « ville nouvelle » est devenue adulte

CHAQUE jour qui passe renforce un peu plus Villeneuve-d'Ascq dans son identité et sa notoriété : deux qualités difficiles à acquérir pour une ville jeune, poussant à l'ombre d'anciennes au lourd passé.

Exister par elle-même : telle est l'ambition de toute ville de banlieue. Mais Villeneuve-d'Ascq n'est plus tout à fait une banlieue, même si son rayonnement se conjugue avec celui de Lille et plus globalement de la métropole lilloise.

Identité à l'intérieur, notoriété à l'extérieur : ces deux idées obéissent à la même logique. Gérard Caudron, quarante ans (PS), qui ont développé un plan de communication à la mesure de l'ambition qu'ils nourrissent pour leur ville « *urbi et orbi* ».

Cette priorité s'explique par la jeune mais riche histoire de la ville. Plus que d'autres, les élus villeneuvois savent que leur autonomie est à ce prix. Ailleurs, on ne remet pas en question la légitimité de l'existence d'une ville. Ici, les Villeneuvois ont dû s'imposer, jusque dans le choix du nom de leur cité. Sur le papier des aménageurs, on l'appelait « Lille-Est », lors de la fusion volontaire des trois anciennes communes d'Annapes, Ascq et Fiers en février 1970. Les élus d'alors avaient joliment suggéré « Villeneuve-en-Flandre ». Ce sont les habitants qui ont imposé Villeneuve-d'Ascq en hommage aux quatre-vingt-six martyrs du massacre d'Ascq de 1944. Régulièrement assaillés, souvent convoqués, les Villeneuvois ont été l'objet de propositions de fusion multiples dont les plus insistantes émanaient des partisans du « Grand Lille », d'abord Augustin Laurent, ensuite Pierre Mauroy.

Mais sur le plan intérieur, la reconquête de tous les pouvoirs locaux fut le premier objectif d'une jeune municipalité de gauche élue en mars 1977. A la fois à l'égard des « rieurs » - l'Etat, communauté urbaine de Lille, mais aussi des techniciens : les aménageurs de l'établissement public (EPAL).

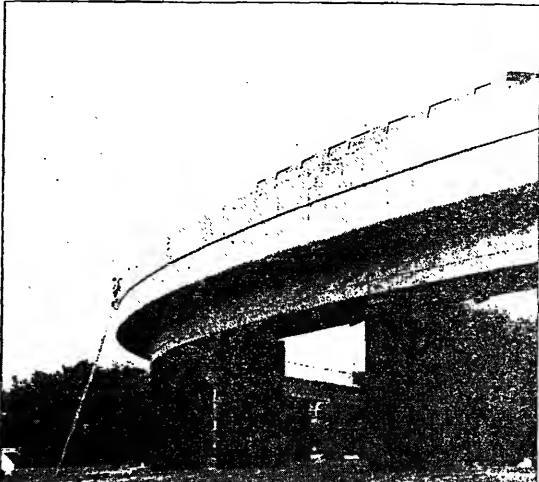
Les échanges furent rudes, en particulier avec le président du conseil d'administration de l'EPAL, qui n'était sûre que le président de la communauté urbaine : le bouillonnant Arthur Natchez. Et la même appartenance politique des hommes n'a rien simplifié ! L'attitude des élus fut donc de remettre en question l'ampleur du projet « ville nouvelle ». Une idée aujourd'hui vieille de vingt ans.

Un rêve des années 70

C'est en 1966 que le ministre de l'équipement de l'époque, Edgar Pisani, avait imaginé de combler le « vide » entre un campus sortant de terre et les faubourgs de Lille. Vingt ans plus tard, l'université est réinsérée dans la ville, en particulier grâce à l'effet magique d'un métro automatique qu'elle a partiellement conçu : le VAL.

Réduire l'ampleur du projet, c'était le limiter dans le temps, et pour les élus reprendre en main toutes les rênes. Ainsi, Villeneuve-d'Ascq, une des neuf « villes nouvelles » à la française, est la première à ne plus l'être.

Aujourd'hui Villeneuve-d'Ascq compte 70 000 habitants, et non les 100 000 qu'on lui prédisait. Sa



population est répartie dans des quartiers assez nettement délimités, en particulier par l'autostrade Lille-Grand et la voie ferrée Lille-Bruxelles, qui donnent une image aérienne d'une ville « crucifiée » sur ces deux axes.

La ville est en train de décoller économiquement, deux ans après le départ des aménageurs. On

aurait pu craindre qu'elle ne devienne qu'une « cité de fonctionnaires », en raison de l'implantation massive d'administrations (télécommunications, université, sécurité sociale). La mutation s'opère dans un secteur où on ne l'espérait plus : le tertiaire et l'industrie de pointe. Le vieux rêve des années 70 se concrétise :

l'entreprise ne craint plus de se rapprocher de l'université ; l'urbanisation du campus, qui avait suscité un tollé dans les années 70, a aujourd'hui admis par tous... y compris par la chambre de commerce. La « ville nouvelle » attire et séduit. Il a fallu pour cela que les élus prouvent le relais des aménageurs et entre-

tiennent la flamme. Ils y réussissent dans un style différent. D'où l'idée de technopole dont le maire de la ville, Gérard Caudron, s'est fait l'apôtre, de retour d'un voyage au Japon. Les retombées peuvent être importantes et non exclusivement villeneuvoises, notamment pour l'emploi.

Les erreurs des autres

On aurait tort d'y voir toutefois une ville idyllique. Le slogan « ville nouvelle = vie nouvelle » est resté figé sur les lèvres d'un technicien lyrique. Villeneuve-d'Ascq compte aussi ses HLM à réhabiliter, elle a un taux de chômage supérieur à 10 % (2 509 à la fin de mai 1986), inférieur de très peu à la moyenne nationale, mais préoccupant car il s'agit surtout de jeunes, si nombreux dans cette ville adolescente. La chance de Villeneuve-d'Ascq, c'est sûrement d'avoir su exploiter souvent les erreurs des autres. C'est aussi, désormais, de mieux se faire connaître et donc d'attirer davantage... tout en ayant en réserve quelque 40 000 mètres carrés de bureaux programmés et 72 hectares en ZAC viabilisés.

Les jeunes élus villeneuvois d'il y a dix ans ont pris du galon. On les retrouve au conseil régional, au conseil général... ou à la présidence de la chambre de commerce métropolitaine. Et pourtant, aujourd'hui comme hier, ils sont contraints de batailler à nouveau contre le découpage politique qui pourrait avoir pour effet de faire d'une « ville », le décapité de Villeneuve. Et ça, ils ne le pardonnent pas !

PASCAL PERCO.

ROUBAIX et TOURCOING

LES CAPITALES MARCHANDES DE LA RÉGION NORD

La moitié des trente premières entreprises privées du Nord sont à Roubaix-Tourcoing. Derrière ces « locomotives », qui comptent quelques leaders français, voire européens, on trouve une multitude d'entreprises moyennes et petites, elles-mêmes parfois leaders de leur marché. Ces grandes firmes et tout leur environnement font de cette agglomération le pôle économique de la métropole Nord.

Car si Lille est la capitale politique dont la région Nord-Pas-de-Calais a besoin, l'agglomération de Roubaix-Tourcoing, avec ses 400 000 habitants, est en fait devenue, par l'ensemble de ses activités, la capitale économique du Nord.

En particulier, Roubaix-Tourcoing est, sans conteste, la capitale marchande de la région. Elle perpétue la renommée internationale acquise, dès le Moyen Âge, par ses drapiers célèbres, qui avaient fait la prospérité de ce carrefour du nord de l'Europe. Des firmes importantes comme IBM ou QUELLE ne s'y sont pas trompées.

Nouveau : « QUELLE » arrive

Capitale économique, capitale marchande, Roubaix-Tourcoing vient de se voir confirmer, d'année en année, dans son rôle de capitale de la vente par correspondance. Le numéro 1 de ce secteur, l'allemand QUELLE, a en effet décidé d'installer à Mercure - splendide immeuble d'affaires - à la jonction de Roubaix et de Tourcoing, la direction commerciale de la filiale française, pour se rapprocher d'un « terrain professionnel » incomparable.

Aujourd'hui, par les efforts conjugués des entreprises et des collectivités locales, le renouveau se construit sous nos yeux.

L'industrie textile a retrouvé ses lettres de noblesse par d'énormes investissements dans le domaine de l'innovation technologique. Avant bien d'autres, elle a appris à vendre dans le monde entier



Le Centre décisionnel MERCURE, trait d'union entre Roubaix et Tourcoing.

et exporte 40 % de sa production ! Soutenue par de nombreux imprimeurs, souvent installés à Tourcoing, la VPC et la Grande Distribution ont été lancées par des industriels textiles. Ils ont inventé, il est vrai, pour les besoins propres de leur entreprise, la franchise et, tout récemment, ont lancé le concept des galeries de magasins d'usines, qui connaissent un énorme succès.

Des écoles pour apprendre à mieux vendre !

Pour produire, il faut d'abord « savoir vendre », et les techniques de vente progressent de jour en jour. Ceci s'apprend aussi à Roubaix-Tourcoing. Déjà, pour le textile, le centre Arts et Industries, à Tourcoing,

et l'ENSAIT (école d'ingénieurs) à Roubaix, sont connus dans le pays tout entier. Deux nouvelles écoles, dès la rentrée prochaine, vont conforter ce pôle de formation dans une orientation commerciale : l'IUT « C » et sa fondation pour le management de la distribution et l'IPRA-Force de vente, à Roubaix.

L'esprit d'innovation ne s'arrête pas dans les livres ! Il est la conséquence d'un tempérament de « gagnants ». Car, à Roubaix-Tourcoing, l'innovation est... une tradition ! A Tourcoing, VELEC, originaire du textile, s'est taillé une réputation hors pair dans la fibre optique : elle est l'une des meilleures entreprises françaises de cette technologie d'avenir.

Ici se rejoignent l'innovation des entrepreneurs et celle des collectivités locales. L'agglomération de Roubaix-Tourcoing prépare actuellement son réseau ciblé. Celui-ci aura pour première mission de permettre aux entreprises d'accéder à une communication internationale plus rapide et moins chère par une connexion avec les satellites. Car, à Roubaix-Tourcoing, un Centre International de la communication est en voie de création. Cet outil innovant, qui sera également un équipement grand public, aura une dimension régionale.

Cela s'inscrit en phase avec une caractéristique des entreprises de Roubaix-Tourcoing : l'importance de leur activité internationale. L'agglomération n'est pas le premier marché mondial de la laine depuis un demi-siècle pour rien : ses entreprises, grandes et petites, se sont toujours risquées sur les marchés extérieurs avec succès.

Roubaix et Tourcoing, les capitales marchandes du Nord, sont une force de vente internationale.

CONTACTS :

- | | |
|----------------------------------|---------------------|
| A ROUBAIX | A TOURCOING |
| • M ^{me} Sylvie DEQUIDT | • M. Gilles ROELAND |
| Service économique | Service économique |
| Tél. : 20-73-92-05 | Tél. : 20-24-92-04 |

L'autre industrie

Jouer gagnant sur le Nord

AUJOURD'HUI, le Nord ne s'appelle plus charbon ni uniquement déshérité, chanter naval, ni même textile. Il affiche désormais d'autres enseignes, qui ont non Aulnay (25 000 emplois créés en vingt-cinq ans dans la distribution). La Redoute numéro un de la vente par correspondance en France (12 500 salariés), Groupe Maison familiale de Cambrai (numéro un de la maison individuelle en Europe), Cristalline d'Arques (premier fabricant mondial de verrerie de ménage commercialisée sous les marques Arcopal, Luminarc, Cristal d'Arques, Arcopal...), Prouvost (numéro un mondial de la laine), La Mondiale (première compagnie française d'assurance-vie), Parquet Frères (qui compte parmi les leaders des produits polyvalents), Il faudrait aussi parler de Carisma, de Velco, de Lami Lutti (bonbons et chewing-gum) et de dizaines d'autres à s'être ainsi placés au tout premier plan dans leur spécialité.

Et pourtant, préférez encore une tout autre image : celle que l'on prononce le mot « Nord » : celle tout en noir de la récession chaboune, de la crise de la sidérurgie, des difficultés du textile. Alors, comment-on a crié : « Haute ou misérabilisme ! ».

« Les gens en ont vraiment marre des images négatives qu'on donne de cette région », proteste Bruno Libert, quarante-sept ans, homme du Nord, PDG du Crédit général industriel, dont la direction nationale est implantée à Maroquin-Bardal et qui compte une centaine d'agences dans l'Hexagone. Précisons que Bruno Libert préside le club Gagnants, une association toute nouvelle qui rassemble soixante entreprises performantes, modernes, dynamiques, de la région. Soixante entreprises qui « pèsent » lourd :

160 000 emplois, 150 milliards de chiffre d'affaires. Gagnants - le titre le plus inattendu - se veut un message de dynamisme et d'espoir pour la région. Depuis longtemps, ceux qui aujourd'hui l'ontiment ont choisi de prendre les choses par leur côté positif et de considérer qu'il y a dans cette région des atouts à moitié vus. Considérer le verre à moitié plein pour le Nord, c'est dire, insiste Bruno Libert, que c'est cette région à perdre en trente ans 400 000 emplois dans ses grands domaines traditionnels d'activité, elle en a dans le même temps créé 350 000 autres dans des secteurs nouveaux, performants et modernes. « Aucune autre région française n'a vu en trente ans une période aussi courte une aussi profonde mutation. » Et cela, ajoute le président de Gagnants, grâce à des entrepreneurs, à des entrepreneurs, à des hommes et à leur savoir-faire.

Fuite des cerveaux

Mais à présent, le savoir-faire ne suffit plus. Il faut aussi le « faire-savoir ». Révolution culturelle dans une région où le secret - tout au moins la discrétion - était la règle dans le monde des

« L'idée de ce club, raconte Bruno Libert, est née d'un problème tout à fait concret : la difficulté des entreprises à faire venir tel des cadres de haut niveau. Un ingénieur sur dix en France est formé dans la région, mais on n'arrive pas à les retenir parce qu'ils ne connaissent pas la région. Il faut leur faire connaître la région, leur faire connaître la région, leur faire connaître la région. »

Une première campagne publicitaire nationale a été lancée sur

le thème : « Rejoindre le pays de l'entreprise ». D'autres actions sont à l'étude : une fête de l'entreprise, la réalisation de vidéos, des opérations de sponsoring ou de mécénat dans le club Gagnants. Un projet est lancé pour le LOSC, le club de football professionnel de Lille ; pourquoi pas demain une action identique pour l'Opéra de Lille ou la réhabilitation de la vieille Bourse sur la Grand-Place ?

Il ne s'agit pas de créer une institution supplémentaire qui viendrait concurrencer les autres. D'ailleurs, Gagnants n'est pas fait pour durer. Le club devrait vivre cinq ou six ans, de l'aveu même de son président : « Ou nous aurons alors réussi et il n'y aura plus lieu d'exister, ou nous aurons échoué et alors nous serons trompés. » Et, ce bon managers, les Gagnants vont commander une enquête d'opinion pour savoir, dans cinq ans, la retrouver et vérifier si l'image professionnelle du Nord a progressé ou non.

Alors, le Nord, pays de l'entreprise ? Bruno Libert se veut optimiste. « Je crois sincèrement qu'il y a dans cette région des valeurs tout à fait spécifiques, particulièrement à l'usage professionnel : valeurs humaines, tolérance, respect de l'autre, sens de l'accueil et de la parole donnée ; valeurs professionnelles », sans du concret, pragmatisme, sens du travail et du respect du client et puis il y a cette « vitalité particulière qu'il illustre, par exemple, le nombre de familles nombreuses. » Autant de valeurs extraordinaires qui, si l'entreprise, a cela s'ajoute un sentiment de fierté d'appartenance à la région. « Il faut y croire. »

J.-R. L.

Crédits sur mesure

Des banquiers plus attentifs aux PME

L'OURDEMENT tonné par la crise, avec ses « taches » de dépression dans le Valenciennais, et maintenant sur le littoral, la région du Nord conserve des atouts que l'on aurait tort de sous-estimer, à savoir des hommes et des capitaux.

« Les ressources humaines sont de qualité, relève un banquier lillois : Non seulement la formation universitaire est excellente, avec de bonnes écoles d'ingénieurs, mais on peut voir couramment des gens se jeter à l'eau pour créer une entreprise, dans la génération des trente à trente-cinq ans. » En outre, près de deux siècles d'intense activité industrielle ont accumulé un patrimoine naturellement orienté vers l'entreprise. « Ici, il y a plus d'argent qu'à Lyon : on peut, sans peine, réunir un tour de table pour lever 3 à 5 millions de francs de fonds propres sur un projet susceptible de faire la route », fait remarquer un autre banquier.

D'une manière générale, les banques de la région du Nord, que ce soit les « locales » (Crédit du Nord et Scalbert-Dupont) ou les « nationales » (co tête, la BNP), s'estiment moins préoccupées de régler les questions de « haut de bilan » (renforcement du capital) que d'épauler plus fortement, par des crédits classiques, des équipes de gestion à qui elles font confiance.

Un exemple en a été donné, dans un secteur aussi difficile que le textile, par le redressement spectaculaire du DMG, sous la conduite de Julien Charlier : « On a traversé la tempête avec eux, on en est chaudi, mais les résultats sont là (des profits ou au bout de dix-huit mois). »

Sans doute des initiatives onelles été prises par les établissements bancaires, soucieux de soutenir leur fonds de commerce et de ne pas trop se laisser déborder

le tissu industriel. La banque Scalbert-Dupont a créé, par exemple, une filiale BSD - Expansion qui, par de nombreuses participations en capital, a pris une part active en démarrage de projets de lancement et de développement d'entreprises régionales, dans le domaine, notamment, des nouvelles technologies. La banque est également entrée dans le capital d'organismes de financement privilégiés, comme le Piorclie-Investissement, pour prendre des participations dans les entreprises locales.

Cette démarche s'est accompagnée, naturellement, d'une décentralisation plus poussée des organes de décision, notamment en ce qui concerne les banques nationales (BNP, Crédit lyonnais, Société générale) qui ont rendu à la région une certaine autonomie. Ainsi le Crédit du Nord a renforcé le rôle de son comité de crédit lillois, où siègent des industriels locaux.

Les services en pointe

Mais le socle le plus répandu dans les états-majors bancaires est de développer des équipes d'ingénieurs travaillant sur place pour instruire les dossiers de demande de prêts, mieux évaluer les situations et perspectives des entreprises clientes et fournir une assistance technique aux succursales. C'est le cas au Crédit du Nord, qui peut pousser encore plus loin ses activités de services, contribuant, par exemple, au financement de l'opération « Mille ordinateurs » pour les PME du Nord, par l'intermédiaire de sa filiale spécialisée en informatique et motétielle, la SEGIM.

« Nous sommes sortis de nos critères de gestion en matière de distribution des crédits, explique, confie un banquier. Encore

une fois, il faut faire confiance aux équipes et s'engager davantage, notamment avec les PME, sans pourtant prendre de risques inconsidérés. »

On est loin des reproches qu'adressait Pierre Mauroy, alors premier ministre, au secteur bancaire, dans un discours prononcé à Lille le 6 septembre 1981, où il fixait un seul à la nationalisation du secteur bancaire : « Faire que, dans les communes et les régions, les banques décentralisées ne soient plus, pour tous les entrepreneurs, des tuteurs, des seigneurs et des exécutants, mais des partenaires du développement, attentifs aux exigences de l'environnement local et régional. »

Certes, après l'irrésistible des nationalisations, les gouvernements socialistes, y compris celui de Pierre Mauroy, se sont aperçus que les banques ne pouvaient pas « faire à l'impair » en matière de crédits aux entreprises. La difficulté, d'autant que leurs dirigeants avaient reçu de Laurent Fabius le consigne de conserver des résultats satisfaisants. Mais les établissements bancaires eux-mêmes ont eu à cœur de ne pas « exécuter » automatiquement leurs clients en situation délicate, notamment dans la région du Nord, dont le vrai problème est ailleurs : quels pôles de développement doivent être choisis avec une chance de réussite ?

Dans un climat industriel qui, selon les banquiers, est bien meilleur qu'il y a quelques années, les banques ont eu à cœur de ne pas « exécuter » automatiquement leurs clients en situation délicate, notamment dans la région du Nord, dont le vrai problème est ailleurs : quels pôles de développement doivent être choisis avec une chance de réussite ?

FRANÇOIS RENARD.

INNOVATION

Puces à tout faire

COULEURS vives, chiques en bob, cartes de crédit périmées ou empruntées... La fausse monnaie fleurit, à Lille comme ailleurs, au grand dam des commerçants. Quelques-uns, il y a dix ans, sont venus trouver les responsables de la chambre de commerce et d'industrie pour dénoncer leurs doléances. Que faire ? La question n'était pas nouvelle : elle tombait, si l'on peut dire, à pic, c'est-à-dire au moment où une réponse pouvait, peut-être, lui être apportée grâce à la carte à puce.

Merveilleuse carte à puce, dont le mécanisme est, pour l'instant, invisible, sur laquelle on peut stocker des milliers d'informations, dont le moindre peut être interrogé à distance, qui peut contrôler elle-même les opérations qui lui sont demandées... Bref, un véritable ordinateur dans la poche.

L'idée est donc lancée par la chambre de commerce d'inter les commerçants de la région à remplacer leurs vénérables caisses enregistrateuses par de véritables « terminaux points de vente » qui rendraient, avec une sécurité accrue, les mêmes services pour les opérations de paiement mais pourraient aussi assurer de multiples fonctions : gestion des stocks, comptabilité analytique, relevé automatique de la situation de caisse par le banquier en fin de journée...

Un prêt de 20 millions du Fonds industriel de modernisation, l'appui logistique de la mission Unis 2000 et pas mal d'opérations ont permis de passer aux actes. Des « atelages » ont été construits entre sociétés de crédit et distributeurs de machines à cartes, et l'objectif - l'installation d'un demi-million de terminaux dans tous les commerces de mille deux cents commerçants de la région - paraît réalisable.

Cette première, si elle réussit, aura un triple avantage : rassurer les commerçants, les obliger à moderniser leur gestion, favoriser la fabrication en France, au moins en partie, des caisses enregistrateuses, qui, pour l'instant, nous viennent toutes de l'étranger.

Ce même souci de promouvoir les entreprises nationales a conduit la chambre de commerce

et d'industrie et son président, M. Gérard Teboul, homme du Nord, à susciter la création d'un « club des commerçants », une sorte de rassemblement sept sociétés régionales l'ont rejointes, deux dans l'automatisme, deux dans l'informatique et vise à développer les applications industrielles et professionnelles de la carte à puce. Ce GIE France-Cam veut de sortir un premier terminal prototype.

Les démarches de la chambre de commerce rejoignent celles que mènent, dans ce même domaine, la direction régionale des télécommunications, la région ou un organisme comme le mission Unis 2000, ou se confient avec elles. Il s'agit d'une association d'un certain nombre de ministères techniques, de grandes entreprises nationales, d'organismes publics, qui a été créée en 1984 pour aider au développement et surtout à l'utilisation pratique des nouvelles technologies. Dans sites laboratoires lui ont été affectés : l'agglomération Bayonne-Anglet-Biarritz, le « triangle » Lille-Roubaix-Tourcoing - Valenciennes-Béthune.

Quel que soit le sort que le nouveau gouvernement réserve à la mission, celle-ci a déjà encouragé plusieurs études ou initiatives dont les habitants de l'agglomération lilloise devraient bénéficier à plus ou moins long terme. L'installation des terminaux Unis 2000 et pas mal d'opérations ont permis de passer aux actes. Des « atelages » ont été construits entre sociétés de crédit et distributeurs de machines à cartes, et l'objectif - l'installation d'un demi-million de terminaux dans tous les commerces de mille deux cents commerçants de la région - paraît réalisable.

Cette première, si elle réussit, aura un triple avantage : rassurer les commerçants, les obliger à moderniser leur gestion, favoriser la fabrication en France, au moins en partie, des caisses enregistrateuses, qui, pour l'instant, nous viennent toutes de l'étranger.

J.-F. SIMON.

La santé en carte

Un dossier médical complet sur un seul support

APRÈS Blois et Saito-Nastase, Lens et Aniche : le Nord-Pas-de-Calais et puis il y a cette « vitalité particulière qu'il illustre, par exemple, le nombre de familles nombreuses. » Autant de valeurs extraordinaires qui, si l'entreprise, a cela s'ajoute un sentiment de fierté d'appartenance à la région. « Il faut y croire. »

Parmi les promoteurs de cette expérience originale, l'Institut Pasteur de Lille, la Sécurité sociale minière et la société ITS (Institut de technologie pour la santé) basée à Genève et qui groupe vingt ingénieurs, biologistes ou médecins spécialisés dans la recherche et le développement de l'informatique médicale.

L'objectif est simple : améliorer la circulation de l'information

entre les différents partenaires du système de santé (médecins, biologistes, pharmaciens, hôpitaux, etc.). Et, dans le même temps, rassembler un dossier médical complet et actualisé sur un support compact suffisamment fiable et confidentiel.

Cette initiative est présentée par ses promoteurs comme une première mondiale. Certes, d'autres cartes de santé informatisées commencent à apparaître sur

le marché. Mais la carte expérimentée dans la région Nord-Pas-de-Calais est d'une capacité hors de l'ordinaire. C'est là un avantage considérable qui permet en théorie au médecin de stocker un nombre d'informations suffisamment élevées pour suivre utilement ses patients tout au long de leur vie.

Cette expérience a commencé en janvier 1985 et a été présentée à la presse en avril 2 000 personnes - volontaires - devraient être rapidement concernées. A la différence des autres jeunes expériences menées en France (à Blois ou à Saint-Nazaire notamment), cette initiative touche d'emblée une population globale d'usagers sociaux : ceux de la Sécurité sociale minière, qui groupe en France trente-six sociétés de secours et sept unions régionales.

Code confidentiel

C'est là une donnée essentielle qui pourrait être de nature à développer très rapidement le recours à ce procédé d'avenir. L'exemple du Nord-Pas-de-Calais pourra en outre servir de modèle pour l'aspect confidentiel. Seuls les professionnels possédant une « carte informatisée d'accès » pourront lire les informations contenues sur la carte des patients. En outre, seuls les médecins pourront avoir accès à la totalité des données. Les biologistes, pharmaciens ou infirmiers ne pourront pas accéder à l'ensemble des données plus générales, dites de première nécessité.

Enfin, comme pour le système bancaire, chaque détenteur d'une carte disposera d'un numéro de code confidentiel. Sans ce numéro - et donc sans l'accord répété du malade - aucun médecin ne pourra avoir accès au contenu de la carte. Un détail qui n'a l'air rien et qui, pourtant, pourrait bien bouleverser le rapport traditionnel entre soignants et soignés.

JEAN-YVES NAU.

Technologies du futur
au présent.
Plus que parfait
la Chambre!

Avec APPLICA, Salons des applications de l'électronique et de l'informatique, la Chambre est bel et bien branchée sur les technologies du futur. Mieux elle permet chaque jour aux entreprises de vivre efficacement productive, robotique, informatique, électronique... Présente la Chambre!

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE LILLE-ROUBAIX-TOURCOING

Place du Théâtre 59800 LILLE Tél: 20.74.14

Pour faire face!

Chambre de Commerce et d'Industrie
de Lille-Roubaix-Tourcoing

Un train pour la VPC

ANNICK COLONNA-CESARI

Expériences roubaisiennes

DANIEL F. BOUARD

A cela se sont ajoutés les aléas ordinaires du voyageage — le bruit, la chaleur, les déconforts et la fatigue. Comme tous les autres, les voyageurs d'Alma-Gre multiplie les efforts pour inverser la tendance. Que d'imaginations... Le Comité de quartier assigne à la CSCV envoie de solliciter l'Office H.M. Ce dernier pourrard accorder une ristourne, du genre prime de fidélité, aux locaux trop aléas pour bénéficier de l'APL. Le Comité a obtenu d'EDF une opération-test dans une dizaine de foyers. L'envie pousse, et les coupures de courant, au lieu d'être coupées, sont faites d'avance rigides factures. Le Comité a inventé un système de jostons, à 20 F l'unité, que l'on met sous son compteur. Plus de facture-surprise

Ainsi Le Pire, à l'Université d'Almeida, a choisi le « Curation » plutôt que le bulldozer. On y détruit deux blocs pour en ratrapper une autre; on supprime des courées pour aller vers la rive, on réaménage le terrain, on travaille de distille, tout en lentour. L'équipe diste opérationnelle sur le quai du plan de DSG à une courbe. Tout le matin, la volée dans des queues, jaugant ce qui peut être fait, on se réveille à 10 heures. On se réveille à 12 heures. L'après-midi, elle tient une permanence. Vient le candidat à l'accession à la propriété qui, avec un support personnel de la commune, se présente à la mairie. On se met, la pharmacie à la recherche de normes pour installer un sanitaire destiné à un handicapé, le locataire désirant de toucher après la fin de la prime la somme de 100 millions. On va louer, l'équipe boude tout d'un coup.

Et si vous elle rencontre les commerçants qui veulent se former une union. Cette dernière sera, après-à-tout, et si cela indisposait, pour annoncer le vie du quartier et

Les habitants du Pile n'ont pas subi le choc du bulldozer qui pousse ceux d'Almeida à entrer en guerre. Très actifs lors de l'élaboration du plan de rénovation, ils se sont ensuite essouffés. Ils connerent quelques déconvenues, comme celle de la Limace bleue. Cette école maternelle, sous l'impulsion de son institutrice, voulait s'ouvrir. Des adolescents rejetés du système scolaire vin-

**Conseil Régional
Nord-Pas de Calais**

**Agence Régionale
de Développement**

- Aide à la création d'entreprises
- Innovation technologique
- Développement international
- Analyse de projets d'implantation
- Soutien des PME/ME
- Conseils aux entreprises

ENTREPRENEZ AVEC LE NORD-PAS DE CALAIS

185, boulevard de la Liberté
59800 LILLE
Tél. : (20) 30-82-81 - Tél. 120.647

LILLE LE TRAVAIL DE DEMAIN

Garder ses jeunes

Comment éviter l'exil des étudiants

DEUX couloirs. Comme dans un livre écrit aux années lycéennes. Le noir est, il représente le passé, des industries anciennes, des terrils, des corons. L'avenir, il est jaune, entre couleur que la région a choisie pour marquer l'avenir. Pour chasser l'une et imposer l'autre, le conseil régional bataille ferme. Depuis une dizaine d'années, ses responsables tentent de renverser la logique qui voulait que les enfants du pays aillent sans grande formation rejoindre leurs parents à l'usine proche.

Déjà présent dans le cabinet de Pierre Mauroy depuis le début des années 70, Michel Delabarre est de ces hommes qui luttent pour chasser les images traditionnelles. Il connaît les handicaps des grands secteurs en difficulté comme le charbon, la sidérurgie ou le textile. Il sait surtout que de nombreux jeunes quittent le système scolaire sans diplôme ni qualification. « Le retard, il apparaît dans la modestie du nombre d'étudiants formés », dit-il. « Les raisons par rapport à d'autres régions de France ne sont pas flétrissantes pour le Nord-Pas-de-Calais », explique-t-il.

La encore, une image négative s'est imposée. Ours d'antan entassés les uns sur les autres, la région a été devenue symbole. Elle provoque la réputation et pousse les enseignants à fuir ces terres de missions difficiles. L'exil des natures provoquant de nouveaux déboires dans le système scolaire, le cycle se perpétue.

Pour s'opposer à ce déclin en douceur, Michel Delabarre, comme des enseignants de son âge, tente de mettre fin à l'attraction parisienne. Il est plusieurs de cette génération qui ont dû à la guerre à s'offrir de leur enseignement supérieur et la recherche dans les universités de la région. Fortement motivés, ils ont dû à imposer leurs laboratoires, obtenir reconnaissance et labels du CNRS.

Au niveau des instances régionales, Michel Delabarre et ses amis n'ont pas cherché à savoir si la région possédait ou non une compétence dans ce domaine. Comme l'explique Jean Bellet, un jeune physicien, conseiller pour les problèmes de recherche, « il fallait imposer une volonté ». Dès avril 1984, en fixant dans les priorités du contrat Etat-région un volet recherche, innovation et développement technologique, le conseil régional affirmait sa détermination à aider les laboratoires.

Pionnier, le conseil régional avait été en inscrivant dans ses premiers budgets des crédits d'aide aux équipes de recherche implantées dans la région. De ponctuelle, l'intervention du conseil s'est peu à peu transformée en politique destinée à promouvoir l'avancement des connaissances comme la formation et les transferts de technologie. Le contrat quadriennal signé en 1984 prévoit le développement de grands organismes de recherche du type CNRS, INRA ou INSERM. Il organise aussi la création de pôles de recherche en micro-électronique, production, biotechnologie et micrologie.

Mise à plat

Premier vice-président du conseil régional, chargé de la commission formation, l'ancien ministre du travail propose aux élus de réfléchir sur l'enseignement supérieur dans la région, la localisation et son contenu. Là encore, il s'agit d'un sujet à la limite des compétences des instances régionales. Mais à Lille on s'occupe suffisamment adulte pour « décider d'une réflexion politique ».

L'idée de Michel Delabarre est venue à lui à toutes les formations supérieures existantes, d'effectuer en somme un vaste état des lieux. L'objectif demeure

toujours : trouver les meilleures façons de faire augmenter substantiellement le nombre d'étudiants. Deux « entourage » de l'ancien ministre, on ne cache pas qu'une telle réflexion puisse provoquer des conflits, des rivalités, des querelles. L'épisode de l'université de technologie est là pour le rappeler.

Dans les derniers mois du gouvernement socialiste, l'idée de créer en France plusieurs universités alliant recherche de haut niveau et formation dans des domaines spécifiques a pris corps. Des missions ont été confiées à quelques experts qui sont parvenus à la recherche de sites d'implantation idéale. Un peu prématurément, des responsables politiques ont annoncé des créations alors que les crédits destinés à ces opérations n'étaient pas prévus.

Chez les universitaires de Lille-I, on ne voyait pas d'un bon œil la mise en place d'une nouvelle structure qui risquait de se constituer au détriment de leurs laboratoires. Dans les écoles d'ingénieurs, on craignait que les établissements existants perdent leur identité.

Au conseil régional, les politiques ont senti ces réserves. Aujourd'hui, ils cherchent surtout à ménager les susceptibilités et à éviter que les rivalités entre universités et écoles ne prennent trop d'importance. Pourtant Michel Delabarre persiste dans son idée de réunir tous les partenaires. Un optimisme jamais démenti pousse ce farouche décentralisateur à impliquer la région dans les projets de formation. « Nous devons être le catalyseur des énergies qui se manifestent au niveau des entreprises et des enseignants-chercheurs », résume-t-il en multipliant les démarches pour obtenir la participation de l'Etat au financement de nouveaux centres de formation, que ce soit dans la région de Lille ou sur le littoral.

SERGE BOLLACH.

Universitaires-partenaires

Lille-I multiplie les liens avec l'industrie

SUR l'immense parc de la cité scientifique de Villeneuve-d'Ascq, les réseaux d'arbres isolent les bâtiments. Allongés sur les pelouses, des étudiants relisent avec angoisse des notes mal calligraphiées en attendant les dernières épreuves. Au-dessus des têtes, un doux chuintement, les rumeurs du métro automatisé se croisent. Vision d'outre-Atlantique, l'université des sciences et techniques de Lille (USTL) ressemble aux campus américains, rappelle des scènes vues à Epout. Certes, des bâtiments commencent déjà à souffrir de vétusté et la bibliothèque universitaire, toute ronde, est bien sombre, mais Jean Corio, président de Lille-I, reste très fier de son établissement.

Il aime insister sur les efforts réalisés par ses personnels pour entretenir la cité et ses abords. « Malgré la faiblesse des efforts, assure-t-il, nous essayons de rendre agréable l'environnement et simple le signalement ». Tous les travaux effectués pour l'aménagement du campus visent à le rendre plus confortable pour ceux, étudiants et enseignants, qui le fréquentent quotidiennement, mais aussi à « ne pas dérouter les étrangers à l'université ». Les étrangers parmi lesquels Jean Corio espère compter de plus en plus de responsables économiques, cadres d'entreprise et patrons de PMI de la région.

Des liens existent entre l'université et son environnement depuis des années. Des laboratoires travaillent en collaboration avec des entreprises régionales dans des domaines aussi divers que l'industrie textile ou les transports. Le rôle du laboratoire de radiopropagation et d'électronique, du professeur Robert Gabillard, est d'ailleurs de plus en plus important. Le laboratoire de métro de Lille est l'exemple même en ce sens, mais selon Jean Corio, il faudrait aller plus loin et dépasser les quelques contacts existants pour « mobiliser toute l'université ».

Lille-I est riche de quelque mille cinq cents enseignants-chercheurs, regroupés dans soixante laboratoires dont vingt-quatre associés au CNRS. Les thèses en option « communication scientifique » sont nombreuses et intéressent les entreprises. Selon le président, il n'est pas de recherche technologique sans recherche fondamentale de haut niveau. Or le fondamental est, son avis, bien représenté à Lille-I. D'où l'idée, il y a trois ou quatre ans, de « rassembler ce qui se fait dans les laboratoires pour multiplier toutes les potentialités de l'université ».

Pour Jean Corio, l'important est d'éviter la confusion entre l'aide aux entreprises et la recherche technologique. Il tente de bair ce qu'il appelle « un continuum », la recherche fondamentale favorisant la recherche technologique qui elle-même permet les transferts.

Jouer la « géométrie variable »

Enseignant d'économie, chargé des problèmes de valorisation de la recherche auprès du président, Jean Bourguin explique que l'université dispose d'une « large palette de moyens ». La encore pas de structure lourde ou obligatoire, mais des formes variées de coopération établies en accord avec les laboratoires. Les plus simples et les plus anciennes sont les contrats de recherche, collaborations bilatérales entre une équipe et une administration, une entreprise locale ou une PME. A côté, les structures de coordination bilatérales entre une équipe et une administration, une entreprise locale ou une PME. A côté, les structures de coordination bilatérales entre une équipe et une administration, une entreprise locale ou une PME. A côté, les structures de coordination bilatérales entre une équipe et une administration, une entreprise locale ou une PME.

groupements du genre de celui sur la recherche dans les transports (GRRIT) rassemblent un ou plusieurs laboratoires et des industriels pour coordonner recherche appliquée et transfert.

« Dans les entreprises de la région on n'est pas pris l'habitude d'indiquer de la maîtrise grise », explique Jean Corio, en soulignant que les entreprises menées par des établissements de recherche sont les plus importantes à l'importance et à l'utilité de la recherche. Les ateliers-services de l'université, par exemple, mis en place dans les domaines de la micro-informatique industrielle, où des mesures ont toujours visé à promouvoir des applications novatrices ou de mettre à disposition des entreprises des appareils performants.

Satisfaits des premiers échanges, les universitaires lillois multiplient les possibilités de contact avec le monde économique. Jean Bourguin évoque les journées portes ouvertes organisées par le secteur industriel qui offrent à un petit nombre d'industriels la possibilité de visiter les laboratoires et de rencontrer des chercheurs. « Nous allons poursuivre entre deux semaines le chain en nous appuyant sur les chambres de commerce et d'industrie et les organismes patronaux pour qu'ils choisissent eux-mêmes les industriels intéressés ».

Fort de son potentiel de recherche et avec l'aide des instances régionales, l'université de Lille-I souhaite devenir « un partenaire essentiel » pour les entreprises de la région. Le président envisage aussi de répondre positivement à des sociétés en quête d'abergement pour leur propre laboratoire. « Les 110 hectares du campus offrent encore de nombreuses possibilités », explique Jean Corio, en décrivant les bénéfices d'une telle opération.

S. B.

ESJ

Moule à presse

« **L**e journaliste ne s'engage pas, il s'engage par le tas. » C'est en 1924, l'école supérieure du journalisme de Lille ouvre ses portes. Elle rencontre beaucoup de succès, mais la profession, la loi de tous les jours, soumise à la loi de la nouveauté. Souvent, après l'idée s'est pourtant imposée : de plus en plus de journalistes se forment dans des écoles. Et si l'ESJ a été beaucoup imitée, elle conserve, avec la Centrale de formation des journalistes de Paris, la préférence des rédactions. Motivé de ce succès, qu'elle considère volontiers comme un pied-de-nez au parasitisme : une formation professionnelle qui rend ses diplômés immédiatement opérationnels.

Comment s'y prendre pour entrer dans ce temple du prêt-à-porter journalistique, qui en 1986 a tenu le giron des facultés catholiques de Lille ? « Mieux vaut avoir une tête bien faite qu'une tête bien pleine », conseille chaque année le directeur de l'école, André Mouché, aux candidats du concours qui ignorent la maxime de Montaigne. Il est vrai que la sélection à l'entrée (550 candidats en 1986, au moins titulaires d'un DEUG, pour 40 places), exclut d'office tout bachelier. Si une parfaite connaissance de l'actualité et de l'orthographe est requise, on y teste surtout l'esprit de synthèse, les qualités de narration et bien sûr la maîtrise du candidat. Candidat qui, les années passant, se voit de plus en plus candidat : il y a eu 60 % de fils dans la dernière promotion.

Une fois passé le cap du concours, l'élève est vite plongé dans la pratique quotidienne du métier, rythme constant : collecte et traitement de l'information, secrétariat de rédaction, travail sur documents, photographie, reportages radio et vidéo, présentation de journaux. L'ESJ

dispose d'un matériel quasi professionnel, dont peuvent aussi bénéficier, à l'occasion de stages, des enseignants et des vrais journalistes : consoles de télévision électronique, studio vidéo et radio, caméras de montage, caméras et magnétophones de reportage.

« Ces dernières années, l'école a fait des efforts très importants », dit André Mouché, « et ce qui a été une fausse réputation de spécialisation a, déclare André Mouché, « Notre objectif est de former des journalistes polyvalents, pour le presse d'aujourd'hui et de demain. Agence, presse écrite, radio ou télévision : l'étudiant privilégie tout de même deux médias d'expression à son entrée en seconde année. La matière lui est fournie par une métropole riche en événements politiques, économiques, culturels et sportifs. Ce qui n'empêche pas un grand nombre de « junior », lors du stage de fin de première année, aux charmes de la locale.

Des débouchés ? Dans une profession qui s'engorge, il se font moins certains. Mais l'étudiant diplômé d'une école de journalisme dispose d'un atout incontestable. Connaissant la presse écrite, il est en mesure de répondre à 15 % à l'audiovisuel et 8 % aux agences. Initié aux techniques avancées à l'école, chacun retrouvera son savoir propre : il n'y a pas de look ESJ, comme il n'y a pas de look Sciences-po ou ESSEC. Le point commun des trois dernières promotions c'est Mado Defoer, directeur des études puis professeur de français, possédant un doigt interrogateur : « Tu penses ? »

ANNE LANCHON.

« Ecole supérieure de journalisme de Lille », rue Cauchiez, Chaillou, 59046 Lille Cedex, Tél. 20-54-48-21.

La « catho » en renouveau

Une institution centenaire se modernise

SUR les registres, elle s'appelle la Fédération unitaire catholique et polytechnique de Lille. Dans le cœur des Lillois, elle est restée la « catho », vieille et bonne fille qui centenaire, labeur de compétence et d'éducation.

Le temps n'est plus, pourtant, où les grandes familles industrielles du Nord s'envoyaient leurs enfants pour garantir la sécurité des successions et des beaux mariages. Autant qu'une université autonome, la catho entend être aujourd'hui comme une entreprise moderne.

Dans les appartements du recteur s'allient les portraits des vénéralables aînés qui, depuis 1875, ont dirigé la maison. La nomination d'un recteur laïc, Michel Falise, en 1979, avait constitué une petite révolution. Des cinq grandes universités catholiques de France (Paris, Lyon, Lille, Angers et Toulouse), celle du boulevard Vauban est la seule à être présidée par un non-ecclésiastique, marié et père de six enfants.

Sans être un prétexte de l'entreprise — il est docteur en droit et en sciences économiques, — il a le profil du « manager » qui doit à la main d'un chef d'orchestre. Les deux mots-clés de sa partition sont « interdisciplinarité » et « projet pédagogique ».

La catho de Lille entend devenir un pôle de la réflexion en matière d'éthique médicale. Une infrastructure existe : elle est la seule en France à avoir une faculté de médecine et un équipement d'expertise de sept cents lits. Elle rejoint la demande exprimée par une partie du corps médical souhaitant mener une réflexion à partir des dernières découvertes biotechniques. Déjà un centre d'éthique médicale, travaillant en particulier sur les questions de neurologie, réunit des biologistes, des médecins, des juristes et des théologiens.

Autre exemple d'interdisciplinarité : la création il y a un an

d'ingénieurs : HEI (Heutes études industrielles), avec ses 1 000 élèves (dont le cycle préparatoire de l'ESJ), a été créée par des professionnels de l'agro-alimentaire. Cette initiative rejoint l'enseignement affirmé par la catho en faveur de la formation permanente pour un public en cours de carrière.

Intelle du Nord s'exprime dans les milieux de famille. Un large éventail est offert, qui va de l'école des grands parents — très demandée — à des cours de biologie pour des laïcs engagés dans l'Eglise.

L'accent est mis enfin sur la dimension sociale. Aux formations traditionnelles d'ingénieurs et de publicitaires, est venue se joindre plus récemment celle d'animateurs sociaux. Des stages ouverts sont imposés aux élèves ingénieurs, et l'assistance est mise sur la formation aux responsabilités et la qualité des relations sociales dans l'entreprise. Dans les écoles de gestion, une réflexion éthique et critique est menée par rapport au monde des affaires et à la logique du profit.

On est là au cœur d'un projet pédagogique spécifique qui fait Michel Falise, passe par « la proximité du terrain et des hommes, une motivation particulière du corps enseignant et une animation chrétienne affirmée, dans le cadre d'un fonctionnement autonome par rapport à l'appareil de l'Eglise ». Astani de facteurs qui font dire à une jeune femme ingénieur, fraîchement embauchée à l'HEI : « Il y a quelques années, ça faisait rigoler de dire qu'on allait à la catho. Aujourd'hui, le snobisme joue en son honneur ».

HENRI TINCO.

(1) Président depuis 1980 de la Fédération internationale des universités catholiques (178 établissements). M. Falise a signé en 1982 quatre conventions avec l'université Saint-Prospère de Beyrouth et des établissements similaires de New-York, Rio-de-Janeiro et Shanghai.

INGÉNIEURS —

Ecoles

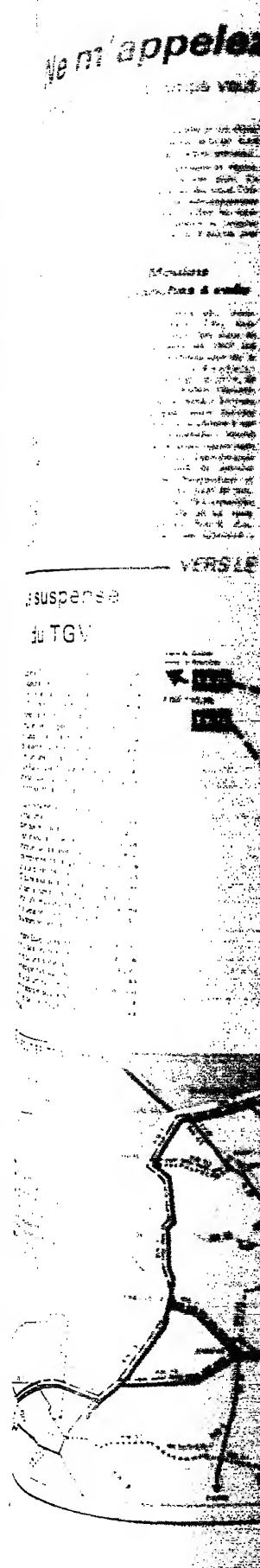
A côté des trois universités lilloises, deux grandes écoles d'ingénieurs ont été créées, au sein même d'un grand établissement universitaire. La région compte dix-huit écoles d'ingénieurs — dont quatre dans la métropole — qui forment chaque année mille cinq cents ingénieurs. Mais aussi, assure Guy Combet-Joly, directeur du Centre d'études supérieures industrielles, mais aussi président de l'ADERI, une association qui regroupe depuis une dizaine d'années les responsables de ces écoles.

Dans cette instance, les directeurs réfléchissent aux formations initiales, mettent en place des sessions de formation continue et coordonnent leurs actions de recherche.

De l'IDN à l'école des mines de Douai, en passant par l'ESM ou l'école supérieure de chimie, on prépare des jeunes à assumer des responsabilités scientifiques et techniques dans l'économie et l'industrie.

Mais ces écoles jouent aussi un rôle important dans la région grâce aux liens qu'elles ont tissés — parfois depuis près d'un siècle — avec les entreprises locales. « Nous nous efforçons de répondre à la demande des industriels à la recherche de procédés nouveaux de fabrication, mais nous incitons également nos jeunes diplômés à s'orienter vers les PME-PMI », assure Guy Combet-Joly, en ajoutant qu'une aide financière de l'Etat et de la région facilite cette formule originale d'aide aux entreprises.

Ce supplément, dont le coordinateur a été assuré par Jacques-François Simon, a été réalisé par Jean-Louis Perrier, Responsable commerciale : Jacques Teillisson.



Ne m'appellez plus Nord

Jean-Jacques Descamps veut changer l'image du pays

La région Nord-Pas-de-Calais doit elle changer de nom ? Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'état au tourisme et conseiller municipal de Lille, y est favorable. Entend-ouverts le dossier. Prof. donner, estime-t-il, une image plus « heureuse et plus conviviale » du pays de la ducasse. Cela dit, on ne devrait pas, selon lui, l'enlever dans quelques bureaux de ministère, de préfecture ou de mairie pour trouver une nouvelle appellation aux pays d'ouest de la région, à la Cof d'Opale ou aux marais de Saint-Omer. Mais lancer un vaste débat au sein de la population, notamment chez les jeunes, pour donner un nom nouveau à ces villages des Flandres.

Moulins et planches à voile

Giscardien, bien sûr, Jean-Jacques Descamps l'est, sans l'ombre d'un doute. Ses états de service : président en 1967 des Républicains indépendants de la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing, directeur, en 1974, de la campagne de Valéry Giscard d'Estaing dans le Nord. Et puis, lassé ou fatigué, notre homme prend du champ et s'adonne à une activité professionnelle. Arrive 1981. « On ne pouvait rester sans rien faire ». Alors Jean-Jacques Descamps reprend du service chez les Clubs Perspectives et Réalités. Cette fois, pour de bon. Il est élu en mars 1983 conseiller municipal de Lille et en mars 1986 député du Nord. Aujourd'hui il dit de Giscard :

« C'est le meilleur à apprécier la place de la France dans le monde. »

Juste après son élection à l'Assemblée nationale, on lui confia la responsabilité du tourisme. Le Nord - et son tourisme - figure naturellement en bonne place dans ses cartons. Il précise : « Le tourisme, chez nous, ce n'est pas seulement vendre la région à des visiteurs pour les loisirs, c'est aussi l'occasion de développer son image de marque. »

Le Nord possède, selon le secrétaire d'Etat, de solides atouts pour devenir une région touristique de haut niveau. Le littoral est un des mieux protégés et a su résister à la pression du béton, les canaux offrent de bien belles possibilités pour la balade à fleur d'eau, le patrimoine culturel et historique est riche, avec les vieux quartiers de Lille et de Douai, les villes fortifiées, les belvédères, les moulins ruraux et les musées ouverts, les plans d'eau du sud de la Thiérache pourraient également accueillir de nombreux visiteurs.

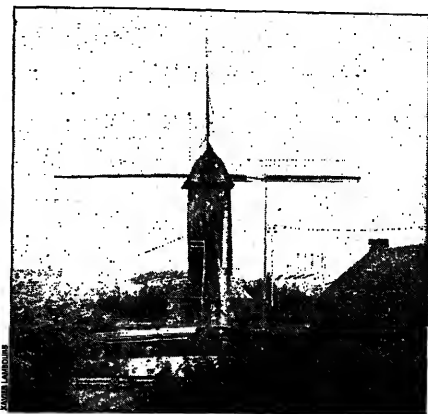
Jean-Jacques Descamps estime qu'à l'image de l'Ecosse la région doit développer la pratique de sports spécifiques comme le golf, la voile et la planche à voile. Il souhaite enfin créer un centre de promotion de la technologie présente et future du Nord. Le visiteur, entre deux courses de chars

à voile, pourra également voir ce qui fait la richesse industrielle dans le Nord au temps jadis.

Ce plan sera évidemment difficile à mettre en place si la desserte routière et ferroviaire de la région n'est pas améliorée. An secrétariat d'Etat, un républicain que les aménagements prévus pour accueillir l'arrivée du tunnel sous la Manche vont dans ce sens.

Ainsi donc on veut relancer la machine touristique. « Le Nord n'a pas le droit de s'ouvrir vers l'extérieur, il a été trop habité dans le passé à voir partir les gens, pas à les voir arriver », déclare Jean-Jacques Descamps. On veut et on peut remonter la vapeur. »

JEAN PERRIN.



VITRINE

Vu de Paris

« QUAND on ne le connaît pas, le Nord est le plus, ce sont les portes, les terres, quand on y a mis les pieds, c'est une région chaleureuse et dynamique. »

Geneviève Piot-Coliche, directrice à Paris de la Maison du Nord-Pas-de-Calais, constate que l'on peut changer l'image d'une région, aider du moins à la changer. La Fête de Lille, le VAL, le fameux VAL, l'identifient beaucoup dans cette chose aux clichés à laquelle depuis sept ans elle s'est consacrée. Mais, insiste-t-elle, rien ne vaut le contact direct avec le pays, avec les gens, car ceux du Nord pour lesquels le temps est toujours à l'arrêt.

Du Nord, elle en est, depuis trente-huit ans, de Lille plus spécialement où elle s'est chargée avec succès de la promotion de l'Institut d'éducation permanente, avant d'être appelée en 1978 à diriger la toute nouvelle maison de la région installée au cœur du Paris des affaires sur l'initiative de Pierre Mauroy, président de l'établissement régional. Maison, ambassade ou plutôt vitrine de la province, de ses collectivités locales, de ses entreprises. « Aucune exclusive politique bien sûr », explique

Geneviève Piot-Coliche. « Notre rôle c'est d'être un centre d'information à l'usage des touristes ou des hommes d'affaires, un centre d'exposition et un lieu de réunion pour les amis ou les entreprises locales, un organisme de relations publiques pour tous ceux de chez nous qui veulent se faire connaître à Paris. »

Deux mille à quinze mille visiteurs franchissent chaque année, boulevard Hausmann, les portes du grand magasin décoré aux armes - le cœur froissé du beffroi - et aux couleurs de la région. Leur curiosité, leurs curiosités évoluent : un peu moins d'intérêt pour le passé du Nord, davantage pour son présent, son avenir. Huit « séminaires-informations » - à l'appellation - s'efforcent d'ailleurs de les orienter dans ce sens. Cette notation encore : « Lille, sans conteste, par l'intérêt qu'on lui porte, est bien considérée comme le véritable capitale du Nord-Pas-de-Calais. »

J.-P. S.

* Maisons de la région du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Hausmann, 75009 Paris. Tél. : 47-70-59-62.

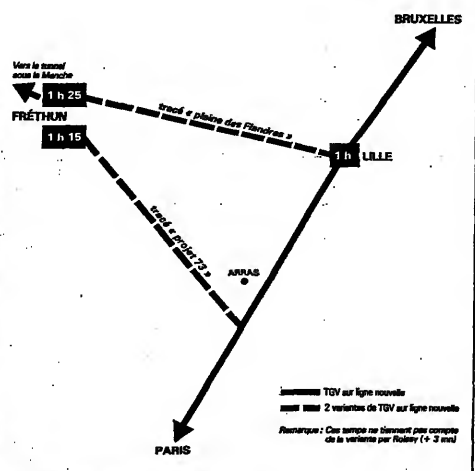
VERS LE TUNNEL

Le suspense du TGV

La desserte TGV de Lille et du tunnel sous la Manche fait l'objet d'un certain nombre de variantes. La première, dite « projet 23 », prévoit une ligne nouvelle qui quitterait l'axe Paris-Lille-Bruelles au sud d'Arras et se dirigerait vers Fréthun, près de Calais, en vers le tunnel. La seconde variante, dite « planche des Flandres », prévoit une ligne nouvelle qui quitterait l'axe Paris-Lille-Bruelles à Seclin et contournerait Lille par le sud-ouest pour rejoindre Fréthun et le tunnel.

Les élus - notamment Pierre Mauroy - et les organismes socio-professionnels demandent que le tracé « planche des Flandres » soit retenu, et que le TGV traverse l'agglomération lilloise avec un arrêt dans une gare mitoyenne de la gare actuelle. Le surcoût de ce projet par rapport à celui de la SNCF, qui ne souhaite pas faire pénétrer le TGV dans le cœur de l'agglomération, s'éleverait à 900 millions de francs, que les Lillois se déclarent prêts à prendre en charge au moins en partie.

Si Philippe Esqui, président de la SNCF, pouvait à faire financer en crédit-bail le TGV-Nord par une société financière capable de mêler des subventions publiques et des fonds privés, en voit mal ce qui pourrait s'opposer aux vœux lillois. La rentabilité de l'ouvrage n'en serait pas affectée.



Goudron neuf

Les principales opérations routières réalisées ou en cours de la DDT Nord sont les suivantes : jonction à deux fois deux voies entre Boulogne et La Capelle (février 1986), déviation de Tournai (1988), aménagement de la RN 39 vers La Tourette, Arras et Lille, notamment de la route à deux fois deux voies au sud de Montreuil (février 1986), déviation de Saint-Pol-sur-Ternoise.

Le plan Transmanche lui-même, un triple objectif : assurer la circulation avec le tunnel, créer un axe nord-sud qui évite la région parisienne, et améliorer les liaisons des ports normands vers le Nord et le Nord-Est.

Les opérations qui seront réalisées au moment de la mise en service du tunnel (1992-1993) sont : l'aménagement de la RN 1 à deux fois deux voies entre Boulogne-Sud-Calais et Dunkerque, avec deux fois trois voies sur les routes de Calais et de Dunkerque, l'achèvement de l'autoroute A 26 entre Calais et Nordauroque, les aménagements partiels à deux fois deux voies de la RN 1 du sud de Boulogne à Amiens, de la RN 28 entre Abbeville et Rouen, de la RN 28.

VILLENEUVE D'ASCOQ LE PARI DE LA RÉUSSITE

Née en 1970 de la fusion de trois villages traditionnels du Nord, Ville neuve d'Ascoq a été construite, sur 2.800 hectares, d'équipements sportifs accueillant 14.000 personnes de toutes les disciplines (golf, tennis, équitation, arts martiaux, planche à voile, squash, etc.).

« une école universitaire, des écoles d'ingénieurs et des instituts de formation spécialisée, des 70 professeurs de recherche pour le monde universitaire des Sciences et Techniques du Lille (micro électronique, produits, informatique, bio-technologie, génie biologique et médical, transports automatisés, énergie...), dont 25 accèdent au C.N.R.S., sur 1.500 chercheurs et ingénieurs. »

« une fibre économique : 1.500 entreprises de toutes tailles, dont la fine fleur de l'industrie et de ses dérivés, l'informatic et de ses dérivés. »

« un pôle institutionnel, "VILLENEUVE D'ASCOQ TECHNOPÔLE", créé à l'initiative de la Ville et de l'Université, et rassemblant dans une même structure la Ville, l'Université, le monde de la Recherche et la monde économique. »

Pour cela, Ville neuve d'Ascoq dispose de tous les atouts :

- sa situation, au cœur du réseau autoroutier européen, relié à Lille, par la VVL, métro autoroutier, à 5 minutes de Tournai ;
- sa population, est 65.000 habitants, une moyenne d'âge de 27 ans, un niveau de formation sans comparaison dans la Région ;
- une offre de vie : des centaines d'hectares d'espaces verts ou sportifs, une chaîne de plans d'eau, une réserve ornithologique ;
- ses équipements de loisirs : Musée d'Art Moderne, Stadium Nord Commercial.

Centre d'Action Culturelle, ses Bâtiments de culture associée, une multitude d'équipements sportifs accueillant 14.000 personnes de toutes les disciplines (golf, tennis, équitation, arts martiaux, planche à voile, squash, etc.).

Hôtel de Ville de Ville neuve d'Ascoq, pl. Salvador-Allende, Boite postale 89. 59650 Ville neuve d'Ascoq Cedex. Tél. 20.91.35.15.

Informations touristiques : Maison de l'Accueil et du Tourisme, chaussee de l'Hôtel-de-Ville, 59650 Ville neuve d'Ascoq. Tél. 20.91.22.14.

LILLE
TRÉTEAUX
ET JOURNAUX

GAUDRIOLE

Braderie en folie

TACTURNES les Lillois ? Les mythes ont décédé, le peu d'un. Les Lillois comme tous les gens du Nord aiment la fête, celle qui dure, qui enfle, déboussolée, débordée sur les trottoirs et les jets dans la rue pour toute une nuit, ivres de musique, de bruit, de gaieté, et parfois de bile.

Mais les Lillois ont sur les autres nordistes un avantage incontesté : leur fête, la fête. Celle qui attire dans cette ville plus d'un million de personnes, le premier week-end de septembre, celle qui, boursofflée, s'allonge sur 300 kilomètres, celle qui on désigne chaque année en se demandant où sont les fêtes d'antan mais qu'on attend comme un enfant attend Noël.

C'est la braderie, l'unique, la folle. Côté histoire, elle date, dit-on, du XII^e siècle. Les gens de maison étaient autorisés une nuit par an à vendre les gréniers de leurs maisons et à vendre ces « démons » sur les trottoirs. Côté chiffres, les tractions entre particuliers se montent à 20 milliards de centimes, et on vend 300 000 portions de moules-frites (soit 400 tonnes de moules et autant de pommes de terre).

Côté ambiance, la braderie constitue un phénomène unique. Dès le jeudi, les bradeurs envahissent la ville, se disputant un bout de trottoir, ils campent sur place pendant trois nuits, allongés dans le divan ou le fauteuil qu'ils mettront en vente au cours du week-end. Devant les restaurants du centre, on débarrasse par centaines les sacs de jour contenant les moules venues de Hollande. En

fin de braderie sera déclaré gagnant l'établissement devant lequel s'écoulera le plus gros tas de coquilles vides. Déjà flotte dans l'air un parfum particulier, résultant pour qui n'est pas Lillois de trouille, gisant pour les vrais bradeurs.

Mais la fête, la vraie, commence le dimanche soir. Les rues du centre-ville éboulées à la circulation s'emparent d'une foule d'acheteurs éventuels venue là pour voir autant que pour réaliser de possibles bonnes affaires. Le spectacle est poétique, insolite, dérangeant parfois. On troque, on achète tout et n'importe quoi. Un carrousel (authentique), des meubles, des livres, des vêtements, des trésors oubliés dans des greniers d'aïeux, brèves rossignols que la braderie a sauvés de la poubelle.

Lampe-torche à la main, se sur le dos (l'uniforme du bradeur), on fouille à même le trottoir parmi les oris et les rires. On mange aussi beaucoup. Les traditionnelles moules-frites, accompagnées du pain beurré et de bière moussueuse, mais aussi des merguez dont l'odeur s'élève plane sur la fête et vous poursuit jusqu'à son petit matin.

À côté de ce moment unique, les autres fêtes et carnavals que la municipalité, avec le relais des associations, s'affaire d'animer dans chaque quartier font partie de la fête. Un seul événement fait exception, les fêtes de Lille au mois de juin, autre grand rendez-vous populaire qui connaît un regain de vitalité depuis la cinquantaine du début en 1981.

J. GULLIART-STECHEL

LA FRANCE DES RÉGIONS

Avec les résultats des élections régionales

UNE
RADIOSCOPIE
COMPLÈTE
DES RÉGIONS

Les régions ont conquis aujourd'hui le droit d'exister. Elles ont chacune leur assemblée élue au suffrage universel, un exécutif, de nouveaux pouvoirs, des moyens financiers. La France centralisée est devenue multiple. Cette brochure spéciale du Monde fait le portrait de ses 26 régions de métropole et de l'Europe et explique les enjeux politiques et économiques de la régionalisation.

Vingt-six partenaires à part entière. Les résultats complets des élections régionales, le bureau du conseil, le portrait du président. La fiche symbolique de chaque région.

L'enjeu régional.

L'idée de région en France et son avenir. Les positions des formations politiques. Les budgets et les pouvoirs des régions. La répartition des compétences entre l'État, la région, le département et la commune.

Atlas statistique en couleurs des régions.

Pour voir et comprendre d'un seul coup d'œil les profils démographiques, économiques et culturels des régions françaises.

Les nouveaux provinciaux.

Région par région, les attitudes et les comportements socio-politiques des Français. Tous les résultats d'une grande enquête de l'Observatoire Inter régional du Politique.

BROCHURE DE 112 PAGES

Cherchez votre marchand de journaux : 42 F

ou par correspondance

« LA FRANCE DES RÉGIONS »

nom _____ prénom _____

adresse _____

code postal _____

carré de distribution _____

(liste d'expédition incluse) _____

Communiquez à faire parvenir avec votre règlement

Le Monde

Service des ventes au numéro, 7, rue des Juilleries, 75407 Paris Cedex 09

Très chère culture

La capitale peut-elle payer pour toute la région ?

LE succès en clôture de saison de The Rake's Progress, l'œuvre de Stravinski mise en scène par le cinéaste américain Robert Altman, a jeté une lumière crue sur l'opéra de Lille. Lumière crépusculaire ? Peut-être. Alors que les spécialistes de Paris et d'ailleurs conviés dans la capitale des Flandres couvraient de fleurs le directeur, Humbert Camerlo, pour ce beau et insolite spectacle, d'autres élus et responsables locaux faisaient les comptes. Ils sont catastrophiques. Si cette année a été riche en créations andalouses, appréciées d'une petite minorité mais décevantes pour le grand public qui les a boudées, elle se solde par le plus triste bilan financier enregistré dans les théâtres lillois : 15 millions de déficit pour dix-huit mois d'exploitation !

« Ce n'est plus possible », affirme le maire de la ville, Pierre Mauroy. L'inspection du travail a été saisie, car le licenciement de quelque cent soixante personnes (musiciens et choristes surtout) qu'emploient encore les théâtres de Lille est bel et bien prévu. On écherait pourtant une issue favorable en examinant sous tous les sens des chiffres impitoyables. Il faudrait de 50 à 55 millions de francs chaque année pour un opéra qui ne séduirait pas totalement la création ; actuellement on vitote avec 37 millions de francs, chaque partie prenante proclamant qu'elle est au maximum de sa participation. C'est le cas de la ville : 22 millions ; de la région : 8,5 millions ; du département : 1,5 million et de l'État : 5,5 millions de francs. « Si nous ne dégageons pas le complément de ressources, nous ne pourrions pas continuer... », a expliqué fermement Pierre Mauroy au personnel.

Cette affaire qui risque de connaître un épilogue douloureux conduit aussi à s'interroger sur les capacités et les limites d'une ville comme Lille dans le domaine culturel. Naguère, l'Opéra du Nord a rassemblé pour quelques semaines les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing dans une florissante lyrique qui peu à peu s'élevait au standing d'une métropole. Et puis tout s'est fracassé pour des raisons plus politiques que techniques ou financières.

Casadesus, Bourdet, Pilot...

Quoi qu'il en soit, Lille doit aujourd'hui comme hier faire face à un déficit qui vaillait de justifier son rang de capitale.

La politique de la ville, explique Monique Bouchet, adjointe aux affaires culturelles, peut se résumer en trois mots : accueil, décentralisation et pratique.

Accueil assurant puisque toutes les grandes entreprises

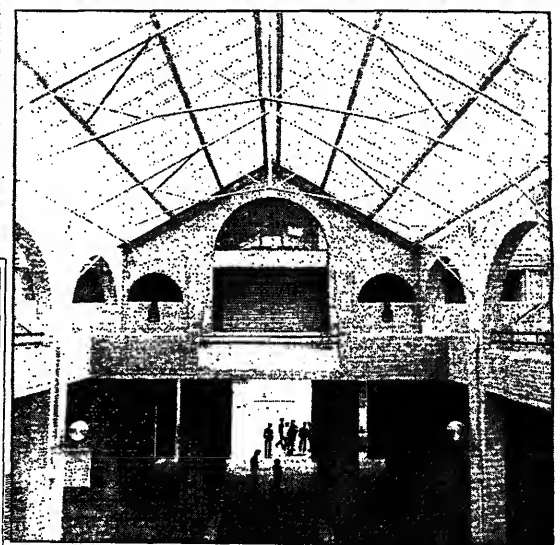
grand nombre. Beaucoup d'initiatives fleurissent : beaucoup d'artistes se manifestent. Tous et tous ne peuvent pas toujours être pris en compte. Mais des exemples comme celui de l'équipe du Prato, qui dispose maintenant de son Théâtre de la Filature dans les locaux d'une usine rénovée témoignent d'une volonté d'élargissement du mouvement artistique au-delà des petits cercles d'initiateurs.

Cette politique évoquée ici à grands traits est cohérente. Elle se complète chaque semaine du Festival de Lille, manifestation de qualité et de prestige, lancée par Maurice Fleuret il y a quinze ans, et dont Jackie Buffin maintient la renommée. Ce festival (4 millions de subventions, dont un quart à la charge de la ville), après bien des réussites, cherche un nouveau souffle. N'empêche qu'on trouve tout à fait naturel que Lille se signale ainsi au palmarès de la culture.

Tout cela, et d'autres réalisations plus modestes, coûtent à la capitale des Flandres quelque 112 millions de francs sur un bud-

tion sur la seule ville de Lille... sinon par une véritable régression. Voici un autre exemple tout à fait solennel : le conservatoire régional de musique, que dirige Philippe Lefèvre, accueille mille quatre cents élèves, dont cinq cents seulement sont Lillois. Cela n'empêche pas la municipalité de verser chaque année 24 millions pour le fonctionnement, la part de l'État étant de 2,5 millions ! Et dans la construction d'un beau conservatoire dans le Vieux Lille (45 millions travaux en cours) elle participe encore pour un tiers. La conclusion est claire : Lille n'a pas de capacités suffisantes pour mener la politique culturelle que l'on attend d'elle. Revenons à ce chiffre car il est trop connu : est estimée dix mille habitants seulement dans une agglomération d'un million d'habitants, dont on compte vingt communes dont on révis, dont certains révisent peut-être encore, de faire une métropole.

Il faut bien déboucher sur une question toute simple : le Nord-de-Cahis n'est-il, vent-il, une capitale régionale ? Si oui, il faut



culturelles régionales ont droit de cité à Lille, même si elles n'y ont pas toutes leur siège. La ville achète des spectacles et des concerts. L'Orchestre national de Lille, que dirige Jean-Claude Casadesus, y compte 4 000 abonnés et l'aide de la municipalité est de 430 000 F. De plus, celui-ci va aménager un espace pour les répétitions ; il en coûtera 7 millions de francs. Le Théâtre de la Salamandre, que dirige Gildas Bourdet, bénéficie d'une aide composable, mais, plus encore, on veut lui offrir une nouvelle salle au cœur même de la ville, sur la Grand-Place (35 millions de francs de crédit dont un tiers couvrant par la ville). Les travaux vont délimiter... si Gildas Bourdet accepte de rester dans la région. Ce qui lui ennuie, semble-t-il. La troupe pour enfants animée par Réo Pilot est encouragée de la même façon.

Décentralisation. Il s'agit là d'une démarche parallèle au mouvement général de l'administration lilloise à travers ses services de quartiers. Un seul conservatoire ne suffit pas, il faut aussi des écoles de musique de quartier accessibles facilement à tous les enfants. La musique, peut-être, pense-t-on, l'une des données de base d'une bonne pédagogie dans les quartiers populaires. Quatre écoles de ce genre fonctionnent déjà ; on en créera dix.

Quant à la pratique, elle est favorisée à travers le mouvement associatif, qui est aussi un levier nécessaire pour atteindre le plus

get de 980 millions, soit environ 13 % de ce budget, ce qui est considérable. On ne peut faire plus à l'évidence. Et ce n'est pas suffisant !

Alors il faut bien s'interroger à nouveau sur le sens et les limites de cette action culturelle. Trop souvent les dossiers sont réglés au cas par cas, selon la force des sollicitations ou de l'urgence des échéances. Les troupes appellent sans doute une réflexion plus globale, ne serait-ce par exemple que à propos des lieux culturels.

Deux salles pour le lyrique

Peut-on dans une ville de cent soixante-dix mille habitants entretenir deux salles solides consacrées au lyrique alors que les programmes d'opéra et d'opérette, en quantité s'entend, s'effritent depuis une vingtaine d'années ? Comment régler le problème posé maintenant par l'Opéra si la structure même d'une machine trop lourde et inadaptée n'est pas mise en cause ? Comment occuper ces deux salles... alors qu'une seule suffit au lyrique... ? Faut-il vraiment en entretenir une troisième dans les conditions prévues ? Au-delà de la question des crédits, il y a sans aucun doute quelques résistances à engager ne serait-ce que pour utiliser plus judicieusement des équipements onéreux.

Mais il y a plus encore : le problème ne peut pas trouver de solu-

en tirer les conséquences à tous les niveaux. L'unité régionale sans perdre sa finalité (bien au contraire si on précise les objectifs pour les deux départements) doit favoriser le développement et le rayonnement de cette capitale. Les communes voisines (solidaires « imposées » mais qui n'ont pas de compétences culturelles) ne peuvent pratiquer étroitement le chacun pour soi sans jouer contre elles-mêmes. Il faut sortir d'une égoïsmes communal qui a déjà fait tant de mal à la région. En tout cas, on ne peut demander à Lille, dans les conditions actuelles, de tenir seule son rôle de capitale. Et ce serait une grande faute que d'imaginer que tout appauvrissement de ce qui doit être le centre dynamique de la région ira sans dommage pour les autres cités.

Il faut donc en ce domaine une réflexion lilloise, mais qui dépasse Lille. L'expérience de l'Opéra du Nord démontre qu'il est sans doute trop difficile de vouloir déployer une action cohérente dans cette nébuleuse un peu mythique qu'est la métropole du Nord. Mais l'agglomération lilloise — cinq cent mille habitants — est plus directement concernée. Elle est sans doute le bon niveau pour poser les vraies questions sans pour autant bousculer trop la sacro-sainte autonomie communale. C'est là que se joue l'avenir de la capitale régionale et de la région tout entière.

GEORGES SUEUR

musée du mépris

سكس من لاجل

Salle d'attente pour le rock

Pas de lieu pour la musique d'aujourd'hui

Il faisait un froid de saison, ce soir-là à Lille et, du haut de sa blouze boutonnée, elle avait lancé à l'adresse du public : « Dites, c'est qui votre maître ? Vous devriez lui réclamer une soûle. » Fosse candeur, vrais applaudissements. C'était à l'automne 1984, et Francis Gall « débouchait » alors joliment devant cinq à six milliers de jeunes, debout. Sa musique se perdait un peu dans le brouhaha et les portables rouillées du seul lieu de la ville susceptible d'accueillir une foule. Sorte de hangar d'un autre temps, planté dans l'enceinte de la Foire internationale de Lille, le « Miroir », temple du rock.

Avant et après Francis Gall, Renaud, Lavilliers et la Corinne du (fin) Téléphone avaient de la même façon sonné l'alarme, histoire de rappeler à Pierre Maréchal ses plus récentes promesses électorales, notamment la proposition 155 de sa campagne municipale de 1983 : « Nous ordonnons à Lille de faire de Lille un lieu de plaisir pour les concerts destinés aux jeunes. » Les jeunes ont été attendus l'automne suivant et Julien Clerc pour évaluer, enfin, une salle de spectacles (presque) digne de ce nom. Un vaste palais des sports, reva et corrigé pour 10 millions à peine grâce à l'Europe d'un « tourneur » régional bien connu (Albert Warin), son couvert de fonds privés mais avec la garantie de la ville.

On a feilli alors l'appeler « Espace 155 ». On l'appelle Espace-Foire. L'acoustique est correcte, la jauge honnête, le lieu modulable. Entre-temps, Lille avait rêvé d'un Zenith. Francis Mitterrand lui-même y semblait favorable. « Trop cher (30 millions à l'époque), peut-être trop juste et pour cause polyvalente », avait-on estimé après réflexion. Demande !

Chantier en ch'limi

Les stars du moment n'en ont plus rien fait, le chantier de Lille. Entre Paris, Bruxelles et Londres. Et même le regret de s'être vu accueillir — en leur temps de gloire — les Rolling Stones commencent à s'estomper. Cette saison, entre autres têtes d'affiche, Sting et Sade, Elton John, Higelin ou Jean-Jacques Goldman ont quasiment fait le plein. Lille a, pour le rock, un public de capitale régionale.

Mais l'Espace-Foire ne « vaut » pour l'heure, que pour les grands. Et le rock du Nord, le tout-venant branché aux boures plus plates, trépine plus qu'à son tour de ne pouvoir se faire entendre, en moins « around the bonfire ». La relative réussite des Soles (Christophe Marquilly et Arnaud Delbarre), dénommés « soles » dans l'écurie CBS, ne peut faire oublier ces plaines bras-

sées de formations régionales à l'inspiration plus ou moins éclairée. Du genre au final en passant par l'incontournable rock'n'roll, elles rêvent d'une chance grandiose. Les plus courtes ont des tons presque symboliques, Agence Tass (Thriller à Lille), Killer Ebyl (Partout à Lille), Gumbert (Existence) ou Les Malades (Rue des cœurs solitaires).

Bénévolement « managées » par des associations — Médiateur ou Gédéon — ces formations rament à contre-courant, et voguent la galère à vent assez mauvais d'un Nord trop exilé. Celles-ci chassent et jouent en français, voire en ch'limi, avec un certain talent. Un talent qui se réfugie dans les sentiers de la folk, coupe par d'autres arts et toujours érudites. Le rock régional manque de toits, pas de bras.

Lille aura néanmoins encore été un festival rock. Des « rencontres » dites du troisième type, en bois de Boulogne, sur les berges de la Deûle (26, 27 et 28 juin). Un tremplin pour nombre de « rockstars ». Un rendez-vous qui dépasse largement les frontières de la musique contemporaine et électroïque, intégrant plus-moins arts plastiques, mode, bande dessinée ou vidéo. L'initiative des Rebelles au bois dormant est tout bonnement de ce genre. L'initiative des Rebelles au bois dormant est tout bonnement de ce genre. L'initiative des Rebelles au bois dormant est tout bonnement de ce genre.

GUY-PIERRE ELOIRE.

Picasso en ville nouvelle

Les riches heures du Musée d'art moderne

En 1979, Geneviève et Jean Masquel, collectionneurs lillois, faisaient à la commune un don d'importance. Ils y mettaient une condition : que dans les cinq ans un musée soit construit pour recevoir cette collection riche en œuvres signées Braque, Léger, Picasso, Modigliani, Miro.

C'est le Musée d'art moderne du Nord, inauguré fin 1983, construit en bordure d'un parc boisé, à Villeneuve-d'Ascq, grâce à un cofinancement de l'Etat (à un peu plus de 50 %), de la région et du département. La commune urbaine prenant à sa charge la plus grande partie des frais de fonctionnement à venir.

C'est une réussite architecturale tout à fait digne de la collection qu'il abrite. Roland Simonnet, son architecte (qui est aussi l'auteur du musée archéologique de Neuvillers, en Sarthe-Meuse, et des aménagements du musée Picasso à l'Hotel Salé), y donne un bel exemple d'adaptation de son style personnel à l'exigence de la ville nouvelle. Le bâtiment, qui est en briques et verre, se développe de plusieurs niveaux offerts extérieurement, en ce côté masculin qui est trop souvent le parti pris des nouveaux musées d'art moderne qui ont fleuris ces derniers temps en Europe.

L'échelle à Villeneuve-d'Ascq n'est pas grande, c'est bien. La distribution des volumes, qui bénéficie d'un espace pe-

trouant — le parc, — est nette, fermement soulignée, qui compose au mieux avec les parcs propres à capter la lumière extérieure pour la redistribuer convenablement à l'intérieur. D'un notamment ces pans de verre obliques (qu'on ne voit d'ailleurs pas du dehors) qui confèrent les salles d'exposition, temporaires et la donation, au rez-de-chaussée : les réserves, les ateliers, les services (laboratoires, audiovisuels, etc.) ; à l'étage : les bureaux de la conservation, les archives, la documentation et la cafétéria agréablement ouverte sur une terrasse et le parc.

Trop loin trop peu connu

La disposition intérieure est logique, simple, spacieuse. L'espace est chaleureux. Roland Simonnet a su ménager, comme à son habitude, des liaisons intérieures avec l'extérieur et jouer de même sur la transparence entre salles imbriquées les unes dans les autres.

Ce musée, où le visiteur se sent si bien, n'a peut-être pas pour autant toute l'audience qu'il mérite. Malgré ses fonds prestigieux, malgré un rythme intense d'expositions temporaires (disons, il est vrai d'indépendance, en 1985) organisées par Pierre Chaigneau, le conservateur, pour relancer le public et le fidéliser.

La relative difficulté d'accès fournit une explication : le méro

ne va pas dans ce sens, et, sans voiture, depuis le centre-ville de Lille, il faut compter environ trois quarts d'heure pour y parvenir. De fait les visiteurs étrangers, les Belges, les Hollandais ou les Parisiens, qui décrochent de l'autoroute sont presque plus faciles à attirer que la population locale. Encore faut-il que leur soient proposées des manifestations d'envergure. D'un hommage à Miro présenté au début de cette année (le Musée du 25 janvier), une exposition locomotive d'ailleurs motivée par la présence dans la collection de six très bonnes œuvres de l'artiste catalan. Le résultat escompté a été obtenu : pendant les deux mois de l'exposition Miro, le musée a reçu quelque 41 000 visiteurs, soit près de la moitié de ce qu'il avait jusqu'à accueilli depuis son ouverture.

Mais ce genre de manifestation coûte cher (en frais d'assurances) — beaucoup plus cher qu'une exposition d'art actuel — et, de fait, la quasi-totalité du budget de fonctionnement de 1986 y est passée : 7 millions de francs, un budget qui, selon Pierre Chaigneau, ne permet pas de réaliser toutes les ambitions du musée ; notamment acheter assez d'œuvres d'artistes contemporains pour constituer dignement la collection qui, avec la donation, s'arrête en 1950. Il est vrai que, sans cet achat, le musée pourrait se fier autour de la donation. Ce serait dommage et sûrement pas dans l'esprit des fondateurs qui ont voulu à l'origine du beau musée de Villeneuve-d'Ascq.

GENEVIÈVE BREFRETTE.

INDIGNATION

Le musée du mépris

A question du transfert à Lille des plans-reliefs... parait quitter sciemment le premier plan de l'actualité. A la phase de l'affrontement, succède une guerre de position, le problème risquant de s'enfoncer dans le marais de la procédure. Le moment est peut-être venu de dégarer les enjeux essentiels de la controverse, que les passions passionnent ont quelque peu occultées.

On peut s'étonner en effet que l'artefact ait été auparavant présenté comme une querelle entre deux villes, sans que soit abordé le thème de la décentralisation et sans qu'on ait pris conscience, à Paris, de la dimension régionale des manifestations en faveur de l'installation à Lille du musée des plans-reliefs. Objecte-on qu'il s'agit en l'occurrence d'un démantèlement et non d'une création ? Mais peut-on sérieusement parler d'un musée à propos des combles des invasions où la place marquée pour exposer la totalité d'une collection latente de surcroît dans un état de complet abandon et exposée à l'humidité pendant de longues années ?

L'installation dans l'ancien hôpital général de Lille permet, au contraire, la création d'un véritable musée doté d'équipements adéquats pour la restauration et l'étude des maquettes. Leur retour à Paris ne serait pas seulement un confort inutile à la ville de Lille, ce serait la remise en cause de toute une politique de décentralisation culturelle, et les autres villes françaises qu'on tente de dresser contre Lille au nom de l'unité nationale devraient se sentir concernées.

Une fois admis le transfert en province, le choix de Lille d'Espagne. Le car de la répartition géographique des villes dotées de plans-reliefs montre à l'évidence qu'elle se situe au cœur de la plus grande concen-

tration de villes fortifiées, du fameux « pré-carré » imaginé par Vauban, qui vécurent d'ailleurs plus de vingt ans à Lille, où il dessina le plan de ces citadelles. Sur les cent trois pièces de la collection, vingt-deux sont le fruit de la création rock. Pas moins. Le Nord, encore, a de ces anecdotes...

Un défi à la décentralisation

On se trompe en parlant de « l'esprit de clocher » des Lillois. Comment comprendre que plus de quarante mille personnes se soient rendues aux deux « journées » de portes ouvertes organisées par le comité de soutien afin d'apporter lucidement une dizaine de maquettes dans leurs citadelles, que plus de cent mille signatures aient été apposées demandant leur maintien ? Cela fait décidément beaucoup de Lillois ! On a assisté en réalité à la prise de conscience d'une identité régionale, de l'appartenance à un ensemble dont le destin est joué si souvent sur les champs de bataille et qui a payé un lourd tribut aux guerres.

On comprend dès lors l'intérêt des habitants pour une collection qui puise ses origines dans les impératifs de la défense des frontières. L'histoire est d'ailleurs présente dans les paysages. Combien de villes ont gardé leurs remparts ou des vestiges de leurs fortifications ! L'importance du patrimoine archéologique et artistique du Nord est un fait supplémentaire à l'implantation du nouveau musée et elle explique la mobilisation de nombreuses associations culturelles de la région en faveur du maintien à Lille des maquettes des plans-reliefs.

Je voudrais espérer que les pouvoirs publics ne laisseront pas concéder la médiocrité nordique par un réajustement qui tournerait le dos à l'annonce de la politique de décentralisation culturelle.

BERNARD MÉNAGER, professeur d'histoire contemporaine à l'université Lille III, directeur du Centre d'histoire du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest.

CREDIT SOFTMATIC

L'INFORMATIQUE, C'EST MAGIQUE!

Acquérir une machine, un immeuble, un terrain, c'est classique. Il vous suffit d'un crédit classique, ça se trouve.

Recruter l'homme qu'il vous faut, lancer une campagne de pub, acheter un brevet, entrer dans l'informatique, partir pour l'export, c'est exceptionnel.

C'est jouable, c'est l'avenir, l'avenir de votre entreprise. Mais là, les crédits traditionnels, ça ne marche plus...

C'est pourquoi SOFTMATIC a été conçu. SOFTMATIC vous permet de financer vos investissements en « matière grise », ces investissements dits « immatériels ».

Découvrez vite ce nouveau crédit qui parle sur votre avenir!

SOFTMATIC
Le Crédit de l'Avenir.

BANQUE SCALBERT DUPONT



groupe cic

Un sondage exclusif du *«Monde»*

L'enquête confirme le poids dans le département de la *Voix du Nord*, dont le contenu est bien apprécié alors que les autres quoti-

Quant à la télévision régionale, elle bénéficie d'une excellente réputation et, malgré la présence de quatre quotidiens, reste le premier vecteur d'information du public.

JEAN-MARIE DUPONT.

4. – *Quelle couleur politique*

QUESTION : « Pour chacun des journaux suivants, dites-moi où vous le classez sur une échelle politique allant de l'extrême gauche à l'extrême droite ? »

	Extrême gauche	Gauche	Centre	Droite	Extrême droite
LIBERTÉ	10 %	45 %	5 %	3 %	1 %
NORD-ÉCLAIR	—	13 %	22 %	14 %	1 %
NORD-MATIN	1 %	25 %	16 %	12 %	1 %
LA VOIX DU NORD	—	11 %	29 %	31 %	2 %

5. – Le phénomène Hersant

	Ensemble	Préférences politiques	
		Droite	Gauche
		%	%
- Favorable	9	18	9
- Hostile	14	9	32
- Indifférent	83	67	49
- Ne se prononce pas	14	8	10
	100	100	100

6. – Un palmarès des radios

	Préférences politiques		
	Ensemble	Droite	Gauche
	%	%	%
- RTL	56	60	59
- Europe 1	32	32	29
- Fréquence-Nord	32	27	33
- France-Inter	16	19	15
- RTL 3 / Nord-Pas-de-Calais	6	10	10
- Ne se prononce pas	12	13	7
	(1)	(1)	(1)

7. – La meilleure information

	Préférences politiques		
	Ensemble	Droite	Gauche
		%	%
- A FR 3 télévision régionale	52	47	54
- Aux quotidiens régionaux comme la Voix du Nord, Nord-Eclair, Nord- Matin ou Liberté	28	40	24
- Aux radios locales comme Fréquence-Nord ou FR 3/Nord- Pas-de-Calais	14	10	16
- Ne se prononce pas	6	3	6
	100	100	100

Ce sondage a été réalisé par IPSOS pour la

ANNONCEMENT D'ES
1 MOIS : 100 F SEULEMENT
...onnelle réservée aux lecteurs de « LILLE A

La « Voix » et les autres

Villeneuve-d'Ascq, Roubaix, Tourcoing et sur le territoire francophone de la Belgique, tandis que *Nord-Matin* est essentiellement implanté dans l'ancienne région minière du Pas-de-Calais et autour de Douai. *Nord-Eclair* fournit au quotidien socialiste plusieurs pages, (sport, tiercé ou Bourse), mais la politique rédactionnelle de chaque publication demeure autonome.

Les deux titres n'ont pas les mêmes zones de diffusion et, donc, aucune raison de se déclarer la guerre. O' autant qu'en 1975, Nord-Eclair est tombé, à son tour, dans l'escarcelle de M. Hersant. Démocrate, d'inspi-

ration chrétienne, ce journal dispose aujourd'hui d'une structure juridique originale qui, selon le rédacteur en chef, André Farine, garantit l'indépendance de la rédaction. Deux sociétés distinctes cohabitent à la tête de la publication : Nord-Eclair SA appartient à Robert Hersant et se charge de l'exploitation du journal,

Le contrat, signé pour quinze ans et renouvelable tacitement, a permis à Nord-Eclair de se moderniser sans réduire ses effectifs. Il comporte aujourd'hui 242 employés dont 63 journalistes. Avec une diffusion de 73 798 exemplaires en 1984, Nord-Eclair maintient sensiblement son cap.

La Croix
hebdomadaire

Liberté, éditée par la fédération régionale du Parti communiste français, amorce le Nord et le Pas-de-Calais. Sa diffusion officielle de 87 000 exemplaires en 1985 est généralement contestée et le titre se maintient non sans difficultés : en 1981, **Liberté** licenciait un quart de son personnel (40 personnes) et unifie ses deux éditions locales. Un an après, le journal est mis en règlement judiciaire avant qu'un nouvel accord ne le remette à flot.

Mesures draconiennes

Ses traces proviennent plutôt de la baisse des ventes du quotidien (de l'ordre de 3 % chaque année), malgré le passage à l'impression offset et à la couleur en 1990. Editée par Presse-Nord Société où le Soprocesse est largement majoritaire, *Nord-Hesin* a dû recourir plusieurs fois à des mesures draconiennes pour durer face à la puissante Voix du Nord : 9 éditions en 1986 contre 22 en 1967, 39 journalistes contre 125. Pourtant la diffusion a continué à chuter : 179 000 exemplaires en 1967, 92 237 en 1984.

structure et se formule à la fin de l'enfermement. Le capital a été diminué de 1,5 MF à 550 000 FF, ce qui a permis de couvrir le déficit des cinq derniers exercices. Les évènements ont en même temps cédé leur majorité aux lecteurs et 332 actionnaires détiennent actuellement le capital de *La Croix du Nord - Magazine*. L'agence Heves a pris le contrôle de la publicité et des annonces légales et la rédaction cherche à se renouveler. Sans cascaroler au sommet des box-offices, la publication catholique nordiste amorçe sans redoublement avec la diffusion de 15 500 exemplaires en 1984. Et une augmentation des abonnements de 8 % depuis un an.

CATHERINE YOUNG.

(Offre exceptionnelle réservée aux lecteurs de « LILLE AU FUTUR »)

Période choisie : du , du -
 Nom UT
 Prénom
 Adresse

 Localité Code postal

Ci-joint, en règlement, un chèque de 100 F à l'ordre du Monde

La certitude de pouvoir suivre toute l'actualité. L'assurance de ne manquer aucun numéro et de recevoir **le Monde** et tous ses suppléments («le Monde de l'économie», «le Monde des sciences et de la médecine», «le Monde des arts et des spectacles», «le Monde des livres», «le Monde sans visa», «le Monde radio-télévision»).

Choisissez vous-même votre période d'abonnement et faites l'essai pendant un mois pour 100 F seulement. Remplissez le bulletin ci-contre et renvoyez-le nous en y joignant votre paiement. A l'issue de cet essai, vous resterez totalement libre de prolonger ou non votre abonnement.

Le Monde

SOL

1215